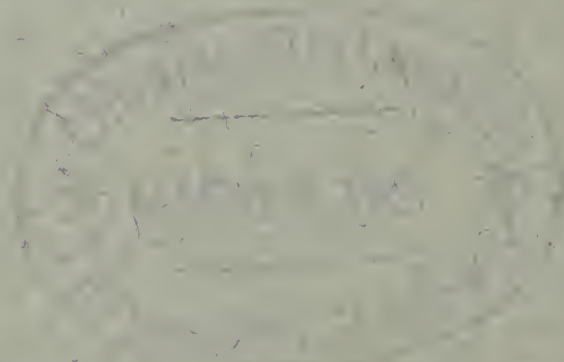
The image shows the front cover of a book. The cover is decorated with a traditional marbled paper pattern, often called a 'stone' or 'shell' pattern, featuring large, irregular, rounded shapes in shades of brown, tan, and cream, set against a dark background. The spine of the book, visible on the left, is bound in a dark, possibly black or dark brown, material. A small, white, rectangular label with rounded corners is affixed to the spine. The label contains the text 'DS135' on the first line and '.F83K15' on the second line, both in a bold, black, sans-serif font. The corners of the book cover are reinforced with a dark material, likely leather or a similar synthetic material, which is visible at the top right and bottom right edges.

DS135
.F83K15



DS135
F83K15

LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

DU MÊME AUTEUR :

- I. — LES ÉCOLES COMMUNALES ET CONSISTORIALES ISRAÉLITES DE PARIS (1809-1884), avec une préface de M. ZADOC KAHN, Grand-Rabbin de Paris.
- II. — LES PROFESSIONS MANUELLES ET LES INSTITUTIONS DE PATRONAGE.
- III. — LE COMITÉ DE BIENFAISANCE, L'HOPITAL, L'ORPHELINAT, LES CIMETIÈRES (avec gravures et plans).

En préparation

DERNIÈRE PARTIE :

LE CULTE ET LES TEMPLES (notices historiques sur le Rabinat, le Séminaire, la perytomie, l'organisation de la boucherie etc., etc.)

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ISRAÉLITE

DE PARIS

QUATRIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS

DE SECOURS MUTUELS

PHILANTHROPIQUES ET DE PRÉVOYANCE

PAR

LÉON KAHN

Secrétaire-Adjoint du Consistoire israélite de Paris

AVEC UNE PRÉFACE

DE

M. ISIDORE LOEB



PARIS

LIBRAIRIE A. DURLACHER

83^{bis}, RUE LAFAYETTE

—
1887

PRÉFACE

M. Léon Kahn a entrepris d'écrire, dans une suite de monographies, l'histoire de la Communauté israélite de Paris depuis qu'elle s'est reconstituée dans la dernière moitié du dix-huitième siècle. Il a eu raison de ne pas remonter plus haut, il n'y a aucun lien entre cette communauté et celle du moyen âge, un fossé de plus de quatre siècles les sépare. L'histoire de l'ancienne communauté juive de Paris ne nous est connue que par fragments : une page remarquable du temps du roi Chilpéric, due à la plume d'un grand évêque, la relation de cette célèbre controverse sur le Talmud à la cour de Saint-Louis, une liste de pauvres gens écrasés d'impôts vers la fin du treizième siècle, quelques pierres tumulaires mutilées et le souvenir d'un miracle encore récemment célébré dans les églises, voilà à peu près tout ce que nous connaissons ou possédons des anciens juifs de Paris. En

général, nous ne savons presque rien sur les destinées des communautés juives du Nord et de l'Est de la France; Troyes, Ramerupt, Provins, Coucy, Orléans, Pontoise, Etampes, Corbeil, Melun, sont des noms célèbres dans la littérature juive, c'est à peine si l'histoire juive les connaît. Les documents ont disparu au milieu des expulsions répétées. Grâce à M. Kahn, la nouvelle communauté juive de Paris peut espérer de laisser de plus nombreux et peut-être aussi profonds souvenirs.

Tous ceux qui aiment cette communauté pour ses qualités brillantes et aimables, pour ses belles institutions, pour l'esprit de bienfaisance et de charité qui l'anime, pour les hommes remarquables qu'elle possède, sauront gré à M. Kahn d'avoir commencé cette œuvre et en suivront le progrès avec une vive sympathie. Déjà M. Kahn nous a donné trois ouvrages de la série : l'Histoire des Ecoles Israélites, celle des Œuvres d'apprentissage, celle des Institutions de Bienfaisance. Ils sont remplis de faits intéressants. M. Kahn est allé à la meilleure source de renseignements, les Archives du Consistoire. Il a dépouillé les dossiers qui s'y accumulent depuis

un siècle environ, et il s'en est servi avec la modération qui convient à un véritable écrivain. Quand son œuvre sera achevée, nous aurons une excellente encyclopédie historique et statistique de la Communauté israélite de Paris.

De toutes les institutions de cette communauté, il n'y en a pas de plus intéressantes, à mon avis, que les Sociétés israélites. Il y a longtemps que je souhaite qu'elles trouvent un historien, le sujet m'a tenté plus d'une fois, mais il appartenait de droit à M. Kahn, la place de nos Sociétés était marquée d'avance dans sa collection.

L'origine des sociétés juives remonte à une haute antiquité. Sans parler de la singulière société des Esséniens, il y avait, en Palestine, à l'époque du second temple, de nombreuses confréries juives, et il est probable qu'il s'en trouvait dans chaque communauté. Le *haber* (sociétaire) s'engageait à observer avec plus de rigueur que les gens du peuple certaines pratiques religieuses, il se réunissait avec ses confrères pour prendre en commun des repas rigoureusement préparés suivant les rites et sanctifiés par un profond sentiment de piété.

Ces confréries ont servi de modèle à ces petites sociétés chrétiennes des premiers temps où se donnaient les agapes, et dont les historiens chrétiens ne parlent jamais sans attendrissement. Dans ces réunions intimes, autour d'une table frugale, l'ancien *haber*, juif ou chrétien, goûtait des joies pures et des ravissements d'enfants. Les confréries juives de ce genre, fondées sur des pratiques religieuses spéciales à la Terre-Sainte; ne pouvaient pas exister en dehors de la Palestine, mais on ne saurait douter que l'institution ne se soit maintenue sous d'autres formes chez tous les juifs dispersés dans l'empire romain.

La *hébra* eut alors spécialement pour but d'organiser des conférences pieuses, d'exercer la bienfaisance, de rendre aux sociétaires les derniers devoirs; après avoir été une sorte de cercle à l'usage des clercs et de la haute bourgeoisie des villes, elle devint une association ouverte à tous, le refuge et la consolation des petites gens. Le *haber*, qui l'avait pris autrefois de haut avec le pauvre monde, et se donnait volontiers des airs distingués, se sentit mal à l'aise dans ces réunions populaires, il s'en sépara et l'on eut

dorénavant des *hébrots* sans *haber* et des *haber* qui n'avaient rien de commun avec la *hébra*. Le *haber* devint peu à peu, au moins au moyen âge, une espèce de savant, un homme versé dans la littérature religieuse, associé, dans un rang inférieur, aux honneurs du rabbinat, et nous avons tous connu, dans notre jeunesse, des personnes qui portaient encore avec dignité ce nom modeste. La *hébra* sut très bien se passer de lui, elle fut probablement déjà prospère dans l'empire romain. Des sociétés analogues existaient, sous le nom de collèges, parmi les païens, surtout dans les classes inférieures et parmi les esclaves, leur principal souci était d'assurer l'enterrement de leurs membres. Ce trait est frappant, il se retrouve chez la plupart de nos sociétés juives.

L'histoire de la *hébra* au moyen âge est encore peu connue, mais son importance saute aux yeux lorsque l'on considère la vitalité de l'institution et sa durée à travers les siècles. La *hébra kadischa* a été partout le noyau des communautés. Celle de Paris a fondé notre Communauté au dernier siècle, groupé les juifs de la grande ville, conçu et élaboré les projets nécessaires à l'organisation du culte,

créé les synagogues. Son histoire, dans les premières années, est l'histoire même de la communauté juive de Paris, et son vrai successeur, jusqu'à un certain point, ce ne sont pas nos sociétés actuelles, c'est le Consistoire.

Il faut se féliciter que l'unité de la primitive *hébra kadischa* de Paris ait été brisée et que nous ayons autant de types de sociétés qu'il y a, dans le judaïsme parisien, de besoins variés. Ces sociétés sont, à côté de l'administration officielle, des centres secondaires où la communauté parisienne commence à prendre conscience d'elle-même et où s'élaborent les éléments nécessaires à son existence. Il y a des villes où l'on pourrait, à la rigueur, se passer de ces sociétés; à Paris elles sont indispensables. Sans elles, nous serions comme perdus dans la vaste capitale, isolés, dispersés, réduits en poussière. Ce sont les Sociétés qui nous donnent, en grande partie, la cohésion et qui font, pour le compte de la communauté, le premier travail d'agrégation et d'assimilation. Elles ne pourraient être suppléées, dans cette fonction, par l'administration supérieure, que gênent la solennité de la tenue et les rigueurs de l'étiquette. Dans ces asso-

ciations fraternelles, au contraire, tout est liberté, mouvement; l'initiative personnelle et l'inspiration populaire y ont libre carrière. Que d'imagination, de poésie, de piété tendre et naïve rien que dans les titres de nos Sociétés et les souvenirs qu'ils rappellent! Elles ont des noms qui sont doux comme une prière ou qui sonnent comme une fanfare. Ces petites républiques ont résolu le problème, si vivement discuté ailleurs, de l'unité dans la variété et de l'autonomie conciliée avec le principe d'autorité. C'est chez elles que bat le cœur de la communauté israélite de Paris.

ISIDORE LOEB.

LES HÉBROTH

OU

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

I

On peut supposer qu'il y eut de tout temps à Paris des *Hébroth* ou Sociétés de secours mutuels israhélites. Les coutumes d'une part, et de l'autre l'existence connue de synagogues et de cimetières (1), en font foi. Repoussés de tous côtés, les Juifs ont dû se replier sur eux-mêmes et chercher dans leur sein un appui qui leur manquait ailleurs. Cependant, aucun vestige n'est resté d'une organisation de ce genre aux différentes époques où les Juifs furent tolérés à Paris et il faut arriver à la seconde moitié du XVIII^e siècle, où ils commencent à vivre en nombre dans la Capitale, pour en découvrir la trace.

Ils étaient, en effet, cinq cents environ au moment de la Révolution; les uns étaient répandus dans les différents quartiers de la ville, les autres,

(1) Voir notre Histoire du Comité de bienfaisance (Durlacher, 1886), chapitre des *Cimetières*.

en quantité plus considérable, « afin de rendre
« leur réunion entre eux plus facile et se dédom-
« mager ainsi de l'isolement où ils étaient des
« autres hommes, s'étaient affectionnés à des
« quartiers particuliers » (1).

Cet isolement, produit autant par les lois de l'Etat que par les sentiments hostiles dont les Juifs étaient l'objet, était pour eux particulièrement pénible : isolés, ils n'étaient rien et ne pouvaient rien ; la vie commune seule, en confondant leurs intérêts et en les rendant solidaires les uns des autres, pouvait leur permettre de s'unir dans la prière, de lutter avantageusement contre la maladie ou la misère et d'atténuer chez leurs frères malheureux les fâcheux effets de l'inégalité des destinées. Du reste, les lois traditionnelles du judaïsme, qui se distingua dans tous les temps par le soin de ses pauvres et par le sentiment très vif de la charité fraternelle, devaient les encourager à grouper leurs forces ; leur situation précaire leur en faisait un devoir.

C'est ainsi que les Confréries israélites furent créées à Paris.

Il y en avait sept lorsque le Consistoire voulut, en 1809, organiser une Société de bienfaisance chargée de secourir indistinctement tous les Israélites indigents de Paris. Elles n'avaient pas alors de titre distinctif et elles n'étaient connues que par le nom de leurs chefs. Elles étaient dirigées par MM. Isaac Berthe, Bronswick, Schou-

(1) Adresse de l'Assemblée des représentants de la Commune de Paris à l'Assemblée Nationale sur l'admission des Juifs allemands à l'Etat Civil, 24 février 1790.

bach, Michel Lévy, Jacob Triefous, Isaac David et Elie Cahen (1).

Estimant que ces Sociétés renfermaient leur mission de charité dans des limites exclusives et trop étroites, le Consistoire, afin de « concentrer leurs moyens », en avait ordonné la réduction à trois par délibération du 4 septembre 1809 (2); puis, les mêmes vices d'organisation subsistant dans leur nouvelle Constitution, il supprima entièrement ces Comités par décision en date du 24 novembre de la même année, pour créer une Société unique de secours.

Le Grand-Rabbin Seligman (Michel), chargé d'opérer la fusion, constatait dans son procès-verbal, d'après des informations « attestées par

(1) Les noms de plusieurs administrateurs de ces Sociétés ne sont pas les mêmes dans tous les documents relatifs à la formation de la Société de secours.

Les noms de MM. Isaac Berthe, Schoubach, Michel Lévy, Bronswick, Jacob Triefous, David Isaac et Elie Cahen, que nous avons cités plus haut, figurent dans le procès-verbal de fusion.

Les délibérations prises par les Sociétés pour la formation d'un Comité (délibérations annulées le 4 septembre par le Consistoire) portent les noms suivants : *David Rumswiller, Gumpel Terminach, Schoubach, Berthe, Jacob Manheimer, Helmer et Goudchaux Halphen.*

La lettre écrite par le Consistoire le 4 septembre 1809 et communiquant l'arrêté pris pour l'organisation des Sociétés de bienfaisance, est adressée à MM. Schoubach, Bronswick, Manheimer, Elie Cham, Simon Berthe et Michel Lévy.

La lettre des Sociétés en réponse au Consistoire est signée : Marix Bronswick, Michel Lévy, David, Schoubach, Elie Chan, Jacob Mannheim et Berthe.

Enfin dans sa séance du 21 octobre, à laquelle le Consistoire les convoqua, le procès-verbal mentionne : MM. Berthe, Schoubach, Michel Lévy, David, Goudchaux Halphen, Triefous, Bronswick et *Baruch Weill.*

(2) Voir à l'Appendice les procès-verbaux de fusion.

écrit » et prises de personnes « recommandables », que les Sociétés les plus anciennes étaient celles de MM. Berthe, Michel Lévy, Bronswick et Schoubach (1). Le Comité de M. Berthe paraît avoir été le premier en date (2). Il résulte, en effet, d'une note communiquée au Consistoire (3) en 1809 que cette Société comptait à cette époque *trente-deux années* d'existence. Elle avait dû, par conséquent, être fondée vers 1777. Aucun élément d'information ne permet d'indiquer, même approximativement (4), la date de la formation des autres *Hébroth*, ni de dire, sauf pour la Société d'Isaac David, si elles se sont continuées jusqu'à nos jours.

(1) Les Sociétés Bronswick et Schoubach, séparées à cette époque, n'en formaient qu'une originairement.

(2) Il s'opposa d'abord à la fusion des Comités et il motiva son refus « sur ce que son Comité étant un des plus anciens de Paris, il devait servir de noyau et obtenir la préférence sur tous les autres ».

(3) Voici cette note : « Les Comités de bienfaisance de la ville de Paris ont annuellement autant de dépense que de recette. La preuve en est qu'aucun Comité n'a pas cinq cents francs actuellement en caisse. Le Comité où M. Berthe est administrateur, existant depuis trente-deux ans, a amassé dans cet intervalle dix-sept cents francs, desquels il reste maintenant au plus en caisse quatre cents francs, ayant employé l'autre pour des objets du culte ; mais quand bien même la recette serait encore plus forte, il se présente malheureusement que trop d'occasions pour l'employer, chaque administrateur donnant toujours suivant la faculté du Comité.

« Les dépenses ordinaires sont 9 fr. par semaine à un malade membre du Comité, 9 fr. par semaine de deuil pour les héritiers d'un des décédés du Comité. Ainsi pour les dépenses ordinaires et extraordinaires, il faut toujours que l'administrateur ait quelque argent en caisse en cas de besoin. »

(4) Voir toutefois *La Loi sacrée et la Bienfaisance* réunies, page 34.

Ces sept Comités comptaient 212 membres ou souscripteurs. Celui de M. Berthe était le plus nombreux. Bien qu'il prétendît que sa Confrérie comptait 83 membres, elle n'en avait en réalité que 47 (1); celle de M. Shoubach, 26; celle de M. Lévy, 27; celle de M. David, 27; celle de M. Goudchaux Halphen, 30; celle de M. Triéfous, 27 (2); et celle de M. Bronschwick, 28.

Tous ces renseignements figurent sur une minute du Consistoire. Cette même note constatait l'existence d'une « Confrairie » composée de 360 membres et administrée par M. Baruch Weill. Le Consistoire fait, à n'en pas douter, allusion à la Société du cimetière de Montrouge (3).

Cette Association était sans doute la même que celle créée en l'an 1800 et qui fut placée sous la gestion d'une sorte de syndicat composé de 24 membres, choisis parmi les administrateurs des Temples, à raison de six membres par synagogue. Ce fut là certainement le premier essai d'union et de centralisation des Israélites de Paris; il est à remarquer que c'est dans un but d'assistance mu-

(1) Le Consistoire avait informé les Sociétés qu'elles auraient à verser au Comité de bienfaisance les fonds qu'elles avaient en caisse. M. Berthe s'y était refusé, alléguant que ces fonds appartenaient à 83 membres composant sa Confrérie et que « la pluralité des voix » s'opposait à ce versement. Cependant le chiffre 47 doit être le véritable. L'addition du nombre des membres de toutes les Sociétés indiqué par le Consistoire, donne un total de 212. Ce chiffre est également donné par les Sociétés dans une lettre en date du 4 septembre 1809 où, au sujet de la fusion des Sociétés par la voie du sort, ils disent « qu'il s'agit ici de satisfaire la volonté de 210 individus ».

(2) Le procès-verbal de fusion n'en mentionne que 23.

(3) Voir notre histoire du Comité (chapitre : cimetières et inhumations, page 116).

tuelle et de prévoyance qu'il fut tenté. Hommes et femmes étaient indistinctement admis dans cette Société qui prenait le titre de *Hebra Kadischa de Gemillat Hasadim* ou *Société sainte de bienfaisance* (1). Elle avait pour objet essentiel d'assurer l'inhumation à ses adhérents, mais aussi de leur accorder les soins du chirurgien et les médicaments. Le nombre considérable de ses membres permet de supposer que la grande majorité des Israélites de Paris en faisait partie (2).

Elle dut disparaître quand le cimetière de Montrouge fut fermé.

Ce fut un des Comités, mentionnés également par le Consistoire, qui en 1805 se réunit pour « fonder une maison de Dieu et un petit sanctuaire pour adorer Dieu de tout cœur » (3). La synagogue dont il s'agit était située rue Geoffroy-Langevin (4).

Un nombre relativement aussi considérable d'adhérents devait inspirer à ces associations un sentiment exagéré de leurs forces et le désir de se soustraire à l'autorité toute nouvelle du Consistoire. Elles cherchèrent, en effet, à entraver « le grand ouvrage » qu'il avait entrepris, et elles ne négligèrent pas les « intrigues » soit dans leurs

(1) Nous publions à l'Appendice les trois procès-verbaux de la fondation de cette Société.

(2) Nous en donnons la liste à l'Appendice. Sa publication au point de vue de la composition de la Communauté à cette époque paraît particulièrement intéressante.

(3) Le règlement de cette fondation est en hébreu.

(4) Les archives du Consistoire contiennent des listes de noms relatives à cette Société. La première date de 1805 et la dernière de 1809. Nous les avons réunies en une seule que nous publions également à l'Appendice.

synagogues, soit dans leurs réunions particulières, pour résister à sa volonté. Mais il n'était pas disposé à laisser amoindrir son pouvoir, et il le leur fit comprendre dans un discours qu'il leur adressa le 30 octobre 1809. Nous le publions en entier, car il constitue, à divers titres, un des documents les plus curieux de cette époque : « Les confrairies qui existaient ne peuvent plus être tolérées. Notre culte a été organisé par S. M. l'Empereur et Roi : nous avons été nommés pour en surveiller l'exercice et pour faire le bien de tout Israël. Pensez-vous, messieurs, que nous quitions nos affaires et consacrons toutes nos veilles pour ne pas atteindre le but vers lequel il nous est ordonné de marcher? Pour la dernière fois, messieurs, nous vous faisons appeler et nous voulons bien vous dire de vive voix de dissoudre toutes vos confrairies qui blessent toutes les conventions ; vos confrairies ne peuvent plus exister, et si nous apprenons que quelqu'un de vous persiste à les maintenir, nous en informerons l'autorité supérieure. Nous sommes les seuls légitimes administrateurs de tout ce qui concerne les Israélites. Toute réunion qui n'est pas autorisée par nous est illégale et s'expose à subir la rigueur des lois. Étouffez donc les germes de dissension qui se sont manifestés parmi vous, et ne cessez plus de méconnaître les décisions d'une autorité qui n'a été instituée que pour votre bonheur. »

Leur existence jusqu'à cette époque est demeurée complètement ignorée. Une allusion y fut faite par Jacob Rodrigues Péreire en 1778, lorsqu'il

commença à s'occuper de l'achat d'un terrain pour servir de cimetière aux Israélites de Paris (1). Il informa, en effet, les diverses confréries qu'il viendrait, à l'heure de la prière, leur donner connaissance de son projet. Mais dans la minute de sa lettre-circulaire il n'est fait mention ni des noms, ni du nombre de ces confréries.

Seule une note manuscrite émanant du Consistoire en 1809, et dont nous avons parlé plus haut, permet de fixer quelques détails pécuniaires les concernant. C'est ainsi que nous savons que la cotisation était de 10 sols dans deux de ces Comités et de 12 sols dans les autres. On comptait que le produit annuel pour chaque membre pouvait être de 7 livres 10 sols ou de 10 livres 4 sols, selon la contribution mensuelle. Cependant le produit individuel dans la Société Goudchaux Halphen était estimé à 15 livres par membre. Cette évaluation permet de supposer que la Confrérie dont il s'agit comptait des adhérents dans une situation de fortune relativement plus prospère que les autres. Enfin un calcul établi par le Consistoire portait à 2,000 livres environ le revenu annuel des sept congrégations.

L'objet de ces Sociétés n'était autre que celui des *Hébroth* qui se sont fondées dans la suite à Paris. La délibération du Consistoire pour la création d'un Comité de bienfaisance (24 novembre 1809) constate dans le préambule qui précède son arrêté « qu'elles avaient pour objet d'assister ceux de leurs membres qui venaient à tomber

(1) Voir notre Histoire du Comité de bienfaisance (chap. des Cimetières et inhumations, page 103).

malades, et que les membres seuls de ces Sociétés avaient droit à recevoir des secours. »

Nous n'avons, pour être à peu près fixés sur le régime de ces associations, que le projet de règlement élaboré le 27 septembre 1809 par les trois Comités provisoirement subsistants et qui fut repoussé par le Consistoire. Loin de répondre, en effet, aux vues qu'il avait exprimées sur la généralisation des secours aux indigents, les auteurs du document semblent avoir servilement suivi les traditions qui régissaient sans doute les *Hébroth* pour organiser le Comité qu'il s'agissait de fonder. On peut donc, sans crainte de se tromper, attribuer à ces confréries le mode de constitution qu'elles se proposaient d'établir pour la Société de bienfaisance.

Ce règlement, comprenant quarante et un articles, était divisé en trois chapitres.

Le premier concernait les *Revenus du Comité* et les *Devoirs imposés aux membres*. Ces revenus se composaient, d'une manière fixe : 1° de la cotisation obligatoire fixée à 15 sols par mois ; 2° du droit d'admission, dont le minimum était fixé à 24 francs et dont le taux variait suivant qu'il s'agissait d'une personne fortunée, du fils d'un membre, etc., etc. ; 3° de l'offrande s'élevant à *trois sols*, qu'était tenu de payer chaque membre appelé à la synagogue à l'honneur de lire dans le livre de la loi ; et 4° de la vente à l'enchère des honneurs religieux et particulièrement de celui qui consistait à avoir « tous les samedis, l'assemblée de prières et la prédication dans sa maison ». Les amendes formaient également un

revenu assez important. Elles étaient infligées à celui qui négligeait d'assister à la prédication (2 sols); à celui qui manquait d'avertir qu'il ne pouvait assister aux prières qui avaient lieu « à la fête de *Schewoth* dès que l'aube commence à poindre » (18 sols); à celui qui refusait d'être parrain d'un enfant pour lequel le père, membre du Comité, n'en aurait pu trouver (six francs); à celui qui, désigné pour assister aux prières dans une famille en deuil, aurait fait défaut (6 sols); à celui qui n'assisterait pas à l'explication du livre moral qui y était faite par le prédicateur (2 sols), etc., etc.

Le Comité nommait à l'élection un prédicateur, deux administrateurs en chef, trois inspecteurs et deux desservants. Le prédicateur était élu pour une année et rééligible.

Le deuxième chapitre traitait du *Soulagement des malades*. Les membres du Comité devaient veiller les malades et les morts, confectionner les cercueils, suivre les convois, en nombre déterminé, jusqu'au cimetière où le prédicateur prononçait une oraison funèbre, et assister aux prières dans les familles en deuil. Des secours pécuniaires n'étaient accordés aux malades qu'« en cas de nécessité » : neuf francs par semaine pendant la durée de la maladie. La même allocation était accordée en cas de décès d'un membre du Comité : on plaçait dans un tronc neuf francs, mis à la disposition de ses « héritiers » pour subvenir à leurs dépenses « pendant les sept jours d'Abel » (1).

(1) La veille du premier du mois d'Elul, tous les membres

Le chapitre troisième déterminait les fonctions des *administrateurs* et *inspecteurs*. L'un des administrateurs était désigné sous le nom d'*administrateur d'ordre*, chargé, comme ce nom l'indique, de maintenir l'ordre dans la prière et dans la comptabilité. Le second administrateur contrôlait le premier. Les inspecteurs, de service tous les deux mois alternativement, étaient chargés des « soulagements ».

Les derniers articles étaient consacrés à la reddition des comptes, au maintien de l'ordre, aux conditions de moralité que tout candidat devait réunir pour être admis dans le Comité, etc., etc.

On comprend de quelle utilité ces associations durent être pour les Israélites à la fin du XVIII^e siècle. Contraints à se cacher pour célébrer leur culte, placés dans cette situation pénible de laisser sans appui ceux d'entre eux que le sort traitait défavorablement, privés des secours matériels en cas de maladie, d'infirmités ou de vieillesse, privés également des secours de la religion, les Juifs devaient trouver dans leur union le mode le plus sûr de se prémunir contre toute éventualité.

La Société de secours et d'encouragement que le Consistoire devait bientôt organiser était des-

du Comité étaient tenus de se rendre au Cimetière pour y faire les prières usitées et y entendre le sermon du Prédicateur.

Le lendemain, un banquet devait avoir lieu et les membres étaient obligés d'y assister. Les frais en étaient payés par des offrandes déposées dans des trones, et, en cas d'insuffisance, la différence était prise des fonds du Comité. Le prédicateur y faisait un sermon qui lui valait douze francs.

tinée, il est vrai, à combattre et à atténuer la misère; mais la bienfaisance proprement dite ne sert qu'à soulager le mal présent; elle est souvent impuissante pour prévenir le mal futur : seule l'association, organisée en vue de pourvoir en même temps aux besoins du présent et à ceux de l'avenir, peut améliorer une situation d'une manière permanente.

Rien n'empêchait donc qu'à côté de la Société consistoriale de secours, chargée de venir en aide à ceux qui ne pouvaient faire partie des Sociétés de secours mutuels, on laissât subsister les Confréries. Elles auraient, au contraire, grandement allégé le Comité de bienfaisance. C'est sans doute à une connaissance imparfaite des besoins de la Communauté et à la nécessité indispensable où l'on était alors de la dominer tout entière qu'il faut attribuer l'obligation où fut placé le Consistoire d'interdire les Congrégations existantes.

II

Le Comité de bienfaisance fut constitué et les Sociétés furent définitivement dissoutes le 24 novembre 1809.

Les Sociétés composées de femmes israélites subsistèrent seules. On en voit deux, en 1810, qui « depuis longtemps se sont cotisées volontairement afin de soulager entre elles les indigentes et les malades de leur sexe », demander au Comité de bienfaisance de prendre un arrêté qui enjoigne aux Dames de Paris « de veiller chacune

« à leur tour auprès des femmes indigentes malades ». Le 10 décembre 1811, le Comité demandait la dissolution d'une de ces Sociétés dont, paraît-il, la conduite était contraire « à la religion, « à la décence et aux droits sociaux », et il prenait un arrêté ayant pour objet d'organiser « une « Société de piété parmi les Dames israélites à « l'effet de veiller les femmes malades et de s'occuper exclusivement de ce qui tient à l'inhumation des personnes israélites du sexe féminin ». Le Consistoire considéra la création de cette Société comme entièrement superflue, et il n'entrava pas la marche des Sociétés féminines existantes, bien que, le 24 décembre 1811, le Comité se plaignît à lui qu'il laissât subsister des Sociétés de femmes qui, « à la différence du sexe près », étaient les mêmes Confréries que celles qu'il avait abolies.

Cependant les Sociétés d'hommes s'étaient maintenues malgré la dissolution dont le Consistoire les avait frappées; d'autres s'étaient établies sans son assentiment et prétendaient, sans toutefois pouvoir en justifier, être légalement autorisées. Or ces Associations, qui se livraient toutes à des exercices religieux les samedis et autres jours de fêtes, rentraient à ce titre dans la catégorie des réunions visées par l'article 12, § 2 du règlement de 1806, portant que l'une des fonctions du Consistoire était de veiller à ce que, pour cause ou sous prétexte de religion, il ne se formât, sans une autorisation expresse, aucune assemblée de prières. Cette précaution était dictée non seulement dans l'intérêt des revenus des Temples

auxquels ces réunions eussent porté un notable préjudice, mais aussi — disait le Consistoire — dans l'intérêt de l'ordre public.

Sur les réclamations du Consistoire, les prescriptions du règlement avaient reçu tout d'abord une complète exécution, et le ministre de l'intérieur, pour mieux en assurer l'observation, avait adressé, en 1812, une circulaire aux maires de Paris pour leur recommander de ne délivrer aucune autorisation de cette nature sans prendre au préalable l'avis de l'administration consistoriale. Mais peu à peu ces instructions furent négligées, et le Consistoire ne fut plus consulté.

En 1816, apprenant que plusieurs Israélites s'étaient adressés au maire du VII^e arrondissement pour obtenir l'autorisation « de se réunir de temps en temps chez le sieur Nathan Aaron, cul-de-sac Berthaud, n^o 1 », sous le prétexte de « s'accorder sur les bienfaits qu'ils désirent répandre sur les indigents de cet arrondissement », le Consistoire renouvela ses plaintes d'une manière pressante et demanda instamment la dissolution de ces assemblées illégales (1).

(1) Le Consistoire central transmit, en 1816, au Consistoire de Paris une circulaire du ministre de l'Intérieur qui déclarait aux municipalités de Paris qu'elles n'étaient autorisées à accorder de permission de cette nature que sur la demande des Consistoires départementaux.

Le Consistoire central invitait en outre le Consistoire de Paris à ne demander de permission que pour un délai déterminé, un mois au maximum. La permission à demander devait être personnelle au propriétaire ou locataire de la maison où se tenait la réunion; il fallait déterminer, suivant le cas, le nombre des personnes dont la réunion pouvait se former; le maître de la maison ne devait sous sa responsabilité, admettre

En signalant ces Sociétés à l'attention du ministre de l'intérieur, le Consistoire ne cherchait pas à porter atteinte à celles dont le but, uniquement philanthropique, méritait d'être soutenu et encouragé. Quelques-unes aidaient le Comité dans sa mission de charité, et le Comité demandait pour elles l'autorisation de se réunir « à Min'ha » le samedi. Il ajoutait que les membres, heureux d'être ce jour-là appelés « à Sepher », faisaient des offrandes en faveur de la Société de secours. D'autres souscrivaient à la quête des Azymes, comme la Hebra de Mena'hem-Bar-Sach, pour une somme de 14 fr. 35; celles d'Abraham de Dürmenach, 60 francs; d'Abraham Cahn, 100 francs; de Jacob Ber, 82 fr. 45, et de Salomon Roulingen, 47 francs. D'autres enfin, dirigées par *Jacob, Mayer, Joseph*, contribuaient aux dépenses pour les habillements mortuaires et la fabrication des cercueils (1).

Le Consistoire autorisait les réunions, le samedi à une heure, pour entendre « les lectures de piété ou des discours sur des points de morale ou de religion », mais il s'opposait énergiquement à ce qu'elles possédassent des oratoires. Il entreprit une lutte impitoyable contre celles qui se trouvaient

à la réunion que ceux qui lui « exhiberont un billet d'entrée » signé par le Consistoire ou son délégué; enfin le Consistoire fut invité à fixer d'avance, comme condition *sine qua non* de l'autorisation, l'indemnité qu'en devait recevoir le Temple, « comme équivalent des achats d'honneurs religieux et offrandes » qu'y auraient pu faire les fidèles qui fréquentent la réunion « particulière. » (Lettre-Circulaire du Consistoire central en date du 7 novembre 1816.)

(1) Procès-verbal du Comité de bienfaisance, 24 février 1817. Voir à ce sujet notre *Histoire du Comité de Bienfaisance*.

dans ce cas, et depuis 1823 jusqu'en 1838, il n'y eut presque pas d'année qu'il ne réclamât la fermeture de quelques-uns d'entre eux (1).

M. Sauphar, instituteur (2), donnait particulièrement à faire à l'administration consistoriale, avec laquelle il s'était mis en « hostilité ouverte ». Il avait établi dans une des classes de son institution, rue du Plat, n° 11, un oratoire où, tous les ans, l'affluence devenait plus grande. M. Sauphar, prétendant qu'il n'y réunissait que ses élèves, ne fut d'abord pas trop inquiété; mais dès que le Temple de la rue Notre-Dame-de-Nazareth fut construit, la réunion de la rue du Plat ayant pris une importance considérable, le Consistoire s'efforça de la faire dissoudre. M. Sauphar, fort de l'appui de deux Grands-Rabbins du Consistoire

(1) Voici quelques-uns des oratoires qui furent fermés sur la demande du Consistoire :

En 1825 : M^{me} V^e Olmer, rue Vieille-du-Temple, 11 ; Isaac Lazard, rue Maubuée, 25 ; Ephraïm Jacob, rue Vieille-du-Temple, 11 ; Abraham, rue de Braque, 7.

En 1826 : Alkan et Kulmann, rue des Deux Portes Saint-Jean, 5.

En 1828 : Théodore, rue des Ménétriers, 21 ; Lazard, rue des Rosiers, 30 ; Simon Weil, rue Geoffroy Langevin ; Moïse Ephraïm, rue Vieille-du-Temple ; Grod wol, rue Beaubourg, 64.

En 1829 : Dorville, rue des Blancs-Manteaux, 29 ; Lazare, rue Cloche-Perche, 11 ; Samuel, rue des Ecouffles, 19 ; Jacob, rue du Roi de Sicile, 56.

En 1834 : Benjamin, rue Saint-Avoye, 28 ; Aron, Impasse Berthaut, 1 ; Lazare, rue Maubuée, 25 ; Lyon, rue Geoffroy-Langevin, 20 ; Créange, rue de Braque, 7 ; Mayer, rue Geoffroy-Langevin, 28 ; Guerson (Garçon ou Gerson) Dennery, rue des Ménétriers, 20.

Et, en outre, il convient de citer l'oratoire tenu par M. Sauphar, que le Consistoire faisait fermer tous les ans, et qui tous les ans se rouvrait.

(2) Voir notre *Histoire des Ecoles* (Paris 1884. Durlacher)

central, MM. de Cologna et Deutz, qui faisaient partie de cette réunion, trouva pendant longtemps le moyen d'éluder l'autorisation nécessaire (1).

Le Consistoire devait finir par triompher de toutes ces résistances. En effet, à la suite de nouvelles et très vives instances (1835-1838), le ministre décida que dorénavant « aucune association de secours mutuels ne pourrait avoir de caractère mixte, comportant tout à la fois des intérêts pécuniaires et des exercices de religion ». Il refusait, en conséquence, d'autoriser légalement les Sociétés composées d'Israélites dont les statuts, « contrairement à l'esprit des décrets organiques », s'occupaient d'exercices religieux en même temps qu'ils traitaient de secours mutuels (2).

Ce fut d'abord un coup très grave porté à l'existence des *Hebroth*, dont la grande majorité se réunissait en assemblées de prières (3). Un syndicat,

(1) Il était parvenu à réunir une centaine de personnes dans son local où il exerçait les fonctions de ministre-officiant, payant un « bedeau », louant des places et vendant des honneurs religieux.

Cette lutte dura jusqu'en 1838 où M. Sauphar abandonna la direction de son établissement et fut nommé par le Consistoire correcteur des Pentateuques.

(2) Douze Sociétés avaient alors un oratoire, c'étaient : Les *Amis de l'humanité*; le *Mont-Sinaï*; les *Enfants de Salomon*; la *Société de Moïse*; la *Paix*; les *Lois Rabbiniques*; les *Enfants de Sion*; les *Enfants d'Israël*; la *Maison d'Aron*; les *Amis de l'Union*; le *Patriarche Abraham*; les *Patriarches*.

(3) Voici, d'après l'état transmis au Consistoire par la Préfecture de Police le 10 janvier 1838, qu'elles étaient alors les Sociétés autorisées : *Amis de l'Union*; *Bienfaisance Israélite (Moïse)*; *Bienfaisance des Israélites de Paris*; *Bienfaits mutuels*; *Union Israélite (Loi des douze Tables)*; *Accord Israélite*; *Assistances mutuelles (Renaissance)*; *Loi sacrée*

composé de MM. Créhange, Jaffa, Lion, Tedesco et J. Mayer, délégués par les Sociétés, se constitua en 1839 pour défendre auprès du Consistoire leurs droits et leur existence menacés. Dans une pétition en date du 10 juillet 1839, ce syndicat demandait à l'administration consistoriale d'éclairer le ministre de l'intérieur, dont la décision allait « réduire 150 à 200 malheureux, presque tous pères de famille, à une situation déplorable ». Leur unique ressource allait être le Comité, « et leur perspective, l'hôpital. »

Mais à ce moment déjà, le Consistoire n'était plus maître d'enrayer les mesures générales prises par le ministre pour la réorganisation de ces Sociétés, et invitées à se mettre de nouveau en instance à la préfecture pour obtenir une autorisation régulière en lui transmettant d'autres statuts dont les dispositions seraient purement philanthropiques, elles n'eurent d'autre alternative que de se conformer aux instructions ministérielles ou de se dissoudre : elles s'empressèrent de régulariser leur situation et reprirent bientôt leur fonctionnement normal (1).

Toutefois, le Consistoire continua pendant de longues années d'intervenir pour ce qui concernait leurs réunions de prières ; mais il se montra facile

Réunion de la maison d'Aron ; Amis de l'Humanité ; Israélites de Paris (Patriarche Abraham) ; Réunion de Bienfaisance des Israélites de Paris (Enfants de Salomon).

(1) Douze Sociétés étaient autorisées en 1838. Vingt se firent enregistrer en 1839 à la Préfecture. Voici les noms des huit Sociétés qui ne figurent pas sur l'état de l'année 1838 : *Lois Rabbiniques ; Inséparables israélites ; Patriarches israélites ; Amis des enfants d'Israël ; Mont-Sinaï ; Mont-Moria ; Enfants du Roi David ; Enfants de Sion.*

à ce sujet, et il accorda son consentement à toute Société qui contribuait aux charges du Comité de bienfaisance. Il exigea uniquement de ces associations qu'elles renouveleraient chaque année leur demande d'autorisation.

III

Les Sociétés dont nous avons constaté l'existence en 1809 s'étaient constituées librement, c'est-à-dire qu'elles n'étaient liées aux lois par aucune attache légale et définie. Par l'esprit qui les animait, elles tenaient des communautés dont parle le Talmud, de ces *Hebroth Kadischim* dont l'origine remonte bien haut dans l'histoire juive. Leur formation tenait plus particulièrement peut-être des confréries religieuses, auxquelles elles empruntèrent cette dénomination, qui existaient depuis le Moyen âge en France côte à côte avec les corporations, et dont les devoirs exclusivement religieux se bornaient, d'une part, à l'accomplissement de certaines pratiques de religion, et, de l'autre, à l'exercice de certaines œuvres de charité.

La loi du 14 juin 1791 supprima les corporations, et les confréries religieuses disparurent — momentanément du moins — dans la tourmente révolutionnaire. Que devinrent pendant ce temps les confréries israélites ? Il est assez malaisé de le connaître. Nous avons cité déjà (1) ce curieux épi-

(1) Voir les *Professions manuelles et les Institutions de patronage*, page 16. (Paris 1885, Lib. Durlacher.)

sode d'une assemblée générale de la section des Amis de la Patrie, tenue le 20 Brumaire an II (1794), où « le citoyen Salomon Hesse, Juif, » déposa comme don patriotique, « l'étoffe et gallons tissus d'argent de ses ornements judaïques », qu'il appelait des « hochets superstitieux ». Ces ornements, qui n'étaient autres sans doute que les broderies de valeur d'un manteau de *Sepher*, appartenaient probablement à une confrérie juive.

Certaines corporations se reconstituèrent, quelques années après leur dissolution, sous la forme de *Sociétés de secours* (1). Peu à peu elles furent amenées à reconnaître que si la charité aide le malheureux à supporter sa condition, elle ne l'excite pas à en sortir. Il convenait de chercher le moyen d'améliorer sa situation d'une manière permanente : la mutualité fut créée ; c'est donc de cette époque que datent les premières *Sociétés de secours mutuels*. Aucune disposition particulière ne fut établie par le gouvernement de l'Empire pour la surveillance de ces sortes de Sociétés qui, pendant de longues années, furent placées sous le régime des lois relatives aux réunions et associations.

On voit comment les confréries juives, exclusivement religieuses en principe, furent amenées à revêtir une forme civile et à prendre place parmi les Sociétés de secours mutuels. Ni la reconnaissance de leurs droits de citoyens actifs en 1791 qui, en faisant rentrer tous les Juifs dans la

(1) Rapport présenté à la Chambre des députés par la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les Sociétés de Secours mutuels. (Séance du 25 novembre 1882.)

grande famille française, mettait fin à un douloureux isolement; ni l'organisation du culte israélite en France qui, en plaçant les Israélites sous la protection de l'Etat, devait, aux yeux du gouvernement, être le signal de la disparition des confréries, n'empêchait ces associations de subsister et de se développer. Cependant, sept elles étaient en 1809, et sept elles restèrent jusqu'en 1830. A compter de cette époque, elles deviennent plus nombreuses : on en comptait douze en 1838, vingt en 1839, et dix-huit en 1841, comptant 695 membres participants.

La Révolution de 1848 donna une très grande impulsion à la création des Sociétés. Elles eurent le droit de se former sans l'autorisation préalable du gouvernement et sans soumettre leurs statuts à l'examen du ministre de l'intérieur. « La base première, indispensable des Sociétés de secours mutuels, disait en 1849 M. Benoit d'Azy, rapporteur de la Commission des Sociétés mutuelles et des Caisses de retraites, c'est la liberté toute entière » (1). Une déclaration pure et simple des jours de réunion suffisait jusqu'au moment où la loi du 15 juillet 1850 fut promulguée. Elle accorda aux Sociétés de précieux avantages que le décret du 26 mars 1852 confirma et étendit; mais, contrairement aux principes admis quatre ans auparavant, il les soumit toutes au régime de l'autorisation préalable et à la surveillance la plus étroite.

Il résultait de ce décret qu'il pouvait exis-

(1) Rapport fait à l'Assemblée législative en 1849.

ter trois classes de Sociétés : 1° les Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique; 2° les Sociétés approuvées; et 3° les Sociétés privées existant en vertu d'une simple autorisation de police.

La Communauté israélite de Paris comptait à cette époque vingt-trois Sociétés (1) rentrant toutes dans cette dernière catégorie. En 1865, il y avait vingt-six Sociétés d'hommes et treize Sociétés de dames. Deux, parmi les premières, étaient alors approuvées : la *Bienfaisante israélite* (1854), et la *Terre promise* (1864).

L'objet principal des Confréries demeura pendant de longues années celui des Sociétés de secours mutuels qui suivirent. Elles eurent pour but :

1° D'assurer à leurs membres participants des secours en cas de maladie ou d'infirmité;

2° De leur accorder les secours de la religion en cas de décès, et les frais funéraires;

3° D'allouer des secours pécuniaires à la veuve ou aux orphelins de leurs sociétaires;

4° De se réunir en assemblées de prières.

La mission de ces confréries, à la fin du siècle dernier, et les besoins auxquels elles répondaient,

(1) M. Emile Laurent, dans son étude sur les Sociétés de prévoyance ou de secours mutuels (Paris 1856), dit : « Il existe un grand nombre de Sociétés israélites. Paris seulement compte, sur une population de 8 à 10,000 âmes environ, vingt Sociétés reliées au Consistoire central et portant toutes des dénominations bibliques. » Il est à peine besoin de dire qu'il y a là une erreur et que les sociétés privées n'étaient ni ne sont reliées au Consistoire Central.

étaient si manifestement utiles que, quand le Consistoire créa la Société de secours, il dut introduire dans son règlement les dispositions qui régissaient les Confréries sur les assemblées de prières, sur les veillées des malades et sur les soins relatifs à l'inhumation (1). Mais lorsque les Sociétés eurent une existence légale, le Comité de bienfaisance supprima de ses règlements toute cette partie religieuse empruntée aux premières congrégations et qui rentra dans les attributions des nouvelles Sociétés.

A ces avantages, les *Hébroth*, auxquelles l'augmentation du nombre de leurs membres imposait de nouveaux devoirs et qu'une sorte de concurrence engageait à imaginer de nouveaux bienfaits, en joignirent d'autres dont les décrets de 1850, 1852 et 1858 favorisèrent en partie l'adoption (2) :

(1) Voir notre Histoire du Comité de bienfaisance.

(2) Le décret de 1852 a placé les sociétés *approuvées* sous régime suivant :

1^o L'approbation leur est accordée par le ministre de l'Intérieur;

2^o Elles jouissent d'une subvention annuelle allouée par l'Etat;

3^o Elles peuvent prendre des immeubles à bail, posséder des objets mobiliers et faire tous les actes relatifs à ces droits. Elles peuvent recevoir, avec l'autorisation du préfet, des dons et des legs mobiliers dont la valeur n'excède pas 5,000 francs. Audelà de cette somme, un décret est nécessaire.

4^o La loi de 1850 interdisait formellement aux sociétés de promettre des pensions de retraites. Le décret du 26 mars 1852 modifia cette prescription, mais il exigea que, pour promettre des pensions de retraites, les sociétés comptassent « un nombre » suffisant de membres honoraires. » Le décret du 26 avril 1856 réalisa un progrès plus sérieux en autorisant les sociétés approuvées à constituer un fonds de retraite à la Caisse des dépôts et

ainsi des pensions de retraites qui ont été le plus grand mérite des Sociétés et le plus juste souci des membres participants. Il fut bien peu d'associations qui ne promirent des pensions aux infirmes et aux vieillards, les unes prises sur un fonds créé à cet effet; les autres, comme la *Bien-*

consignations sans qu'elles eussent à justifier du nombre de leurs membres honoraires. Il stipula, de plus, qu'aucune pension ne pourrait dépasser le décuple de la cotisation.

Les privilèges dont jouissent les sociétés approuvées devraient engager toutes les associations à se placer sous le régime de l'approbation. Certaines personnes, nous le savons, sont opposées à ce principe; mais leur hostilité est évidemment le résultat d'une fausse appréciation.

Les sociétés approuvées ne sont pas plus liées envers l'État que celles simplement *autorisées* ne le sont envers la préfecture de police, et elles profitent, en plus, d'avantages considérables et réels. A ne citer que les subventions accordées par l'Etat, il est certain que ce concours sert de la façon la plus heureuse la création ou le développement d'œuvres très intéressantes.

On a constaté, par exemple, que la dotation nationale, affectée il y a trente ans aux sociétés de secours mutuels, a favorisé dans de larges proportions le développement de la mutualité et permis de donner un grand nombre de pensions de retraites.

Au surplus, aux avantages déjà accordés, d'autres viendront bientôt s'ajouter si le projet soumis aux Chambres est adopté.

1° Les sociétés approuvées auraient le droit d'ester en justice, d'employer les sommes provenant des cotisations;

2° Elles pourraient recevoir des dons et legs dont la valeur s'élèverait à 1 0,000 francs; au-delà de ce chiffre, un décret serait nécessaire;

3° Une dotation de vingt millions serait affectée à ces associations;

4° Le maximum de pension de retraite serait augmenté;

5° La nécessité d'avoir un nombre maximum ou minimum de membres; l'admission en principe de membres honoraires, etc., etc., seraient rayées des nouveaux statuts; et le

faisante israélite, conformément à la loi du 26 mars 1852.

Les plus prospères d'entre elles, sortant des limites de la mutualité proprement dite, objet principal et premier de leur organisation, créèrent des caisses spéciales destinées, les unes, à doter les jeunes filles (comme firent le *Mont Sinaï* et les *Filles de Zorobabel*); les autres (comme la *Bienfaisante Israélite*, la *Loi Sacrée*, l'*Union Scolaire*), à encourager la bonne éducation et le travail des enfants par des récompenses; celle-ci, comme la *Terre promise*, est constituée en vue d'accorder, par la participation, une concession perpétuelle à ses membres qui n'ont pas de ressources suffisantes pour s'assurer une sépulture; celle-là, comme le *Repos éternel*, a eu pour objet, en associant à son œuvre des membres honoraires, d'arriver à la suppression de la fosse commune; combien, enfin, suivant l'exemple des *Enfants de Japhet*, ont donné à la mutualité la plus large et la plus libérale extension!

Toutes, du moins, exercent l'assistance mutuelle et pratiquent la bienfaisance dans la mesure de leurs ressources.

Il n'y a rien là sans doute qu'on ne soit à même de constater dans toute association de ce genre; mais ce qui distingue assurément les Sociétés

bénéfice de l'approbation serait subordonné à la situation financière des associations.

On peut consulter à ce sujet, outre les rapports et projets de lois soumis à la Chambre des députés et au Sénat (1882-1884), un livre de M. Hte Maze, ancien député de Seine-et-Oise: *La lutte contre la misère*, où la question est exposée tout au long. (Paris, lib. Léopold Cerf, 1883.)

juives, c'est l'esprit religieux qui les anime et qui demeure en elles comme une des plus pures et des plus pieuses traditions du Judaïsme. Toute la force qui en découle élève encore le principe de la mutualité, et cette assistance, qui se traduit en manifestations sympathiques, en consolations fraternelles, en aides amicales, fortifie et soulage ceux que le malheur ou la maladie vient atteindre.

Les sentiments de charité qui animent ces Sociétés se donnent particulièrement carrière au profit du Comité de bienfaisance : elles lui apportèrent, de tout temps et avec une fidélité constante, un concours précieux. L'exemple donné au commencement de ce siècle par les premières *Hébroth* fut toujours suivi avec un généreux empressement : c'est à elles que la Société de secours s'adressa chaque fois qu'elle chercha à s'attacher des auxiliaires dévoués ; c'est elles qui les premières répondirent à son appel pour la création de la Maison de secours, pour l'Hôpital de la rue Picpus, pour l'organisation de son service d'orphelins et pour l'Orphelinat de la rue des Rosiers ; elles enfin qui, gardiennes vigilantes des traditions juives, ont contribué pendant de longues années à maintenir la cohésion et l'union dans la Communauté israélite de Paris.

Aujourd'hui, au nombre de *trente-deux* Sociétés d'hommes et de *neuf* Sociétés de dames, elles sont — les premières — composées de plus de *sept mille membres* possédant un actif dépassant *cinq cent mille francs*, et les secondes, composées

de *onze cents membres* ayant un capital qui s'élève à *trente-huit mille francs* environ.

Le projet de loi sur les Sociétés de secours mutuels, soumis actuellement au Parlement, ne contribuera pas peu à leur essor. Les encouragements dont elles sont l'objet en favoriseront le développement. « En le faisant, dit le Rapport soumis à la Chambre des députés, nous allègerons les charges toujours croissantes qu'imposent les établissements de pure bienfaisance; nous contribuerons aussi à relever le sentiment de la dignité humaine en facilitant la conclusion et la durée de contrats qui basent le secours sur l'épargne dans et par l'association; nous fortifierons également le sentiment de la famille, car nous laissons chez lui le malade ou le vieillard au lieu de l'envoyer à l'hospice...; mais c'est surtout l'hygiène morale qui y gagnera... On ne sait pas assez et il faut redire sans cesse quelle salutaire influence exercent sur leurs membres nos Sociétés de secours mutuels... » (1).

Cette appréciation n'est que juste; mais avec quel orgueil nous constatons que là encore les Juifs ont devancé le progrès! Qu'il s'agisse d'enseignement, de patronage, de bienfaisance ou de mutualité, l'union — qui a fait uniquement leur force — leur a permis de servir et de modèle et d'exemple à leurs concitoyens.

(1) Chambre des députés. Troisième législature. Session extraordinaire de 1882. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de la loi relative aux sociétés de secours mutuels, n° 1424. Dépôt des lois, place Dauphine.

L'historique que nous allons faire des Sociétés de secours mutuels israélites (1) témoignera bien plus sûrement encore du sentiment fraternel qui inspire les Juifs et de l'esprit libéral et bienfaisant qui les anime.

(1) Nous procéderons, pour ce travail, par ordre chronologique. La première partie sera consacrée aux sociétés d'hommes et la seconde aux sociétés de dames.

LES
SOCIÉTÉS D'HOMMES

LES SOCIÉTÉS D'HOMMES

La Loi Sacrée et la Bienfaisance réunies

La *Loi sacrée* est, parmi les associations juives existantes, la plus ancienne de la Communauté de Paris. Bien qu'autorisée seulement en 1810 par le Préfet de police, elle était de celles que le Consistoire voulut dissoudre pour organiser une Société unique de bienfaisance. Elle était alors dirigée par M. Isaac David, celui-là même qui, en 1814, fut nommé chantre du temple de la rue Saint-Avoie, en remplacement du sieur Hayem Plozky, destitué. Il continua à la présider jusque vers 1858. La Société était alors connue sous le nom de : *Réunion pour l'étude et l'exécution de la Loi sacrée*.

Nous n'avons aucun renseignement sur elle jusqu'en 1838. Elle n'a laissé ni procès-verbaux, ni comptes rendus. Nous avons vu (1) qu'en 1809 elle comptait vingt-sept membres. Dans la liste des Sociétés autorisées, communiquée en 1838 par la Préfecture de police, ils étaient au nombre de trente-

(1) Page 11.

trois et de trente-sept en 1839. Elle était enregistrée sous le n° 266 et avait été autorisée de nouveau par arrêté en date du 19 juin 1838. En 1840, M. David demandait au Consistoire l'autorisation pour sa Société de continuer les assemblées qui se faisaient le samedi à midi « pour la leçon de religion et la prière de *Minha* ». Une semblable demande paraissait étrange de la part d'un ministre du Culte qui ne devait pas « oublier que sa place est au « temple pendant les heures de prières ».

En 1851, la Société comptait quarante membres (1) ; mais, manquant de direction, la *Loi sacrée* allait bientôt disparaître, lorsque, grâce à l'initiative de cinq de ses membres (2) qui étaient restés attachés à cette ancienne confrérie, on résolut de la reconstituer.

Un Comité directeur (3) fut en effet nommé le 4 avril 1858. Pour bien des membres la Société ne date que de cette époque. Déjà même à la mort de M. Philippe Ulmann, on rappela qu'il était l'un des *fondateurs* de la *Loi sacrée*. Si cette assertion est

(1) Les professions qu'ils exerçaient se répartissaient ainsi : 6 rentiers ; 2 employés ; 10 fabricants ; 9 négociants ; 3 fonctionnaires religieux ; 1 tailleur ; 1 professeur ; 3 artistes ; 1 papetier ; 1 marchand de chevaux ; 2 dessinateurs ; 1 courtier de commerce. — MM. Samuel Trèves, professeur à l'Ecole israélite, Benoit Cohen, alors président du Comité de bienfaisance, faisaient partie de cette Société.

(2) MM. Philippe Ulmann, H. Michel, Edmond Abraham, Ch.-B. Brisac et Ziegel.

(3) Il fut composé comme suit : MM. Philippe Ulmann, président ; H. Michel, vice-président ; Edmond Abraham, Salomon Lévy, Bernheim jeune, Ch.-B. Brisac, secrétaire, et Marchand Aron, trésorier, qui fut remplacé en 1860 par M. Georges Abraham.

inexacte, il est certain toutefois que c'est grâce à son activité que cette Société, née peut-être au milieu du XVIII^e siècle, dut non seulement de ne pas se dissoudre, mais aussi de prendre un grand développement (1).

La Société, approuvée par le Préfet de police le 10 février 1858, et enregistrée sous le n° 16, se déclara établie « pour se secourir mutuellement », pour pourvoir à la sépulture de ses membres (2) et contribuer aux institutions de bienfaisance (3).

Bien que cette Caisse eût une destination spéciale, la *Loi sacrée* eut à cœur d'apporter son obole à bien des œuvres étrangères à son but : les chrétiens d'Orient (1860), les victimes du choléra (1865), les victimes de la guerre (1870), l'école professionnelle pratique et la Société des Alsaciens-Lorrains (1872), la catastrophe de Rueil (1873), l'école des jeunes filles du X^e arrondissement (1874), les victimes de Szegedin (1879), la statue de l'abbé Grégoire (1884), toutes œuvres de bienfaisance, morales, patriotiques ou de reconnaissance eurent, comme les établissements charitables de la Com-

(1) En 1860, elle avait un actif de 548 fr. 97 c.; cinq ans après, il s'élève à 3,912 francs; en 1870, ce chiffre fut doublé; il dépassa dix mille francs en 1877, et il était en 1884 de 8,694 francs.

Le nombre des membres actifs et honoraires, qui était de 101 en 1866, s'éleva à 245 en 1883.

(2) A compter de 1862 elle supprima le droit à la sépulture.

(3) Ces statuts furent modifiés en 1862, mais ne changèrent rien aux lignes générales de la Société. C'est à cette époque que la Société prit le titre de *Loi sacrée*. Elle paraît avoir été connue plus particulièrement jusque là sous le titre de : *les Lois talmudiques*. C'est sous ce nom du moins qu'elle figure dans les *Annuaire*s israélites.

munauté de Paris, leur part de ses généreuses offrandes.

La mutualité ne fut point pour cela négligée, et, bien que les éléments distingués dont la Société se compose rendent souvent son assistance superflue, les secours aux sociétaires malades (1), les frais de médicaments, indemnités de deuil, frais de prières pendant la semaine de deuil, honoraires du Rabbín (2) et du médecin (3), et les dépenses extraordinaires, le denier à la veuve ou aux orphelins, prouvent le souci qu'a la *Loi sacrée* d'accomplir fidèlement sa mission.

Pour y faire face, elle dispose : des droits d'admission (4) ; des cotisations mensuelles (5) ; des amendes ; des dons volontaires ; des intérêts des fonds placés et du produit des tronc.

La Société compte aujourd'hui cent treize membres actifs et cent trente membres honoraires. Ses dépenses (6) et ses recettes s'élèvent annuel-

(1) Trois francs par jour pendant trois mois. Passé ce délai, la commission avise. D'après le règlement de 1862, elle n'attribuait que deux francs par jour.

(2) M. Isaac David fut longtemps le rabbin de la Société ; M. le rabbin Lazard fut, en cette qualité, attaché à la Société à partir de 1869 ; il fut remplacé par M. le rabbin Weil à partir de 1881.

(3) M. le D' Leven fut choisi en 1868 comme médecin de la Société. Il fut, sur sa proposition, remplacé en 1879 par le D' Schaffier.

Jusqu'au moment où la Société s'adjoignit un médecin, le Comité en désignait un chaque fois que le cas l'exigeait.

(4) Dix, vingt ou trente francs, suivant l'âge, de 30 à 50 ans. Le membre honoraire paye un droit d'admission de 20 francs.

(5) Deux francs par mois. Un quart de la cotisation est destiné à la dotation de la caisse de bienfaisance.

(6) La bienfaisance entre dans les dépenses pour 2.500 francs

lement de 6 à 7,000 fr. Elle a un actif de 8,000 fr.

Trois présidents se sont succédé dans la *Loi sacrée* depuis sa création. Ce sont MM. Isaac David, nommé en 1859 président honoraire ; Philippe Ulmann (1858-1884) (1) et Samuel Ziegel, nommé en 1884 (2).

La Société la *Bienfaisance* (3) a fusionné avec la *Loi sacrée*, le 21 janvier 1879. Sa fondation, suivant le répertoire du ministère de l'Intérieur, remonte à l'année 1811. Cependant lorsque, en 1835, elle demanda au Préfet l'autorisation de se réunir, elle prétendait exister « depuis quarante ans passés ». En 1837, en transmettant son nouveau règlement, elle constatait que ses statuts existaient « quant au fond, depuis environ cinquante ans ». Cette association fut donc très pro-

environ ; les prières et indemnités de deuil pour 2,000 ; les secours aux malades pour 500, et les souscriptions diverses pour un millier de francs.

Les membres honoraires — qui sont dispensés de tout service et n'ont droit à aucun des secours accordés aux membres actifs, sauf à l'assistance religieuse — versent à la caisse 3,300 francs environ par an ; les membres titulaires, 2,400 ; le reste se compose des droits d'admission, des dons et des intérêts des valeurs que possède la Société, etc., etc.

(1) La Société a érigé par souscription, au mois de février 1885, un monument à M. Philippe Ulmann, en récompense de ses longs et loyaux services.

(2) Le bureau de la Société se compose : de MM. Gonthier Dreyfus, vice-président honoraire ; Henry May et Emile Ulmann, vice-présidents ; Georges Trèves, trésorier, et Georges Abraham, secrétaire.

M. le Grand-Rabbin Isidor fut nommé président honoraire en 1864, et M. le Grand-Rabbin Zadoc Kahn en 1869.

(3) Elle portait en réalité le titre de : *Société de secours mutuels et de bienfaisance des Israélites de Paris*.

blement fondée à la fin du siècle dernier, vers 1787 selon les uns, vers 1795 selon les autres. Elle était par conséquent presque centenaire quand elle fusionna avec la *Loi sacrée*.

Bien que composée depuis son origine des notabilités de la population juive, elle eut toujours une existence fort languissante. L'année 1825-1826 fut son époque la plus brillante (1) : elle avait quatre-vingts membres. En 1854, ils étaient cinquante (2) et trente-trois en 1871. Seize membres seulement entrèrent dans la *Loi sacrée*.

La Société, qui avait pour objet de faire en commun des actes de bienfaisance et des exercices de piété (3), compta de tous temps, nous l'avons dit,

(1) Voici les noms des membres qui composaient la *Bienfaisance* en 1821 (les premiers procès-verbaux de la Société datent de cette époque) : E. Simon, Cerf Weill, E. Deutz, Dreyfous, Mayer L. Dalmbert, Alexandre, Ephraïm Moys, Félix Wahl, Jaffa, N. Laurier, Mayer Marx, D. Drach, David Neymann, Mayer Cassel, Salomon Oulman, R. Moyse fils, Picard, Bing, Lion Cahen, Hte Wittersheim, L. Philippe, Elie Lion, Berech Polak, Garçon Weil, Foulst, Ch. Dreyfous, Isaac Mayer, J. Schriber, Michel Hesse, S.-B. Dalsace, Bernard Lion, Salomon Lévy, Isaac fils de Isaac Lévy, Aron ben Enoch, David de Bourscheid, Simon Katz, Mardochée ben Enoch, Sachet Cahen, Perah Bar Mosche, Ephraïm fils de Jacob, Baruch fils de Leib Cahn.

(2) Les professions qu'ils exerçaient étaient réparties comme suit : 2 Grands-Rabbins, 2 professeurs de musique, 8 rentiers, 4 marchands d'étoffes et de nouveautés, 3 horlogers, 2 agents d'assurances, 5 négociants, 3 employés, 1 brocanteur, 1 commissionnaire, 1 courtier d'assurances, 1 docteur-médecin, 1 membre de l'Institut, 1 avocat, 1 notaire, 1 propriétaire, 1 consul général de Turquie, 1 banquier, 1 papetier, 1 tanneur, 1 boucher, 1 courrier de la malle, 1 fabricant de lampes, 1 laitier, 1 quincaillier, 1 épicier, 1 ordonnateur des pompes funèbres, 1 ébéniste, 1 entrepreneur des pompes funèbres.

(3) Le Grand-Rabbin Deutz adressa à toutes les Sociétés, en

des personnalités marquantes. En 1821, elle a le Grand-Rabbin Emmanuel Deutz, Mayer L. Dalmbert, Mayer Marx, David Drach, qui en fut le secrétaire ; H^{te} Wittersheim, A. L. Sauphar, l'instituteur, Salomon Halphen qui fut membre du Consistoire ; en 1825, Lowy, le ministre-officiant, S. Alkan, le président de la Société de secours, Isaac Berr, Nissim Sciamma, membre du Consistoire ; en 1837, Jeramec, vice-président du Comité, plus tard secrétaire du Consistoire ; en 1840, le Grand-Rabbin Marchand Ennery, Edmond, Gustave, Anselme et Germain Halphen ; en 1841, le Dr Haas, Fromenthal Halévy, et Alphonse Oulman ; puis successivement Léopold Javal, président du Consistoire, Achille-Edmond Halphen, Émile Oulman, Grand-Rabbin Isidor, Grand-Rabbin Ulmann, Joseph Halphen, Constant Halphen, Narcisse Leven, Grand-Rabbin Zadoc Kahn, etc., etc...

La *Bienfaisance* a eu pour directeurs ou présidents depuis 1820 : Yesele Reishoffen et Salomon Dreyfus ; en 1821, N. Laurier et L. Lion ; en 1824, Mayer Samuel et Rabbi Sussel Reishoffen ; en 1826, Mardochée Jaffa et Joseph Reishoffer ; en 1829, Lion Cahen et Moïse Bolwiller ; en 1833,

1828, une circulaire curieuse en hébreu, que nous avons trouvée reproduite, selon les ordres du Grand-Rabbin, dans les registres de délibération de la *Bienfaisance*. Il était d'usage, paraît-il, de transporter des *sepharim* d'une maison dans l'autre pour la récitation des prières de deuil ; on portait ces livres sacrés « à travers les rues, en les maniant comme des pièces de marchandises » ; ou bien on les plaçait dans une chambre à coucher, ce qui était un sacrilège.

Cette circulaire avait pour objet de mettre un terme à ces profanations.

Moïse Bolwiller et Michel Bloch ; 1834, Jaffa et S. Dreyfus ; 1838, Jaffa et Sauphar ; 1843, Sauphar et Léon Lévy ; 1844, Sauphar et Jeramec ; 1845, Jaffa et Seklin Mayer ; 1847, Seklin Mayer et Salomon Dalsace ; 1870, Salomon Dalsace et Wolff Sachet Cahen.

L'union de ces deux Sociétés, sous la présidence dévouée de M. Ziégel, en a fait une des associations les plus importantes de Paris. S'inspirant des principes religieux qui régissaient chacune d'elles à leur origine, elles ont conservé à travers les années les traditions de piété et de bienfaisance qui, au siècle dernier, ont fait la force des Israélites alors qu'ils étaient livrés à toutes les éventualités de l'isolement (1).

Le Mont Sinai (2)

Formée à son origine, en 1812, de vingt Israélites résidant à Paris, et unis par un engagement de douze années, sans autres statuts que des conventions verbales, cette Société eut d'abord pour objet de visiter ses participants malades, de rendre les derniers devoirs aux agonisants et aux morts, et de

(1) La Société fut enregistrée sous le n° 162 jusqu'en 1864, où elle porta le n° 19.

(2) Elle ne figure pas sur la liste des Sociétés autorisées par la Préfecture de Police en 1838. En 1839, elle était enregistrée

se réunir régulièrement pour les prières en commun chez les membres en deuil, et tous les samedis chez l'un des fondateurs.

La faveur que cette Association rencontra dans la communauté l'engagea bientôt à fixer son organisation d'une manière plus précise. Elle comptait en effet cinquante-quatre membres en 1825. La Société prit alors le titre de *Hebra Bikour-Holim* ou *Société de secours aux malades*, et son Conseil élaborait un projet de statuts que tous les membres (1) approuvèrent. « Le maintien, la prospérité et le perfectionnement de la Société, y était-il dit, ont pour base la confraternité et la solidarité. » Cette confraternité s'étendit même à l'« étranger », que l'association s'engagea de secourir en cas

sous le n° 29; en 1841 elle avait le n° 221; en 1856, le n° 24 et c'est celui qu'elle a continué à porter.

Son nom, sur la liste de 1839, est suivi de la mention : *dissoute*. M. Cahen, président actuel, prétend qu'à aucune époque la Société n'a cessé de fonctionner. On pourrait rapprocher ce fait d'un incident survenu alors à la Société le *Patriarche Abraham* (voir page 58).

(1) La Société était alors composée de MM. Eliezer Ephram; Cayem Isaac Hesse; Moïse Abraham; Cayem Abraham; Salomon Lion Lévy; Moïse Kaufmann Lévy; Léon Moïse Lévy; Abraham Samuel Lévy; Isaïe Lion; Isaac Lion Moïse; Hirsch Carlsruhe; David Sannul (?); Joseph Lazard; Moïse Mayer Lyon; Jacob Salomon; Mardochée Abraham; Lazard Abraham; Cerf Mayer Lévy; Isaac Kosel; Meyer Aron; Lehmann; Lippmann Lion; Lion Lévy; Gabriel Lévy; Joseph Schneider; Gerson Isaac; Lion Joseph; Bernard Chailly; Herzog Cayem; Michel Reiss; Lippmann Joseph; Jacob Mardochée Cahen; Bloch; Mayer Dollingen; David Samuel Olmer; Moïse Joseph; Mayer Lévy; Isaac Samuel Olmer; Eliézer Isaïe; Moïse Cerf; Salomon Wolff; Lippmann; Lazard Nathan; Abraham Altroff; Léon Dippendaal; Joseph Moïse Mardochée; Elie Elie; J. Cerf; Jacob Moïse Blum; Sara; Lazard Isaac Lion.

de maladie grave. Elle déclara enfin qu'elle avait pour but de « réveiller l'ardeur des études de la Torah en Israël » (1823), de visiter les malades, de leur accorder des secours pécuniaires et de réciter la prière du *Kaddisch* pour les sociétaires décédés. A tour de rôle, les membres gardaient les malades et veillaient les morts.

La cotisation, qui était alors de « douze sous », devint bientôt insuffisante. Les tendances de la Société, connues de tous temps pour libérales et généreuses, l'incitaient à multiplier les moyens d'assistance mutuelle. La caisse commune seule pouvait faciliter ces bonnes intentions. Il fallait donc en augmenter les ressources.

Portée par la suite à deux francs, la cotisation mensuelle (1) permit, en effet, d'organiser, en 1856, une *Caisse de dotation* (2) pour les filles des membres titulaires, une *Caisse de prêts*, et, en 1860, une *Caisse de retraite* (3).

Tout en élargissant ainsi le cercle de sa première mission, le *Mont Sinai* ne perdait point de vue l'objet primitif de son association : les secours mutuels proprement dits. Les médicaments, l'assistance pécuniaire, les indemnités de deuil, furent

(1) A l'origine, le droit d'admission était fixé uniformément à 30 francs. Il est actuellement de 10, 20, 30 ou 40 francs suivant l'âge, de 18 à 25 ans; de 26 à 35; de 36 à 40 et de 41 à 45 ans. Ces droits sont de moitié pour les fils de sociétaires jusqu'à l'âge de 30 ans.

(2) La première dotation fut accordée en 1857.

(3) Tout sociétaire, membre titulaire depuis plus de vingt-cinq ans, peut, à partir de l'âge de 70 ans, participer aux bénéfices de la Caisse des Retraites. Cette Caisse n'a commencé à fonctionner qu'en 1871 et aujourd'hui douze sociétaires reçoivent une pension.

dispensés dans la mesure où le lui permettaient ses ressources. C'est ainsi que dans l'espace de trente ans (1856-1886), les indemnités aux malades se sont élevées à plus de 18.000 francs, les médicaments à 8.000, les honoraires des médecins à 7.500, les indemnités et services de deuil à 27.000 francs, etc., etc.

L'institution des membres honoraires en 1856 eut pour effet d'augmenter encore la somme de bien réalisable (1). Au nombre de six en 1857, ils sont aujourd'hui quatre-vingts, grâce auxquels la mutualité, la bienfaisance, les caisses spéciales ont pu être plus largement rétribuées sans entraver la prospérité de la Société : l'actif, de 6.000 francs en 1857, s'est, en effet, progressivement élevé pour atteindre au 31 décembre 1885 une somme supérieure à 27.000 francs.

Ainsi s'est réalisé le vœu que M. Lion Lévy forma en 1833 quand, proposant à la Société (2) de prendre le titre distinctif de *Société de secours mutuels du Mont Sinaï*, il expliquait ainsi cette dénomination : « C'est sur le Mont Sinaï qu'a été promulgué l'immortel Décalogue; que ce nom soit le drapeau de notre Société qui marchera toujours

(1) Le *Mont Sinaï* ne se borne pas à secourir ses membres. Il a contribué et contribue encore non seulement au culte israélite, mais aussi à des œuvres étrangères à la Société, telles que les *Inondés de Szegedin* (1879), le *Monument de l'abbé Grégoire* (1882), etc., etc.

(2) La Société eut pendant de longues années un Oratoire. Situé vers 1855, rue des Boulets n° 1, il fut transféré en 1861, rue des Singes, n° 9, où il resta jusqu'en 1880, époque à laquelle il fut dissous.

« au premier rang des fidèles observateurs de la
« loi divine et pratiquera le plus largement possible
« le précepte sacré de l'amour du prochain ». (1)

Le premier directeur que reconnaît le *Mont Si-naï* fut Jacob Isaac, en 1812; puis viennent succes-sivement Jacob Berr, en 1815; Eliézer Boray, en 1818; Joseph Schneider, en 1821; Joseph Lazard en 1824; et Eliézer Ephraïm, en 1826. Lion Lévy, qui lui succéda, consacra, on peut le dire, son exis-tence tout entière à la Société à la tête de laquelle

(1) La Société comptait trente-deux membres en 1837; trente-quatre en 1839; quarante et un en 1843; cinquante-sept en 1846; et en 1851 *cinquante-trois* dont les états se répartis-saient ainsi : deux rentiers; cinq employés; un agent d'affaires; sept marchands d'habits, de meubles, de parapluies; deux instituteurs; un ferblantier; un quincaillier; un sacrificateur; dix-huit colporteurs et brocanteurs; onze fabricants; un garçon boucher; un libraire; un traiteur; un facteur.

En 1856 elle avait 3 membres honoraires et 58 titulaires.

1861	»	11	»	74
1866	»	24	»	87
1871	»	32	»	106
1876	»	33	»	117
1881	»	38	»	135

et au 1^{er} janvier 1886 elle avait quatre-vingts membres hono-raires et cent soixante-dix titulaires parmi lesquels on comptait : trente-trois rentiers; quinze voyageurs; soixante-douze négociants; cinq bouchers; trois professeurs; trente-deux employés; deux marchands de bestiaux en gros; un confectionneur; quatre bijoutiers; quatre libraires-éditeurs; trois gantiers; un ingénieur; un marchand de meubles; un propriétaire; trois marchands; trois chaudronniers et quincail-liers; un élève au Conservatoire; un ministre-offic. du culte israélite; deux merciers; un fabricant de bâches; un chef de bureau à la Préfecture de Police; cinq fabricants de maro-quinerie, jeux, produits chimiques, etc., etc.; deux Grands-Rabbins; un avocat; deux banquiers; un conseiller muni-cipal; un capitaine en retraite; un industriel; un lithographe; un percepteur des contributions, etc.

il fut placé pendant cinquante ans (1828-1878). Ce dévouement d'un demi-siècle lui valut une médaille d'or. Puis vint M. Benoit Lévy à qui seule la mort put faire quitter ce poste de charité (1879-1883). Il a été remplacé en 1884 par M. Moïse Cahen.

Maison Moïse et Aron

Cette Société en formait deux primitivement ; l'une connue sous le nom de *Société de secours mutuels et de bienfaisance* dite *de Moïse*, fondée en 1814 ; l'autre sous le nom de *Réunion de la Maison d'Aron*, constituée en 1820. Elles ont fusionné en 1856-1857 et sont enregistrées à la Préfecture sous le n° 61.

Nous avons peu de renseignements sur la Société « de Moïse ». Elle paraît avoir eu principalement pour but de se réunir en assemblées de prières. Enregistrée d'abord sous le n° 88, elle fut autorisée le 19 novembre 1833 par le Préfet et le 28 février 1840 par le Ministre : elle comptait alors trente-trois membres ; elle en eut trente-sept en 1838 ; quarante-trois en 1843 ; quarante-sept en 1846 (1) et trente-trois en 1851. Les seuls présidents dont les noms soient restés sont : MM. Kout-

(1) Leurs états se répartissaient ainsi : 6 rentiers ; 19 marchands et colporteurs ; 1 banquier ; 5 bijoutiers-horlogers ; 2 fabricants de pianos ; 3 négociants ; 3 confectionneurs ; 1 marchand chevaux ; 1 marchand tailleur ; 1 journaliste ; 1 lithographe 1 fabricant de fleurs 2 commis ; 1 cordonnier.

choux, Léopold Dreyfus, et en 1854, M. Joseph Israël.

La *Réunion de la Maison d'Aron* fut autorisée par le Préfet le 2 août 1834 et enregistrée sous le n° 269. L'article 1^{er} de ses statuts, adoptés le 26 avril de la même année, portait que « la Société, fondée en 1814, se compose de commerçants, artistes, militaires en retraite, employés et ouvriers, tous du culte israélite » (1). Ce fut en l'honneur de son « respectable doyen et fondateur » que cette Association prit ce titre distinctif. Le but de la Société était de continuer, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, « de se porter mutuellement secours en cas de maladie ou autres malheurs ». Les gardes-malades et les veilleurs étaient pris parmi les sociétaires. « Visiter les malades et consoler les affligés, disaient les statuts, sont des actes si méritoires que chacun des sociétaires voudra s'acquitter de ces devoirs pieux »; à cet effet, tous les membres étaient régulièrement avertis des circonstances où un frère venait à être atteint d'un malheur « susceptible d'être adouci par les consolations de l'amitié ou les secours de la religion ».

Elle pratiquait la bienfaisance avec une égale humanité : ainsi elle avait institué chaque année, le jour de la fête du roi, une distribution de secours à dix familles pauvres, dont cinq chré-

(1) En 1851, les membres de cette Société exerçaient les états suivants. Il y avait : 18 marchands; 4 bijoutiers; 1 ébéniste; 4 employés; 3 tailleurs et confectionneurs; 1 compositeur; 3 fabricants de casquettes; 1 concierge; 1 brigadier aux octrois; 1 peintre en bâtiment; 1 fabricant de vernis; 1 parfumeur.

tiennes. C'est elle aussi qui prit l'initiative d'un projet de syndicat des Sociétés qui, « dans un cas « extraordinaire ou dans un cas de calamité qui « exige un grand déploiement de charité », uniraient leurs efforts pour obtenir des résultats plus prompts et plus efficaces.

Enfin, la *Maison d'Aron* avait des Assemblées de prières et elle exigeait de ses membres une exactitude aussi grande dans les exercices religieux que dans l'accomplissement de leurs devoirs mutuels : « la Religion et la Bienfaisance, disait-elle encore, sont deux êtres inséparables. Si secourir une créature qui souffre est un devoir, élever notre pensée vers le Créateur est un besoin » (1).

Lorsque ces deux Sociétés se réunirent, elles prirent le nom de *Maison Moïse et Aron*. Elles s'inspirèrent, dans leur nouvelle organisation, des principes qui les régissaient toutes deux depuis leur origine; mais là, comme dans bien d'autres Sociétés israélites où les membres étaient assujettis aux devoirs de veilleurs, de gardes-malades, etc., etc., les exigences croissantes de la vie firent négliger les missions religieuses, et dès 1858, on exempta de toutes « corvées », et bientôt de toutes amendes, les membres qui consentaient à payer une cotisation annuelle de

(1) Le rabbin attaché à la Société devait, outre les consolations qu'il prodiguait aux malades et aux affligés, réciter les offices du jour, lire un chapitre du Pentateuque et faire un discours tous les samedis et les jours de fêtes. Mais cette partie de sa mission ne constituait pas un privilège, car « tout sociétaire, en état de réciter les prières et de faire un discours », pouvait le faire avec l'autorisation du directeur.

25 francs — et plus tard de 30 fr., — au lieu de 18 francs.

L'objet de la Société est — sauf en ce qui concerne les réunions de prières qui n'existent plus — resté le même : elle vient en aide à ses sociétaires malades ou en deuil, et prête son assistance aux veuves et aux orphelins.

La moyenne des dépenses est de trois cents francs par an; les recettes s'élèvent de 5 à 600 francs. La Société a un actif de 2,000 francs. Elle compte actuellement cinquante-cinq membres : quatre honoraires et cinquante et un titulaires.

Elle à été présidée par MM. Lazare (1834); Isaac Mayer (1841); Goutchoux (1845); Caron (Aaron?) Javal (1851); Isaac Mayer (1862); Théo Cremnitz (1874); Siesbye (1876); Isidore Cremnitz qui, nommé en 1882, mourut en 1886 (1), unanimement regretté; et Zipressenbaum (1886).

Les Amis de l'Humanité et de l'Union

Le répertoire des Sociétés de secours mutuels à la Préfecture de la Seine porte la fondation de cette Société à l'année 1823. Nous n'avons aucun document confirmant cette date : cette Association,

(1) La *Maison d'Aron* comptait, en 1834, trente-cinq membres; en 1843, trente-neuf; trente en 1846; trente-neuf en 1851. Les deux Sociétés comptaient 68 membres après leur fusion.

en ayant formé deux à l'origine, n'a pas toujours eu ce titre distinctif. L'une s'appelait *les Amis de l'Union* et l'autre *les Amis de l'Humanité*.

Les *Amis de l'Union* furent autorisés le 19 novembre 1833. Enregistrée sous le n° 80, la Société se réunissait en 1838, rue Saint-Avoye, n° 28, et était présidée par M. Alkan, demeurant rue Saint-Merry, n° 30, qui fut Président de la Société de secours et d'encouragement. C'est à la suite d'une scission avec une Société (dont le nom ne nous est pas connu) que cette Association se constitua. Elle comptait alors neuf membres. Les statuts qu'ils rédigèrent sont assez confus et entremêlés de dispositions relatives tant aux secours mutuels qu'aux réunions de prières. « Le monde, y était-il dit, existe sur trois bases : la loi, le culte et la bienfaisance » (1) et le règlement partait de là pour fixer les principes de l'Association : l'assistance spirituelle, le concours pécuniaire, l'exercice de la charité et de la religion. Elle eut pour directeurs, en 1843, MM. Galantus et L. Lévy, et, en 1847, M. L. Lévy, marchand boucher. Elle possédait, à cette date, un actif de treize cents francs et comptait trente membres.

La Société *les Amis de l'Humanité*, autorisée le 30 août 1834, sous le n° 271, avait pour président,

Leurs états se répartissaient ainsi : 1 fabricant d'orgues ; 4 négociants ; 10 employés ; 2 marchands de rubans et soieries ; 15 marchands brocanteurs ou colporteurs ; 3 tailleurs ; 6 bijoutiers ; 9 rentiers ; 1 marchand de tableaux ; 2 marchands de dentelles ; 1 brodeur ; 1 marchand de lits militaires ; 1 cordonnier ; 6 fabricants ; 1 imprimeur ; 1 musicien ; 1 passementier ; 1 peintre ; 1 compositeur ; 1 ferblantier.

(1) C'est une réminiscence d'une parole de Siméon le Juste.

en 1838, M. Dorville, rue Saint-Avoye, n° 33. Les réunions se tenaient rue des Ménétriers, n° 20. Elle avait trente-trois membres. M. Alexandre Créhange, qui fut attaché pendant de longues années au Comité de bienfaisance, en était le secrétaire. C'est lui qui fut l'âme du syndicat institué en 1839 par les Sociétés pour revendiquer auprès du Consistoire et du gouvernement leurs droits à l'existence. Elle eut pour directeur, en 1839, M. A. Nathan. En 1843, alors qu'elle était présidée par M. Garçon Dennerly, elle était composée de quarante-trois membres; elle en eut quarante-neuf en 1846 (1), sous la direction de M. Isaï Mantoux.

La fusion de ces deux Sociétés s'effectua le 10 février 1849. Elles prirent le titre de *Société des Amis de l'Humanité et de l'Union*. Le préambule dont le premier règlement était accompagné (1849) estimait avec raison que « donner à un sociétaire malade de quoi subvenir à ses besoins, c'est, dans une Société de secours mutuels, accorder un droit et rien de plus. Ce droit, le sociétaire peut à la rigueur s'en passer; mais consoler les affligés, visiter les malades, les veiller, assister un frère à son heure suprême, l'accompagner à sa dernière demeure, venir prier à son domicile, ce sont là des œuvres de charité dont le riche et le pauvre ont également besoin... »

(1) Leurs états se répartissaient ainsi : 6 fabricants de casquettes; 2 tailleurs de diamants; 4 négociants, 1 bottier; 13 marchands; 1 instituteur; 4 rentiers; 2 confectionneurs; 1 boucher; 1 marchand de tableaux; 1 logeur; 3 employés; 1 musicien; 1 compositeur; 1 marchand de chevaux; 2 bijoutiers; 2 gantiers; 1 ferblantier; 1 fabricant de broserie; 1 fabricant de bretelles.

Tel était le but de l'Association (1) que les statuts, revisés en 1864, 1878 et 1883, ont confirmé. Les réunions de prières disparurent en 1878 (2).

La Société compte actuellement soixante-seize membres titulaires et six honoraires (3). Elle a un avoir d'environ 8,000 francs. Le sociétaire malade reçoit 2 fr. 50 c. par jour et le sociétaire en deuil, qui « observe la semaine de réclusion », suivant les usages religieux, reçoit une indemnité quotidienne de 2 fr. 50.

Cinq présidents se sont succédé dans la Société depuis 1849. Ce sont MM. Polack Maurice (1849); Z. Claus (1863); M. Meyer (1866); Maurice Bolack (4) (1868); Mayer (1870); Martin Lévy (1879); A. Kahn (1885).

(1) Pour pourvoir aux frais de médecin, de médicaments, de maladie, de garde-malades, de convalescence et de deuil, la Société eut les droits d'admission fixés d'abord à 20, 30 ou 50 francs suivant l'âge; les cotisations mensuelles, portées successivement de 1 fr. 25 à 1 f. 50, puis à 2 f. en 1864; et les amendes que la Société instituait non point comme « une mesure fiscale, mais à titre de précaution contre l'indifférence ».

Le droit d'admission fut, par la suite, réduit à 10, 20 et 40 francs; et la cotisation mensuelle élevée à 2 fr. 50.

(2) L'oratoire de la Société était situé en 1885 rue des Blancs-Manteaux, 33; il fut transféré en 1867 rue Vieille-du-Temple, 23, où il resta jusqu'en 1878.

(3) La Société avait, en 1851, soixante-treize membres, dont les états se répartissaient ainsi : 12 fabricants de corsets, casquettes, broserie, broderie, etc.; 1 ferblantier; 1 homme de lettres; 8 tailleurs et confectionneurs; 2 négociants; 9 rentiers; 1 gantier; 22 marchands de journaux, de papiers, de livres, de nouveautés, etc.; 5 bijoutiers-horlogers; 1 teneur de livres; 2 commissionnaires; 1 bimbelotier; 1 bottier; 1 laitier; 1 logeur; 4 employés; 1 boucher.

(4) Ou Polack, peut-être.

Enfants de Salomon

Cette Société fait remonter la date de sa fondation à 1825 ; mais elle n'a plus de document qui l'établisse. Elle figurait sur la liste des Sociétés autorisées que le Préfet de police transmit au Consistoire en 1838 et portait, à cette époque, le titre de *Réunion de Bienfaisance des Israélites de Paris* (n° 273). Dès 1839, elle y ajouta le nom de « Enfants de Salomon ». Elle avait été autorisée par le Préfet le 6 septembre 1834, et elle le fut par le ministre de l'Intérieur le 14 septembre 1839. Ses assemblées se tenaient alors rue Beaubourg, n° 10.

D'après le règlement adopté le 5 janvier 1839, la Société (1) ne pouvait être composée de plus de 70 membres (2). Les Sociétaires recevaient l'assistance en cas de maladie et pendant la convalescence. Il était accordé aux veuves une somme de cinquante francs prise sur la Caisse, plus un franc par membre. Les recettes se composaient : du droit

(1) Elle porte alors le titre de : « *Société de la Réunion de bienfaisance de secours mutuels des Israélites de Paris, dite des Enfants de Salomon.* »

(2) Elle comptait à cette époque 23 membres. Un fait curieux et que nous n'avons eu l'occasion de constater nulle autre part, c'est que deux de ces membres portaient des noms d'origine révolutionnaire : l'un s'appelait *Cerf Decadi*, et l'autre *Manuel Frimaire*.

d'admission, fixé uniformément à vingt francs ; de la cotisation fixée à « trente sous par mois », et d'un versement de deux francs par chaque sociétaire lors du décès d'un membre. Les amendes étaient sévèrement infligées : « l'état de maladie et le service de la garde nationale » seuls étaient considérés comme légitimes motifs d'excuses (1). L'association fut alors enregistrée sous le n° 170.

Les statuts de la Société revisés en 1864 établirent une proportion pour les droits d'admission (2), élevèrent la cotisation (3) et décidèrent de faire régulièrement entre tous les membres une répartition des dépenses pour les gardes-malades et les frais funéraires. La Société comptait alors quarante-deux sociétaires (4).

Ses dépenses et ses recettes s'élèvent annuellement à environ trois mille francs (5). Elles ont été, pour 1884, les recettes de 3,103 fr. 55 c. et les dépenses de 3,032 fr. 90 c. La Société avait, au 31 décembre 1884, un avoir disponible de plus de six mille francs.

MM. Serf (Decadi), 1838 ; Salomon Isaac, 1839 ;

(1) Cette clause fut reproduite dans le règlement de 1864.

(2) Cinq francs de 20 à 30 ans; dix de 30 à 40 ans et vingt de 40 à 50 ans.

(3) Deux francs par mois.

(4) Il y avait, en 1851, quarante-un membres. Leurs états se répartissaient ainsi : 2 courtiers ; 2 marchands de nouveautés ; 21 marchands colporteurs ; 2 pâtisseries ; 4 employés ; 2 rentiers ; 2 fabricants de casquettes ; 1 professeur ; 2 ouvriers, 1 tailleur ; 1 marchand d'huiles ; 1 gantier.

(5) Dans ces dépenses, il faut compter : aux pauvres, 75 fr. aux médecins, 114; pharmacien, 177; gardes et prières, 361; 250 jours de maladie, 500 fr.; frais de veuves, 100 fr. et deuil, 60 f.

Goudchaux (1852); Joseph Hirtz (1854); Lévy jeune (1856;) Salomon (1861); et Bernard Meyer, 1879; furent tour à tour présidents des « Enfants de Salomon ».

Cette Société a toujours une réunion de prières. L'oratoire est situé rue des Rosiers, 17 (1).

L'Accord Israélite

« Nous secourir en cas de maladie,
« Et nous aider, lorsque nous vieillirons,
« A supporter la fin de notre vie :
« Voilà le but auquel nous aspirons. »

Telle est l'épigraphe — sans nom d'auteur — placée en tête du règlement de cette association. En d'autres termes, le but de la Société est d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades ou blessés (art. 1^{er}), et d'accorder des pensions qui seront réglées lorsque la position financière de la Société le permettra (art. 2).

Ces dispositions sont extraites d'un règlement qui ne date que de 1854. La Société n'en a pas qui lui soit antérieur. Cependant, l'*Accord israélite* fut fondé au mois de mars de l'année 1829 et autorisé à se constituer le 24 juin. Il comptait à cette époque soixante-cinq membres; il n'en a

(1) L'oratoire de la Société était, en 1855, rue de Bercy-St-Jean, n° 4. Il fut transféré en 1873 rue du Roi-de-Sicile, 64, qu'il quitta pour s'établir en 1879 dans le local actuel.

plus aujourd'hui que trente-quatre : vingt-huit titulaires et six honoraires (1).

Une année de noviciat est imposée aux candidats qui, parmi les avantages offerts dans la Société, n'ont droit qu'aux secours alloués en cas de maladie (2). Tout sociétaire participant est obligé d'accepter l'assistance pécuniaire et les médicaments auxquels il a droit.

Outre ces clauses qui subsistèrent dans les statuts ultérieurs, le règlement, modifié en 1874, établit d'une manière définitive, en faveur de ses sociétaires, une *Caisse de prévoyance* dont l'Association avait posé les premières bases vingt ans auparavant.

Toute demande de secours concernant cette Caisse est soumise à une Commission spéciale. Son but est de pourvoir à des besoins exceptionnels, de donner des secours autres que ceux prévus par le règlement, de soulager les sociétaires dans une situation particulièrement malheureuse ou dans une maladie exigeant le concours d'un spécialiste.

Dans sa sphère devenue restreinte, l'*Accord israélite* exerce donc quelque bien, et la fondation

(1) En 1838, la Société avait trente membres ; trente-six en 1839 ; trente-un en 1851 ; cinquante en 1862. Leurs états se classaient ainsi : 1 libraire ; 21 négociants ; 7 employés ; 2 marchands de chevaux ; 1 fabricant d'objets de sainteté ; 1 rentier ; 1 mécanicien ; 1 fabricant de meubles ; 1 typographe ; 1 peintre en bâtiments ; 1 lapidaire ; 1 courtier en diamants ; 3 fabricants de bijoux ; 1 fabricant d'accordéons ; 1 marchand de bestiaux ; 2 fabricants de lampes ; 1 dessinateur ; 1 grainier ; 1 horloger ; 1 professeur de musique.

(2) Au décès d'un sociétaire, un secours de 200 fr. est accordé à la veuve ou aux orphelins.

de cette Caisse de prévoyance y contribuera pour une grande part. La Société exerce aussi la bienfaisance. Elle possède actuellement un avoir de 13,700 francs (1). C'est là une situation relativement bonne, due certainement à l'administration de MM. Maurice (1829-1838); David Rheins (1838-39); Mendel (2) (1839-1884), et Dreyfus (1885), qui ont été successivement placés à la tête de leur Association.

Enregistrée à son origine sous le n° 248, puis en 1854, sous le n° 111, elle porte aujourd'hui le n° 110.

Le Patriarche Abraham

L'assemblée de prières qui se tenait chez M. Lévi Aron Sauphar, instituteur (3), a formé le noyau de cette Association. On a vu (4) le développement que cette réunion avait prise et l'importance que le Consistoire lui reconnaissait; ce fut aussi bien pour régulariser leur situation à l'égard de l'administration consistoriale que pour resser-

(1) La Société compte, pour ses revenus, sur le droit d'admission (15 fr. de 21 ans à 30 ans; 25 fr. de 31 à 40 ans; et 50 fr. de 41 à 50 ans); — sur la cotisation mensuelle fixée à 7 fr. et sur le produit des amendes.

(2) Quand M. Mendel mourut, les anciens livres et registres de la Société existaient encore. Son fils, qui en fut le dépositaire, n'a pas pu nous les représenter. C'est regrettable.

(3) Voir page 22.

(4) Ibid.

rer les liens qui les unissaient déjà que les membres de cette assemblée se constituèrent en Société. Elle fut organisée en 1832, suivant certains documents, en 1834 suivant d'autres. Il est à présumer que, constituée en 1832, la Société ne s'est régulièrement organisée et n'a requis l'autorisation nécessaire que deux ans après (1).

Le *Patriarche Abraham* portait à l'origine le titre de *Société de secours mutuels et de bienfaisance des Israélites de Paris*. C'est sous la dénomination abrégée d'« Israélites de Paris » qu'elle figurait en 1838 sur la liste des Associations autorisées (2). Elle était alors enregistrée sous le n° 272. C'est à compter de 1839 qu'elle fut connue sous le nom de *Patriarche Abraham*, et prit le n° 117.

L'Association avait pour but à son origine « de

(1) Le répertoire des Sociétés de secours mutuels du département de la Seine et les statuts de la Société, en 1873, donnent la première date. D'autre part, son premier règlement est daté du 2 mars 1834, et suivi de l'autorisation de la préfecture portant le 2 septembre 1834. Enfin le règlement de 1840 indique au titre que la Société fut fondée en 1834.

(2) Il y a, à ce sujet, un quiproquo singulier. Le règlement qui fut soumis à l'approbation du Consistoire vers 1839, porte en caractères imprimés : *Règlement organique et intérieur de la Société de secours mutuels et de bienfaisance des Israélites de Paris*; et écrite de la main d'un membre du Consistoire chargé d'émettre son avis, la mention suivante plusieurs fois répétée : *dite les Frères du Mont Sinai*. Bien plus, une lettre du *Patriarche Abraham*, en date du 27 février 1839, porte l'entête que nous venons de dire. — Cependant aucune confusion n'est possible et le règlement en question est bien celui de la Société « Le Patriarche Abraham ».

On peut supposer que le Consistoire, croyant le *Mont Sinai* dissous (voir page 41, note 2), avait proposé ce titre à la Société qui devait prendre plus tard le nom de *Patriarche Abraham*.

« s'assurer des secours mutuels, de faire en commun des actes de bienfaisance et des exercices de piété ». Les statuts de 1840 étendirent ces secours aux cas de maladie, d'infirmité ou de vieillesse, et, conformément aux circulaires ministérielles de 1838-1839, supprimèrent la mention des exercices de piété; mais les exercices furent maintenus. Ils subsistent encore aujourd'hui.

Comme toutes les Associations à cette époque, ses revenus étaient composés du produit de la cotisation mensuelle (un franc) (1), des droits d'admission (2) et des amendes. Outre l'appui moral et religieux, elle accordait des secours pécuniaires aux malades, des gardes, les médicaments et les soins du médecin; des indemnités de deuil, des frais funéraires et un denier de cinquante francs à la veuve ou aux orphelins (3). Dès cette époque les présidents étaient autorisés à venir en aide « à des personnes étrangères à la Société, sans distinction de culte, pour cause de maladie ou autre ». Enfin la Société se réunissait régulièrement tous les samedis, aux jours de fêtes, et se rendait en corps au cimetière le premier jour des Indulgences (Selichot). Le soin de dire les prières, de prononcer les discours et les oraisons funèbres était confié à un lecteur ou *Rabbi*.

(1) Le chiffre de la cotisation mensuelle est aujourd'hui de 2 fr. 25.

(2) Les droits d'admission fixés à l'origine à 20, 30 ou 40 fr., suivant l'âge, ont été portés à 20, 40 ou 60 francs. En 1840, ils étaient de 30, 40 ou 100 francs. Les candidats admis faisaient une année de noviciat.

(3) L'indemnité de maladie de 12 fr. par semaine, autrefois, est actuellement de 3 fr. par jour pendant trois mois.

Le *Patriarche Abraham* était alors (1834) présidé par M. Lévi Aron Sauphar, et il avait pour vice-président M. Jacob Tedesco. Les membres étaient au nombre de soixante-dix-sept (1). En 1839, la Société avait deux présidents : M. Tedesco et M. S. Neymann ; ce dernier fut remplacé, un an après, par M. Mayer Hadamard. Le nombre des sociétaires n'était plus que de cinquante-huit, et ce chiffre fut réduit encore l'année suivante où l'on n'en trouve que trente-huit. Elle en comptait cinquante-quatre en 1843 ; quarante-huit en 1846 ; quarante en 1851 et trente-trois en 1866 (2). Lors qu'en 1870 M. Tedesco mourut (c'était pendant le Siège), le *Patriarche Abraham* n'était plus composé que de vingt-quatre sociétaires. Malgré son esprit bienfaisant et ses sentiments de confraternité, en dépit de ses efforts pour conserver à la Société sa prospérité première, M. Tedesco n'avait pu empêcher l'amoindrissement de l'Association qu'il présidait depuis plus de trente ans. Le *Patriarche Abraham*, ne pouvant plus pourvoir à l'entretien de son Oratoire, ni faire face aux engagements pris envers ses membres, décida de

(1) Il n'y en avait en réalité que 69, huit numéros étaient restés en blanc sur la liste publiée à la suite du règlement. — Parmi eux, il y avait : 1 instituteur ; 1 marchand de tableaux ; 5 fabricants ; 3 rentiers ; 6 employés ; 1 ministre du culte ; 1 bijoutier ; 2 négociants ; 1 imprimeur ; 15 marchands ; 1 entrepositaire ; les états des autres sociétaires ne sont pas mentionnés.

(2) Leurs états se répartissaient ainsi : 2 tailleurs ; 2 fabricants d'optique ; 1 fabricant de lingerie ; 8 marchands divers ; 3 employés ; 5 négociants ; 1 relieur ; 4 rentiers ; 1 soldeur ; 1 blanchisseur de dentelles ; 2 éditeurs ; 2 joailliers ; 1 marchand de tableaux.

fusionner avec une autre Société. Les bases de la fusion furent arrêtées et signées le 26 décembre 1870. Cependant aucune suite n'y fut donnée et la Société garda son autonomie.

M. Henri Picart, entré dans la Société en 1835, nommé vice-président à la place de M. Mayer Hadamard, démissionnaire, fut élu président en remplacement de M. Jacob Tedesco. Grâce à lui, grâce à l'esprit d'ordre, d'administration et de propagande qui le distingue, et au dévouement qui l'anime, la Société, réorganisée le 20 novembre 1872, retrouva bientôt sa première prospérité. Elle élaborâ de nouveaux statuts, confirma à ses membres le droit qu'ils avaient à l'assistance religieuse et aux secours pécuniaires; décida de participer aux œuvres philanthropiques et de bienfaisance, et d'entretenir, comme par le passé, un Oratoire consacré au culte divin.

L'impulsion donnée à la Société fut si heureuse que son actif, qui n'était en 1871 que de 2,529 fr., fut du double un an après et, s'élevant progressivement, dépassa vingt-cinq mille francs en 1885. Le nombre des membres augmenta également dans de notables proportions : au jour de sa réorganisation la Société comptait cinquante-cinq adhérents; ils sont cent trente-quatre aujourd'hui : soit vingt-quatre titulaires et cent dix honoraires.

Cette proportion entre les membres honoraires et les membres actifs est, il est vrai, contraire au principe des Sociétés de secours mutuels. Elle doit être attribuée à ce que le *Patriarche Abraham*, déviant peu à peu de sa voie primitive, a depuis quinze

ans dirigé ses efforts plutôt vers son oratoire(1) que vers l'assistance mutuelle, sans négliger pour cela cette dernière partie de sa mission. Mais la majorité de ceux qui se font admettre dans cette Association, ayant particulièrement pour but d'avoir une place à l'oratoire, se présentent à titre de membres honoraires, et renoncent ainsi aux avantages pécuniaires dont jouissent les membres actifs.

Ne prenant point part aux bénéfices, mais contribuant aux charges, ils apportent le plus grand appoint des ressources, et c'est grâce à leur coopération que, depuis 1873, les recettes de la Société se sont élevées annuellement de neuf à quinze mille francs.

Nous aurons tout dit sur cette Société si nous ajoutons qu'elle s'intéresse, par des souscriptions, aux institutions de bienfaisance de la Communauté israélite et aux œuvres étrangères (2). « Charité, mutualité et religion », telle peut être la devise du *Patriarche Abraham* qui, sous l'habile direction de M. Henri Picart, s'acquitte de cette mission avec un véritable sentiment du bien.

(1) L'oratoire est situé rue de la Boule-Rouge, n° 1, depuis 1872. Il avait été, pendant de très longues années, rue Saint-Martin, n° 163. (Il y était déjà en 1855.)

(2) Elle a souscrit en faveur des inondés du Midi (1875), pour la Turquie (1877), au monument Crémieux (1880), pour la Russie méridionale (1881), pour la statue de l'abbé Grégoire, etc.

Les Enfants de la Loi des XII Tables

Les règlements de cette Société portent qu'elle a été fondée en 1839 et autorisée par le Préfet de police le 11 juillet de la même année sous le n° 244 (1). Cependant elle existait le 1^{er} octobre 1832, ainsi que l'attestent les comptes de cette époque, et il n'est pas impossible que son origine soit plus ancienne encore (2). Elle figure sur la liste transmise par le Préfet en 1838 sous le nom d'*Union israélite* et porte comme date d'autorisation le 29 avril 1834.

Elle eut alors pour double objet d'assurer les secours mutuels à ses membres et de se réunir en Assemblée de prières (3). Lorsque le ministère intervint dans la constitution des Sociétés dont le but était à la fois philanthropique et religieux, cette Société, renonçant à ses assemblées, avait résolu de ne se réunir dorénavant qu'aux grandes fêtes du mois de Tischri et avec l'autorisation consistoriale. Cependant le 3 novembre 1839, un membre déclara en Assemblée générale que toutes les Sociétés continuaient leurs réunions de prières et qu'il serait « immoral et irreligieux » de ne

(1) Elle est enregistrée aujourd'hui sous le n° 167.

(2) Dans une assemblée générale du 6 août 1839, un procès-verbal dit : « Après avoir exposé à la Société la manière dont elle a été gérée depuis 1831, . . . » etc.

(3) Son oratoire était situé, en 1855, rue Bourtibourg, n° 23.

point les imiter. Elles furent reprises, et ce ne fut qu'en 1877 que les ressources de la Société l'obligèrent à supprimer son oratoire.

Ses dépenses pour la mutualité et la bienfaisance furent primitivement de 600 francs environ par an. Elles n'ont pas varié depuis. Les recettes étaient de 900 à 1,000 francs. La situation financière de cette Société a toujours été peu importante (1) : ainsi son actif, qui était de 3,000 francs en 1840, s'abaissa subitement à 1,700 francs en 1848; il était de 2,000 en 1855, et de 3,500 en 1862. Il est aujourd'hui de 4,000 francs.

Le nombre de ses membres, dont elle avait fixé le maximum à soixante-dix, n'a jamais atteint ce chiffre (2). Sa période la plus brillante date de 1836, où elle en comptait cinquante-sept. Elle a aujourd'hui quarante-neuf membres titulaires et un honoraire.

En raison de sa situation précaire, elle résolut, en 1869, de fusionner avec une autre Société. Une première tentative avec la Société l'*Israélite fran-*

(1) En 1833, la Société avait « un titre de fonds placés » ou avoir de 1,600 francs. Cette somme, relativement assez importante, permet de supposer que la Société avait plus de deux ans d'existence.

(2) Voici quelques données à ce sujet : 48 membres en 1834, 33 en 1835; 48 en 1844; 40 en 1849; 35 en 1854; 40 en 1866. A cette époque, ses membres exerçaient les états suivants : 2 négociants; 1 surveillant de cimetière; 1 boulanger; 1 confiseur; 8 marchands; 2 employés; 3 commissionnaires; 2 concierges; 1 courtier; 1 tapissier; 1 marchand de draperie; 1 fabricant de porte-monnaie; 1 mécanicien; 1 marchand d'éponges; 2 cordonniers; 1 rentier; 1 fabricant de lits de fer; 1 marchand de bestiaux; 1 boucher; 1 conducteur; 1 tailleur; 1 marchand de bleu; 1 marchand d'antiquités; 1 ordonnateur des pompes funébres; 1 propriétaire; 1 marchand de rubans; 1 parfumeur

çaise n'aboutit pas. Un autre projet de fusion avec la *Vérité israélite* fut voté le 3 octobre 1869. Cependant il n'y fut pas donné suite.

En résumé, cette association a actuellement pour but :

1° De donner à ses membres, par la mutualité, des secours médicaux et pécuniaires en cas de maladie (1);

2° De leur offrir l'assistance religieuse;

3° De distribuer tant au dehors que dans la Société des secours en nature ou en espèces sans distinction de culte (2).

De plus, elle a décidé, depuis l'an 1863, d'exempter de toutes corvées tout sociétaire âgé de soixante-dix ans, et, en 1884, de payer pour tout sociétaire décédé une case à perpétuité dans les caveaux de la Société le *Repos éternel*, mais en prélevant sur chaque membre un droit supplémentaire de 2 francs.

Les Enfants de la Loi des Douze Tables ont été présidés pendant de longues années par M. Isaac Lion (1832-1859), auquel ont succédé MM. Félix

(1) Elle n'accorde de gardes-malades qu'en cas de maladie dangereuse.

(2) Elle pourvoit à ses dépenses par une cotisation individuelle de 7 fr. 25 par trimestre, et par un droit d'admission fixé à 10, 15, 20 et 25 francs, suivant l'âge (de 21 à 55 ans). Une année de noviciat est imposée aux nouveaux admis.

Sans compter les établissements hospitaliers de la communauté parisienne auxquels elle contribue, elle a tenu à s'associer à quelques œuvres étrangères parmi lesquelles nous citerons : les inondés de Lyon (1840), les ouvriers de la Seine-Inférieure (1863), les indigents du IV^e arrondissement, les Alsaciens-Lorrains (1873), etc., etc.

Aron (1859-1869); Jacob Cahen (1870); Ferdinand Aron (1870-1875), et Martin Mannheim, Président actuel (1).

Les Lois Rabbiniques

La date de la fondation de cette Société remonte, selon elle, au 18 octobre 1836, et la date de l'autorisation au mois de décembre de la même année. Cependant elle n'était pas portée sur la liste des Sociétés autorisées en 1838 et elle ne figura que sur l'état communiqué au Consistoire en 1839. Elle y était enregistrée sous le n° 2. Elle obtint l'autorisation ministérielle le 28 mars 1840.

Le premier règlement que nous ayons de cette Société date de 1864. Sans indiquer d'une manière précise le but qu'elle poursuivait, elle prévoyait dans ses statuts l'allocation de secours pécuniaires et de médicaments en cas de maladie, — une indemnité de deuil au décès. Elle assurait également les soins du médecin, les gardes-malades, les veilleurs, l'assistance religieuse, etc. Ses recettes se composaient du produit du droit d'admission (10, 20 ou 40 francs); de la cotisation mensuelle (2 francs); des amendes et d'une contribution supplémentaire de 1 fr. 50 pour constituer, au décès

(1) Outre le président, la Société a un vice-président, M. Feist, un trésorier, M. Oulry jeune, de Neuilly, et un secrétaire; M. Michel Lévy.

d'un sociétaire, à sa veuve ou à ses orphelins, un denier de 30 francs.

Ces statuts furent revisés en 1870 et en 1876. C'est à cette époque qu'elle décida d'admettre des membres honoraires. Elle n'exigea d'eux aucun droit d'admission, et leurs obligations consistèrent à payer une souscription annuelle fixée à 12 francs « au minimum » ; les droits d'admission pour les membres actifs furent en même temps augmentés (1) ; enfin la Société introduisit une innovation excellente qui consistait à prélever sur les fonds de sa caisse la somme nécessaire pour assurer au sociétaire décédé « un enterrement convenable et représentant la septième classe. » Elle décida en même temps de venir en aide à ses anciens membres en dispensant de toute cotisation et de toutes « corvées » le sociétaire âgé de soixante-dix ans qui aurait fait partie de la Société pendant vingt ans. Il s'entend que cette faveur ne l'empêche en rien de participer à tous les avantages offerts par la Société (2).

Elle possède aujourd'hui un actif d'environ 11,000 francs. Cette situation heureuse est due au nombre de ses membres, qui a été sans cesse en croissant. Au nombre de vingt-trois à la fondation, ils étaient trente-deux en 1839 ; quarante-trois en 1843 ; cinquante-cinq en 1846 ; soixante et un en 1851 ; quatre-vingts en 1864 ; quatre-vingt-neuf

(1) Ils furent portés à 20, 30, 45 et 60 francs, suivant l'âge, de 21 à 50 ans, — sauf pour les fils de sociétaires qui, de 18 à 21 ans, sont admis sans payer de droit, et qui, de 21 à 30 ans, peuvent être admis moyennant un droit de 10 francs.

(2) La Société avait un oratoire place Thorigny, 4. Il y existait en 1855 et fut dissous en 1874.

en 1862 (1); cent six en 1870. Il y a aujourd'hui cent sociétaires actifs et douze honoraires.

Les présidents qui ont été appelés à diriger cette Société s'y sont employés avec dévouement et c'est à ce titre que nous les mentionnons ici. Ce sont : MM. Manuel Feiner (1836); Moïse Heymann (1839); Marx Lévy (1843); Samson (1847); H. Heymann (1853); Félix Hauser (1861); Jacob Cerf Lévy (1862); Alexandre Brisac (1863); Manassé Oppenheimer (1868); Léon Israël (1869), et Lévy Salles, depuis 1874 (2).

Les Enfants de Sion

A la suite d'une discussion qui se produisit dans la Société *les Amis de l'humanité*, neuf membres se retirèrent et fondèrent, le 25 décembre 1833, une nouvelle association : telle est l'origine de la *Société israélite de Secours mutuels dite des Enfants de Sion*.

Suivant la procédure usitée à cet époque, elle

(1) Voici les états que professaient ces 89 membres : 1 ciseleur; 1 matelassier; 2 rentiers; 9 fabricants; 2 horlogers; 1 opticien; 50 marchands; 2 tailleurs; 8 employés; 1 peintre; 1 boucher; 1 maître d'hôtel; 1 gantier; 1 relieur; 1 mécanicien; 1 ferblantier; 1 graveur; 1 mercier; 1 laitier; 1 pédicure; 1 négociant; 1 cordonnier.

(2) Le bureau est composé de MM. Blum, vice-président; J. Heymann, caissier, et de cinq membres.

La Société est enregistrée depuis 1840 sous le n° 172.

soumit ses statuts au Consistoire qui, sur un rapport présenté par un de ses membres, constata que « les articles du règlement, les sentiments comme les principes » qui y étaient renfermés n'avaient rien que de « louable ». Le but qu'elle poursuivait était « de soulager les pauvres et de procurer particulièrement à ses membres, en cas de maladie, des secours que des frères se doivent mutuellement ». Elle organisa des réunions de prières (1), elle assura à ses sociétaires, avant l'expiration des trois mois qui suivaient le décès, « une pierre mortuaire et son entourage »; elle vint en aide aux septuagénaires en les dispensant de toutes corvées et en affranchissant de la cotisation mensuelle ceux d'entre eux qui y étaient affiliés depuis vingt ans. Plus tard (en 1856) elle compléta les mesures charitables qu'elle avait prises à leur égard et décida que tout membre âgé de 70 ans, s'il est nécessaire, aura droit à une pension de 200 francs. Enfin, désirant que « le souvenir d'un sociétaire décédé soit perpétué dans la Société », les *Enfants de Sion*, par décision prise au mois de janvier 1851, s'étaient engagés, pour toute la durée de l'association, à faire réciter la prière d'usage pendant l'année de deuil d'un sociétaire, à faire brûler un luminaire et à réciter le *Kaddish* à tous les anniversaires.

Ces obligations se sont continuées jusqu'à nos

(1) En 1838, la Société se réunissait, 6, rue des Vieilles-Etuves. L'oratoire était situé, en 1855, rue Rambuteau, 36; en 1861, rue du Coq-St-Jean, 3, et en 1865 rue du Temple, 48, où il resta jusqu'en 1880.

jours, et pour y faire droit, pour subvenir aux dépenses qu'occasionnent les indemnités de maladie (1), les indemnités de deuil (2), les gardes-malades, les *Minianim*, le denier offert à la veuve (3), les pensions, les secours extraordinaires et la bienfaisance, la Société perçoit un droit d'admission (de 15 à 35 francs), une cotisation mensuelle (2 francs), des amendes, et fait, tous les six mois, une répartition égale entre ses membres des frais occasionnés pour les gardes-malades et pour les remplaçants dans les réunions de prières qui ont eu lieu pendant la semaine de deuil d'un sociétaire.

Ses recettes dépassent annuellement la somme de 3,000 francs et les dépenses sont d'environ 2,500 francs. Elle avait, au 1^{er} janvier 1886, un actif d'environ 16,000 francs.

M. Gompel Edinger, membre fondateur, préside la Société depuis 1845. Avant lui, les *Enfants de Sion*, autorisés par le ministre à se constituer légalement le 5 avril 1840, avaient eu pour directeurs MM. Edinger (1838); Isaac Lœw (1840) et Haarscher (1845). M. le Grand-Rabbin Zadoc Kahn en est président honoraire.

Enregistrée en 1838, sous le n° 39, et un an après sous le n° 220, elle reçut plus tard le n° 60, qu'elle porte actuellement.

Des neuf membres fondateurs, trois existent

(1) Deux francs par jour pendant les trois premiers mois, et un franc ensuite.

(2) Dix-huit francs.

(3) Cinquante francs pris sur les fonds de la Société, plus un franc par sociétaire.

encore ; ce sont MM. Gompel Edinger, Moïse Halbronn et Michel Edinger.

Le lendemain de sa fondation, la Société comptait vingt et un membres (1) ; elle n'en avait encore reçu que vingt-trois en 1840. Trois ans après, ils étaient au nombre de quarante-six ; de cinquante en 1851 ; de soixante-treize en 1858 ; de soixante-quatorze en 1865 et de quatre-vingt-cinq en 1884. L'introduction de membres honoraires a été autorisée par le règlement de 1856 : le compte rendu de la Société en 1884 en mentionnait quatre. Elle compte en 1886, soixante-douze membres actifs et cinq honoraires.

Les Amis des Enfants d'Israël

Fondée en 1839, autorisée par arrêté du Préfet de police en date du 21 décembre de la même année, et par décision ministérielle du 4 juillet 1840 (2), cette Société a pratiqué l'assistance mutuelle dans toute sa simplicité. Secours aux malades, gardes-

(1) Leurs états se répartissaient ainsi : 6 fabricants ; 5 marchands ; 6 négociants ; 1 musicien ; 1 commissionnaire ; 1 boulanger ; 1 instituteur. — En 1851, les cinquante membres exerçaient les états suivants : 18 marchands ; 1 marchand de meubles ; 2 négociants ; 2 teneurs de livres ; 2 gantiers ; 7 fabricants d'optique, de faïence, de jouets, de casquettes, de cuirs ; 2 employés ; 4 bijoutiers ; 2 négociants ; 1 commissionnaire ; 1 crémier ; 1 ébéniste ; 1 épicier ; 1 instituteur ; 1 restaurateur ; 1 laveur de cendres ; 1 fourreur ; 1 marchand de chevaux ; 1 bonnetier.

(2) Inscrite en 1839 sous le n° 25, en 1840 sous le n° 217, elle est enregistrée aujourd'hui sous le n° 169.

malades en cas de danger, indemnités de deuil, denier à la veuve ou aux orphelins du Sociétaire décédé, manifestations sympathiques et religieuses aux membres éprouvés par la maladie ou par le malheur : tel est l'objet de l'Association des *Amis des Enfants d'Israël*. « Tout Sociétaire s'engage, est-il dit dans le règlement, *à faire envers les autres ce qu'il voudrait qu'il lui fût fait...* » La mutualité n'a pas d'autre base.

Parmi les Sociétés existantes, celle-ci est certes une des plus modestes : l'actif qu'elle possède (2,065 fr. 65 c.) en est le premier indice. Aussi ses ressources insuffisantes ne lui permettent de venir en aide à ses membres que dans des limites très restreintes : elle leur accorde, après six mois de maladie (1), une pension dont le maximum est subordonné à l'état de sa caisse. C'est là le seul effort qu'elle puisse faire en faveur de ses participants.

Constituée avec vingt-trois adhérents, elle en eut trente-deux en 1841 ; vingt-six en 1843 ; quarante-sept en 1851 (2) ; soixante-cinq en 1866. Elle est composée aujourd'hui de quarante-trois membres actifs, et quoiqu'elle admette la nomination de membres honoraires, elle n'en compte aucun.

Les recettes de la Société se composent : du droit d'admission, fixé à 10, 20 et 30 francs, suivant l'âge ;

(1) Le Sociétaire malade a droit à deux francs par jour pendant trois mois, et à la moitié pendant les trois mois suivants.

(2) Leurs états se répartissaient ainsi : 21 marchands ; 4 rentiers ; 1 inspecteur de police ; 3 inspecteurs des boucheries israélites ; 13 employés ; 1 pédicure ; 1 dentiste, 1 fabricant ; 1 marchand de balances ; 1 agent d'affaires.

d'une cotisation de 2 fr. par mois ; des « rétributions forcées » et du payement d'un franc par chaque membre lors du décès d'un Sociétaire.

La Société, dirigée en 1839 par M. Joseph Nathan, le fut successivement par M. Isaac Kaufmann (1843), Bernard Mayer (1855) et Bloch (1862-65), auquel succéda M. Léon Gugenheim, président actuel (1).

Les *Enfants d'Israël* avaient primitivement une assemblée de prières, qui, pendant de longues années, se tint rue des Mauvais-Garçons, n° 5 (2).

Zorobabel

Cette Société, fondée le 13 novembre 1842, prit le titre de *Société de secours des ouvriers israélites dite de Zorobabel*. Elle avait pour but :

- 1° De donner des secours à ses membres en cas de maladie et aux vieillards ;
- 2° De venir en aide aux Sociétaires dans le malheur ;
- 3° De souscrire pour des besoins non déterminés en faveur d'un but religieux et patriotique.

Conformément au but qu'elle s'est assigné, la Société accorde à tout Sociétaire malade les secours du médecin, des médicaments et une indemnité

(1) Le bureau est composé de MM. Raphaël Weil, vice-président ; Ancel Marx, caissier ; Ephraïm Lévy, Joseph Lévy, Samuel Kahn, Léon Gompel, Aron Kahn, Prosper Caen.

(2) En 1855, il était situé rue du Roi-de-Sicile, 41 ; en 1865, rue de Pavie, 12 (au Marais) ; et en 1869, rue des Ecouffles, 25.

pécuniaire. A celui qui deviendrait infirme ou tomberait dans un état de maladie qui, sans l'aliter, l'empêcherait de se livrer à aucun travail, elle peut accorder une pension de 10 francs par chaque année sociale qu'il compte dans la Société. Tout Sociétaire qui, atteignant l'âge de soixante ans, compte vingt-cinq ans de cotisation, a droit à une pension qui ne peut excéder 200 francs. Il cesse dès lors d'être cotisable et ne fait plus partie de la Société qu'en qualité de membre honoraire. La veuve ou les enfants mineurs d'un pensionnaire ont droit, pendant six mois encore, à la continuation de la pension. Enfin, la Société accorde le convoi de 7^e classe au Sociétaire décédé et se charge de tous les frais d'inhumation. Sa veuve, ses enfants ou ses père et mère reçoivent un denier de 200 francs.

A ces excellentes dispositions, la Société dite de *Zorobabel* en avait ajouté d'autres, adoptées par toutes les Associations israélites, traditionnelles dans la religion juive, relativement aux indemnités de deuil et aux prières d'usage récitées matin et soir, pendant sept jours, dans la maison de celui que le malheur avait frappé. Le bureau de la Société proposa, en 1884, la suppression de l'article (1) qui

(1) « Quand un Sociétaire sera en deuil et qu'il observera pendant les sept premiers jours les usages prescrits par notre culte, il recevra pendant ce temps un secours de 2 francs 50 par jour et dix hommes payés sur la caisse pour dire les prières matin et soir. Il recevra pendant ce temps, comme les malades, la visite des membres de la Société délégués à cet effet. Les Sociétaires demeurant hors des anciennes limites de Paris n'auront droit qu'à une somme fixe de 40 francs ou les prières une fois par jour. »

régissait cette matière, sous le prétexte d'« éliminer » des statuts « les dispositions ayant un caractère religieux et purement dogmatique » pour « ramener l'Association à l'objet pur et simple d'une Société de secours mutuels selon le vœu de la loi ». Cette modification fut autorisée par le Préfet, par arrêté en date du 31 mai.

La Société, qui comptait cent vingt-deux membres en 1866 (1), n'en a plus aujourd'hui que soixante-seize. Elle n'a point de membres honoraires.

Dans ses anciens comptes rendus, à côté des indemnités de maladie, frais de médicaments, honoraires du médecin (2), frais funéraires, etc., on voit figurer les « deuils et prières d'usage », dons à l'Hôpital israélite, à l'OEuvre des enfants abandonnés, etc., etc. Les dépenses s'élevaient alors annuellement à 3,000 francs environ. Elles furent de 5,000 fr. à peu près en 1884, et ses recettes de 3,000 fr. La Société a actuellement un avoir d'une vingtaine de mille francs. Elle a dix-sept

(1) Voici les états qu'exerçaient ces cent vingt-deux sociétaires : six bijoutiers ; deux parfumeurs ; vingt-trois marchands ; trois bottiers ; un peintre ; trois horlogers ; un tourneur en bois ; six traiteurs ; trois gantiers ; un tourneur en cuivre ; un vannier ; deux coupeurs ; douze employés ; un peintre sur porcelaine ; onze fabricants ; deux papetiers ; huit négociants ; trois cordonniers ; trois relieurs ; un maubrier ; un lampiste ; quatre ébénistes ; un balancier ; deux commissionnaires ; un gainier ; deux doreurs ; deux chapeliers ; un sergent de ville ; un layetier-emballeur ; deux mécaniciens ; un charpentier ; un graveur ; un lithographe ; un graveur sur camées ; un facteur ; un ciseleur ; un ferblantier ; un passementier ; un homme d'affaires ; un gazier ; un dentiste.

(2) C'était le Dr Brossard qui était attaché à la Société en qualité de médecin.

pensionnaires. Elle perçoit sur chaque membre un droit d'admission, fixé de 15 à 40 francs, suivant l'âge, et une cotisation mensuelle de 3 francs.

Les services qu'elle rend à ses Sociétaires peuvent être importants; mais il est permis de regretter qu'elle prive ses membres de l'assistance religieuse qu'elle leur accordait primitivement : une association juive sans religion n'est plus une association juive.

La Société, présidée en 1842 par M. Joseph Picart, fondateur, fut dirigée successivement par MM. D.-B. Chailly (1856); Achille Bernard (1861); Simon Alexandre (1865); A. Moyse (1867); Alfred Lévy (1873); Anatole Reims (1876), et, depuis 1878, par M. Achille Bernard. Elle est enregistrée sous le n° 185 (1).

La Bienfaisante Israélite

Quelques Israélites, unis par des liens d'amitié ou de camaraderie, se rencontraient fréquemment vers 1842, dans une petite boutique de la rue du Mail, tenue par M. David Gouguenheim, surnommé *le petit Moutardier*. Désireux d'associer leur nom à une œuvre sérieuse et durable, ils songèrent à donner à leurs réunions une forme défi-

(1) La Société est gérée en outre par un vice-président; un secrétaire; un caissier; un vérificateur; deux commissaires d'enquête; deux commissaires-censeurs.

nitive. Ils étaient alors une douzaine ; le lendemain ils furent vingt-deux (1) et réunirent un capital de 143 francs. Telle fut l'origine de cette Société qu'il appelèrent la *Bienfaisante Israélite* et qui fut fondée le 26 octobre 1843. Il n'y a pas d'association de ce genre dans la Communauté israélite de Paris qui, avec des commencements aussi humbles, ait atteint un aussi grand développement.

A l'origine ses revenus furent appliqués d'une manière égale aux secours mutuels et à la bienfaisance. Pendant plus de vingt ans, en effet, la moitié de la recette fut distribuée en aumônes et l'autre moitié fut considérée comme largement suffisante pour faire face aux besoins de la mutualité. Dès 1855, la Société attribuait « à cette « heureuse alliance de la prévoyance et de la charité » son accroissement rapide, la faveur dont elle jouissait et « l'heureuse position » qu'elle avait prise dans la Communauté israélite parisienne. Le nombre de ses membres qui, en effet, était à peine de cinquante en 1848, s'était élevé à soixante-et-onze en 1850, à cent onze en 1852, et à cent soixante-huit à la fin de l'année 1854. La recette totale avait alors atteint le chiffre de 30.787 fr. La

(1) Voici les noms des fondateurs de la Société : MM. Constantin David ; Lévy Mayer ; Hugues Lyons ; Mayer Marix ; Léon Halphen ; Maurice Dalsace ; Léon Samuel ; Albert Lévy ; Armand Dorville ; Eugène Dorville ; Neymann Lévy ; Alphonse Golschmidt ; Michel Hayem ; Gustave Wolff ; Mayer Léon ; Alfred Bernard ; Jacob Abraham ; Pierre Lévy ; Théodore Simon, Paul Oppenheim ; Abraham Hayem ; Edouard Mayer.

De ces fondateurs subsistent seuls aujourd'hui MM. Paul Oppenheim, qui fut longtemps trésorier de la Société, et Albert Lévy.

Société avait un capital de réserve de 10.000 francs.

Cependant, en présence du développement que prenait la Société, les revenus consacrés à la prévoyance devinrent insuffisants; des modifications furent apportées aux statuts et approuvées par arrêté ministériel en date du 1^{er} mars 1864. Elles eurent pour objet d'attribuer dorénavant trois quarts des recettes à la mutualité et un quart à la bienfaisance. Mais la Société qui, dès sa création, avait eu toute facilité pour exercer la charité, ne tarda pas à trouver trop étroites les limites qui lui étaient imposées. Elle décida d'introduire, à cet effet, de nouvelles modifications nécessitées, disait-on, par « la situation particulière de la Société qui, fondée sur la base de la bienfaisance plus encore que sur celle de la mutualité, méritait d'être affranchie des liens étroits et nécessaires qui sont imposés aux Sociétés de secours exclusivement mutuels (1) ». C'était là peut-être un argument qui prêtait à la discussion (2). Quoi qu'il en soit, à compter de l'année 1877, les revenus de la Société furent employés de nouveau : moitié pour les besoins de la mutualité, moitié pour les œuvres de bienfaisance et philanthropiques, et à cet effet, attribués à trois Caisses distinctes :

(1) Paroles prononcées par M. Gustave Dalsace à la « Séance d'installation de M. le Président Gustave Dalsace », 19 novembre 1876. Page 23 (Paris Imp. Sylvain Dennerly, 1877).

(2) M. Ab. Créhange disait en 1859 : « Nous ne devons pas oublier que nous sommes avant tout *Société de secours mutuels*, et que, à ce titre, nous devons chercher à élargir le « cercle de nos *Secours mutuels*. » Procès-verbal de l'installation de M. Ab. Créhange, comme Président de la *Bienfaisante israélite*.

Caisse de la mutualité ;

Caisse de secours ;

Caisse des pauvres.

La *Caisse de la Mutualité* indique suffisamment son objet (1).

La *Caisse de secours* appelle plus particulièrement l'attention. Instituée dans le but de venir en aide par des prêts, subventions ou pensions temporaires, à des membres de la Société et à leurs veuves ou orphelins, en dehors des cas prévus par les statuts, elle a rendu de bien signalés services. Nous ne pouvons dire ici en détail les souffrances, les misères, les malheurs même qu'elle a pu éviter ou adoucir, grâce à l'aide rapidement et discrètement donnée; mais ce que nous ne saurions trop faire valoir, c'est le privilège exceptionnel obtenu de l'autorité compétente et qui permet au bureau de la Société de disposer des revenus de cette Caisse sans que ses décisions puissent jamais faire l'objet d'une discussion ou d'une interpellation en assemblée générale. On peut juger du bien qu'a déjà fait et que continuera à faire cette institution qui, sous le couvert de la *Mutualité extraordinaire*, a dépensé, de 1877 à 1886, environ vingt mille francs.

La *Caisse des pauvres*, dont les fonds furent affectés à la distribution de secours en argent ou en nature aux indigents et à des souscriptions en faveur

(1) Le service des médicaments est fait par divers pharmaciens. Trois médecins sont attachés à la Société. Ce sont MM. Lucien Hirtz, Hippolyte Hirtz et Emmanuel Lévy.

L'indemnité de maladie est de trois francs par jour; — l'indemnité de deuil de 21 francs pour les sept jours.

des institutions de bienfaisance ou de toute autre œuvre philanthropique, permit à la Société d'étendre de toutes parts ses bienfaits. Ce n'est pas exagérer les secours alloués aux pauvres, de 1843 à 1864, que de les estimer à une quarantaine de mille francs. Ces secours prirent à compter de cette époque une telle extension que de trois mille francs en 1864, ils s'élevèrent successivement à cinq, six, huit mille francs par an pour dépasser en 1884 le chiffre de 12.000. Pour une période de vingt ans (1864-1884), l'assistance aux indigents atteignit la somme de 83.551 francs.

Les œuvres de la Communauté de Paris profitèrent également dans une large mesure de la prospérité de la Société (1), et c'est dans la même Caisse que la Société puisa les ressources nécessaires pour contribuer à soulager les victimes de calamités publiques. La liste serait longue des œuvres auxquelles la *Bienfaisante Israélite* a associé son nom ; il suffira de signaler parmi les plus importantes : les victimes du choléra (1865) ; les Nègres affranchis (1866) ; les victimes de la guerre (1870-1871) ; les Alsaciens-Lorrains (1872) ; les inondés de Paris et ceux du Midi (1875) ; ceux d'Alsace et de Suisse (1876) ; ceux de la Hongrie (1879) ; les pauvres de Paris (1879) ; les sinistrés du Havre et ceux de la rue de l'Hôtel-de-Ville (1882) ; le monument de l'abbé Grégoire (1882) ; les incendiés de la rue de Charonne (1882) et ceux de la Villette (1883) ; et enfin, en 1884, l'Œuvre de l'allaitement de la

(1) De 1864 à 1884, elles reçurent une somme totale de 21,765 francs.

Seine, l'Orphelinat de la Seine, les incendiés de la cité Joly et les victimes du choléra à Paris.

Trois Présidents se sont succédé dans la Société depuis sa fondation et tous trois ont marqué leur gestion de leur empreinte particulière.

Le premier, Armand Dorville, qui avait été l'un des fondateurs de l'Association, était « animé « d'une charité ardente ; il la communiquait à ceux « qui l'entouraient ; son esprit pratique imprimait « à la marche de l'œuvre une direction sûre ; ses « propositions étaient toutes frappées au coin de « la sagesse, et sa parole, franche et exempte de « passion, éclairait, dirigeait et dominait les discussions les plus difficiles, les plus orageuses (1) ».

C'est sous sa présidence que la Société fut *approuvée* par Ordonnance ministérielle du 21 novembre 1854 (2). Nommé Président par décret im-

(1) Discours prononcé par M. le Grand-Rabbin Isidor lors de l'installation de M. Ab. Créhange comme président de la Société le 6 mars 1859 (page 9).

(2) L'approbation entraînait alors la nomination du Président par le chef de l'Etat, l'obligation d'admettre des membres honoraires et la création d'une caisse de retraite.

L'admission de membres honoraires, dans la *Bienfaisante israélite*, datait de 1849. Ce fut sur la proposition de M. Eugène Dorville et sur le rapport favorable de M. J. Kahn, que l'admission de membres honoraires fut décidée.

Les pensions, qui seraient accordées par la Société, ne peuvent légalement excéder 240 francs.

Le capital des pensions, rendu libre par le décès des pensionnaires, fait retour au fonds de retraite de la Société. — Les fonds sont placés à la Caisse des dépôts et consignations, et les pensions sont servies par la Caisse générale de retraite pour la vieillesse.

périal du 29 novembre (1), il ne devait plus rester longtemps à la tête de cette Société qu'il avait fondée, à laquelle il s'était donné tout entier. Moins de quatre ans après, en effet, le 12 août 1858, Dorville mourut (2), laissant la *Bienfaisante* dans une situation prospère. Elle comptait alors deux cent trente-trois membres (dont cinquante-neuf honoraires) et elle possédait un capital de plus de 16.000 francs (3).

M. Ab. Créhange lui succéda : nommé par décret impérial en date du 30 décembre 1858, et installé le 6 mars 1859, il résolut d'introduire dans la Société « un élément presque inconnu » jusque-là : les ouvriers et les employés. La *Bienfaisante* ne se recrutant que parmi des négociants qui jouissaient d'une certaine aisance et ne profitaient que peu ou point des avantages attachés à la mutualité,

(1) Son installation eut lieu le 28 janvier 1855.

(2) La Société lui a élevé un monument au cimetière Montmartre. Ce monument porte au faite, gravée en lettres noires, la mention suivante : « La Bienfaisante israélite à son Président Armand Dorville » ; et, plus bas, en lettres dorées : « Témoignage de reconnaissance et de regrets. »

(3) En 1854 la Société avait cent soixante-huit membres. En voici le dénombrement en ce qui concerne leurs professions. Il y avait cinquante-cinq négociants ; un chimiste ; quatre papiers ; quinze employés ; deux lapidaires ; trente-cinq fabricants ; neuf tailleurs et confectionneurs ; un tapissier ; deux docteurs en médecine ; trois bijoutiers et horlogers ; un tabletier ; un orientaliste ; quatre rentiers ; trois imprimeurs et compositeurs ; un serrurier ; deux marchands de peaux ; 4 typographes ; un confiseur ; deux avocats ; deux artistes ; un courrier de cabinet ; deux commissionnaires ; un peintre en bâtiment ; un instituteur ; un répétiteur de chant ; un lithographe ; un graveur d'histoire ; deux marchands de chevaux ; un joaillier ; un graveur ; un agent de publicité ; un tanneur ; un courtier en diamants ; cinq changeurs un agent de change.

il disait avec une juste raison qu'elle ne pouvait faire un meilleur emploi de ses ressources qu'en venant en aide « *à des collègues qui ne doivent pas considérer comme une aumône des secours auxquels ils ont droit* (1) ». Son mandat fut renouvelé le 18 janvier 1865. Il le continua jusqu'à la fin de l'année 1875, où il donna sa démission.

La Société comptait alors 418 membres, dont 116 honoraires. Elle possédait un capital de 68.944 francs, et elle avait à son avoir, à la Caisse des Retraites, une somme de 26.700 francs. M. Créhange, on le voit, s'était fidèlement inspiré de l'exemple laissé par M. Dorville. C'est à lui aussi qu'est due l'institution, en 1864, du service funèbre célébré annuellement en l'honneur des sociétaires ou de leurs parents. Il a été nommé Président honoraire en reconnaissance des services rendus.

A compter de cette époque, la Société entra dans une phase de développement et de prospérité qui restera assurément parmi les titres d'honneur de M. Gustave Dalsace, nommé Président en remplacement de M. Créhange et installé le 19 novembre 1876 (2). Composée à cette date, comme nous l'avons dit, d'un peu plus de quatre cents membres, la *Bienfaisante Israélite* compte aujourd'hui douze

(1) « Il y a un principe supérieur à la charité, un principe « dont l'application ne peut éveiller aucune susceptibilité, « blesser aucune fierté, c'est la solidarité, c'est la mutualité. » (*La Lutte contre la misère*, par Hte Maze, député de Seine-et-Oise. Paris 1883. Lib. Léopold Cerf.)

(2) Un décret du 28 octobre 1870 abrogea l'art. 3 du décret du 26 mars 1852 donnant à l'empereur le droit de nommer les Présidents de Sociétés approuvées.

cents adhérents (1); son actif s'élève à cent cinquante mille francs, sans compter le service de ses pensions de retraite dont le capital atteint soixante mille francs. Cette situation donne raison à M. Isidor, Grand-Rabbin de France, qui disait en 1876: « Vous étiez quelques hommes et voilà que vous êtes cinq cents, et mille bientôt. Le germe a levé, grandi, et ce qui avait été si modestement commencé est devenu cette belle et grande Société, si connue et si estimée dans la Communauté (2). ».

Avec quelle émotion, avec quel juste orgueil, les anciens Sociétaires, en jetant un coup d'œil sur les années écoulées, considéreront le chemin par-

(1) En 1883, il y avait 976 membres dont les états se répartissaient ainsi : 51 commissionnaires, 137 fabricants; 299 négociants; 5 courtiers en diamants; 102 banquiers, agents de change et changeurs; 44 tailleurs et confectionneurs; 82 employés; 1 architecte; 113 rentiers; 1 marchand de chiffons en gros; 7 publicistes et hommes de lettres; 6 Grands-Rabbins et Rabbins; 5 tapissiers; 2 ministres officiants; 5 industriels; 3 propriétaires; 1 ciseleur; 6 docteurs en médecine; 1 sculpteur; 6 imprimeurs; 2 experts; 1 relieur; 1 ébéniste; 6 ingénieurs; 1 pharmacien; 3 artistes peintres; 3 étudiants; 1 agent de publicité; 1 receveur de l'enregistrement; 5 avocats; 9 marchands d'antiquités; 3 éditeurs de musique; 1 directeur de compagnie d'assurances; 1 écrivain lithographe; 1 agent de transports maritimes; 1 membre de l'Institut; 1 serrurier; 1 chef armurier dans l'armée; 5 marchands de chevaux; 3 agents de compagnie d'assurance; 4 graveurs; 6 professeurs; 2 marchands d'or; 1 marchand de biens; 2 avoués; 3 dentistes; 1 directeur de l'orphelinat; 2 secrétaires du Consistoire; 1 dessinateur; 8 courtiers de banque; 1 graveur d'histoire; 1 sous-chef au ministère de la marine; 5 libraires; 1 professeur de musique; 1 fournisseur des armées; 1 boucher; 1 artiste; 4 marchands de tableaux; 2 joailliers; 1 mécanicien; 1 teinturier.

(2) Séance d'installation de M. le président Gustave Dalsace. 19 novembre 1876.

couru et se reporteront à l'époque où, liés étroitement, ils se consacraient tout entiers à l'avenir de leur œuvre! (1)

Les Enfants de Jacob et l'Israélite Française

Ces deux Sociétés ont fusionné le 1^{er} août 1885 et, depuis cette époque, sont réunies sous le titre unique de *Société de secours mutuels dite des Enfants de Jacob*.

(1) M. Gustave Dalsace, à qui cette Société doit d'avoir pris un si grand développement fut, en qualité de Président de la Société, nommé en 1883 Chevalier de la Légion d'honneur. Avant cela, MM. Schloss, Vice-Président; Lion, secrétaire; Sommer Trésorier; Gustave Dalsace, Président; et plus tard MM. Créhange, Président honoraire, et H. Picart, Vice-Président, obtinrent des médailles d'honneur du Président de la République. Qu'il nous soit permis d'ajouter à ces noms, le nom de M. J. Kahn, Secrétaire général du Consistoire Israélite, qui pendant plus de vingt années (1846-1869) rendit à la Société de signalés services en qualité de secrétaire. Sa modestie, son dévouement, son incontestable expérience, les services rendus, lui assignent une place au milieu de ceux qui ont été à l'honneur.

M. Isidor, Grand-Rabbin de France, et M. Zadoc Kahn, Grand-Rabbin de Paris, sont présidents d'honneur.

M. Léon Dorville a été nommé vice-président en 1885, en remplacement de M. S. Schloss, décédé, qui occupait ces fonctions depuis 1854.

MM. les rabbins Mayer, Lehmann, Weill, Raphaël Lévy, Haguenau et Israël Lévy sont « membres honoraires du bureau ». M. J. Kahn est secrétaire honoraire. — MM. les Grands-Rabbins Astruc et Wogue sont « membres honoraires libres ».

— Douze délégués complètent le bureau de la Société.

L'Israélite française (1) est la plus ancienne. Son règlement porte qu'elle fut fondée et autorisée le 18 janvier 1847. Or, le 25 février 1846, réunis au nombre de dix chez M. Isaac Mayer, rue Saint-Avoye, n° 38, les membres de cette association déclarèrent « reconstituer ladite Société dissoute le 24 janvier précédent ». Nous n'avons pu savoir ce qui avait motivé cette dissolution. D'après le répertoire des Sociétés au département de la Seine, elle avait été autorisée le 24 mars 1844 et enregistrée sous le n° 199.

Quoi qu'il en soit, le 23 mars 1846 deux membres nouveaux furent admis, et on procéda à l'élection du bureau : on choisit un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et quatre conseillers ; quatre membres composèrent l'assemblée. « La mise de fonds social » fut fixée, pour chacun, à dix francs. Le service des corvées fut obligatoire pour tous. On y put, toutefois, suppléer par un abonnement annuel qui subsista jusqu'en 1856, où les corvées furent supprimées.

Cette Société progressa rapidement et atteignit en 1861 son point culminant de prospérité. Le nombre des membres, à cette époque, était de soixante et onze et elle avait un avoir de trois mille francs. Mais, à compter de cette année, elle déclina non moins vite. En 1879, elle entamait son capital et, pour attirer de nouveaux membres, elle se décidait à les admettre sans qu'ils payassent de droit d'entrée. Ces facilités mêmes n'eurent

(1) Les *Annuaire*s israélites la mentionnaient sous le nom erroné de : *les Israélites français*.

aucun succès. En 1881, l'*Israélite française* n'avait plus que vingt-trois membres, et elle ne possédait qu'une somme de 1,300 francs. Apparut alors le projet de fusion, qui fut accepté par la Société des *Enfants de Jacob* le 11 août 1881; et le 31 août, à l'unanimité, l'*Israélite française* prononçait sa dissolution (1).

Elle avait, durant son existence, créé une caisse de retraites, une caisse de secours, et exempté de toutes « corvées » et cotisations ses participants septuagénaires. Elle exerça très libéralement aussi la bienfaisance (2). Enfin, ce fut sur son initiative qu'en 1859 fut fondée par toutes les Sociétés une *Caisse centrale* (3) pour venir en aide à ceux qui, faisant partie d'une Société, ne pouvaient plus participer aux secours accordés par elle.

M. Mayer (Isaac) présida la Société de 1846 à 1854. Après lui viennent MM. Raphaël Kauffmann (1854-1866); Elie Bloch (1866-1868); Alexandre Bloch (1868-1881), auquel la Société, lors de sa dissolution, offrit une médaille d'or, pour laisser une trace de la « longue, laborieuse et honnête carrière » qu'elle avait parcourue.

(1) La Société avait tenu 328 séances depuis sa fondation.

(2) Parmi les souscriptions auxquelles elle contribua, il faut citer celles en faveur des inondés de la Loire (1846); des blessés de février (1848); des victimes de l'incendie de la rue Beaubourg (1853); des blessés de la guerre d'Italie (1859); des victimes des massacres de la Syrie (1861); des ouvriers cotonniers de la Seine-Inférieure (1863); des blessés de la guerre franco-allemande (1870); des inondés du Midi (1875); des victimes de la catastrophe de St-Etienne (1876), etc.

(3) Voir p.

Ce fut donc la Société dite des *Enfants de Jacob* qui reçut les membres de l'*Israélite française*. Le procès-verbal de fusion, en date du 1^{er} août 1881, porte « qu'ils jouiront immédiatement des mêmes droits que les membres de la Société des Enfants de Jacob », en se conformant strictement aux statuts de cette Société.

L'Association dite des *Enfants de Jacob* a été fondée en 1851 et autorisée le 7 décembre de la même année. Elle fut modifiée et réorganisée successivement en 1853, 1863 et 1881.

Il résulte des règlements de la Société qu'elle a pour but principal, en prélevant un droit d'admission (10, 20 ou 30 francs de 21 à 50 ans) et une cotisation mensuelle de 2 fr. 25 sur chaque sociétaire, de donner à celui qui tombe malade un secours de 2 fr. 50 par jour pendant trois mois, de la moitié si la maladie se prolonge pendant le trimestre suivant, et, si elle continue au-delà, d'accorder une pension proportionnée aux ressources de l'Association. Enfin, elle ne pourvoit pas aux frais funéraires, mais elle accorde à la veuve ou aux enfants du sociétaire décédé, une somme de cent francs sur la caisse. Lorsqu'un membre atteint l'âge de soixante-dix ans, il est exempt de cotisations et de corvées.

Tel est, brièvement exposé, l'objet de la Société : *Les Enfants de Jacob* qui, composée à son origine de trente-quatre membres, compte actuellement cent un titulaires (1). Elle n'a pas de membres

(1) Elle avait 86 membres en 1862. Voici la profession qu'ils exerçaient : 2 pédicures ; 14 employés ; 1 ouvrier ; 34 marchands ; 1 peintre ; 1 rentier ; 5 ébénistes ; 2 fabricants ; 1 op-

honoraires. Son avoir est de 5,000 francs environ.

Cette Association a été présidée par MM. Colman Joel Nathan (1851); Oulif (1854); David Willer (1856); Colman Joel Nathan (1859); et Léon Leder depuis 1865 (1).

Les Enfants d'Élie

Bien que connue sous ce nom, cette Association porte, en réalité, le titre de *Société de secours mutuels dite d'Élie*. Fondée en 1848 (2), elle a été autorisée par le Préfet de police le 17 novembre et enregistrée sous le n° 244. Elle comptait alors 49 membres.

Outre les assemblées de prières qui se tenaient dans le local de la Société, rue des Ecouffes, 29 (3), — mais qui n'existent plus — elle avait pour but :

ticien; 2 ferblantiers; 1 ciseleur; 1 mécanicien; 1 serrurier; 1 artiste; 1 sergent de ville; 2 tailleurs; 1 vernisseur; 2 merciers; 2 cordonniers; 1 teinturier; 1 sellier; 1 marchand de meubles; 1 physicien; 3 négociants; 1 relieur; 1 confectionneur; 1 tonnelier; 1 artificier. — Il y avait 131 membres en 1866.

(1) Le bureau de la Société compte MM. A. Reblaud comme vice-président, et Jules Heymann comme trésorier. Cinq assesseurs complètent le bureau.

(2) Le règlement porte qu'elle a été fondée et autorisée en 1849. C'est une erreur.

(3) L'oratoire resta dans ce local jusqu'en 1861, époque à laquelle il fut transféré rue de la Verrerie, 20; il fut ensuite (1865) rue des Blancs-Manteaux, 35.

1° De donner les soins du médecin et les médicaments aux sociétaires malades ; 2° de leur payer une indemnité pendant le temps de leur maladie ; 3° de pourvoir aux frais de leurs funérailles ; 4° d'assurer une indemnité à la veuve ou aux orphelins mineurs ; et 5° de leur donner des gardes en cas de maladie grave, des veilleurs après le décès.

Les statuts, modifiés en 1857, 1866 et 1883, ont maintenu les principes émis par la Société à son origine : avec l'indemnité de maladie (1), l'indemnité pour les sept jours de deuil (2), le denier alloué à la veuve (3), la Société assure à ses membres « un enterrement convenable » (4) et elle prend à sa charge tous les frais qui y sont relatifs.

En 1881, elle créa une caisse de secours destinée à venir en aide à ses sociétaires nécessiteux. Cette caisse est alimentée par les dons, le produit des quêtes et des amendes, et par une somme votée annuellement en Assemblée générale. Seuls les membres appartenant à la Société depuis cinq ans au moins peuvent y avoir recours ; et seules peuvent être mises en délibération les demandes

(1) Elle était autrefois de 2 fr. par jour pendant trois mois, et d'un franc pendant les six mois suivants. Elle est aujourd'hui de 2 fr. 50 pendant le premier trimestre, et de 1 fr. 50 pendant le second.

(2) L'indemnité de deuil était de 2 francs. Elle a été augmentée en 1883 de cinquante centimes par jour.

(3) Il était de cent francs et chaque membre était imposé d'un droit supplémentaire d'un franc. Depuis 1883, cette somme est prise sur le fonds de la caisse.

(4) Le convoi est de septième classe, « sans tenture ».

émanant de ceux qui se trouveraient dans l'impossibilité de payer leurs cotisations ou qui solliciteraient un secours.

Le droit d'admission est fixé de 5 à 30 francs, suivant l'âge; la cotisation mensuelle, de 2 fr. 50 pour les membres participants, est de 2 francs pour les membres honoraires. Tout sociétaire, âgé de 70 ans et faisant partie de la Société depuis 25 ans au moins, est exempté de toutes cotisations. Il y a actuellement quatre-vingt-neuf membres titulaires et quatre honoraires (1). La Société a un avoir de 9,917 francs (2).

Elle a été présidée successivement depuis sa fondation par MM. Simon Lévy (1848); Marx Lévy (1853); Benjamin Maurice (1856); Benoît Lévy (1858); Benjamin Maurice (1861); Kaufmann Blum (1864); Samuel Lévy (1870); Mayer Cahn (1872); Kaufmann Blum (1876); et E. Rosenbaum (1878), encore en fonctions (3).

(1) Il y avait 60 membres en 1851 et 83 en 1866. Les états de ces derniers se répartissaient ainsi : 1 marchand de chevaux; 13 fabricants (de pipes, jouets, porte-monnaie, casquettes, filets, fleurs, etc.); 1 agent d'affaires; 23 négociants; 26 marchands; 1 dentiste; 3 rentiers; 3 employés; 1 fondeur; 1 cocher; 1 vernisseur; 1 tailleur; 1 graveur; 1 cordonnier; 1 fruitier; 1 bioutier; 1 marchand de draperie; 1 opticien; 1 pâtissier; 1 directeur d'assurances.

(2) La Société souscrit à plusieurs œuvres charitables de la Communauté.

(3) Le bureau est composé, en outre, de MM. S. Marx, vice-président; M. Hirsch, secrétaire; Chamansky, trésorier, et de sept membres

Les Disciples de Moïse

Cette Association était connue autrefois sous le nom de *Société de Jérusalem*. Elle figurait sous ce titre sur le répertoire de la Préfecture. Elle aurait été fondée le 20 avril 1850 et enregistrée sous le n° 275. Un fait certain, c'est qu'en 1852-1853 elle est portée dans un calendrier israélite (1) sur la liste des Sociétés de secours mutuels de la Communauté. Elle était alors présidée par M. Rothschild, demeurant 64, rue Saint-Louis, au Marais. Elle avait un oratoire, rue Pavée, au Marais, n° 12 (2). En 1852, elle se composait de trente membres, et de cent seize en 1862. Elle fut volontairement dissoute en 1865.

Le 24 mai de la même année, la majorité des membres de l'ancienne Société se mirent en instance pour obtenir de se reconstituer sous le nouveau titre de *Les Disciples de Moïse* et ils y furent autorisés par arrêté préfectoral en date du 5 septembre. Il y avait alors cinquante sociétaires.

La Société ne se compose que de membres actifs, tous ouvriers ou employés. Elle a uniquement pour but de donner des secours à ses membres en cas de maladie et de deuil. L'indemnité de maladie

(1) *Annuaire pour l'an du monde* 5613 (1852-1853), à l'usage des Israélites, par A. Ben Baruch Créhange (Paris, à la librairie israélite, rue N.-D.-de-Nazareth, 9).

(2) Il y resta établi jusqu'en 1873.

est de 3 francs par jour pendant trois mois et de la moitié pendant le trimestre suivant. Si la maladie se prolonge au delà, la question de secours fait l'objet d'un vote spécial du bureau.

La veuve ou les enfants mineurs d'un sociétaire reçoivent à son décès une somme de 100 francs moyennant une contribution exceptionnelle prélevée sur les membres. La Société assure en outre, de ses deniers, les frais funéraires et une case dans un des caveaux de la Société *Le Repos Eternel*. Elle contribue par ses souscriptions à diverses œuvres de charité.

La Société compte cent quinze membres. Elle a un avoir de 2,500 francs (1).

Elle a été présidée depuis 1865 par MM. Ab. Haas, Léon Lévy (1867), Gerson Marx, Aaron Meyer et Anselme Weill, qui a été placé à la tête de la Société en 1884 (2).

Les Enfants de Japhet

Parmi les associations de secours mutuels israélites de Paris, la Société dite des *Enfants de Japhet* occupe une des premières places. S'il en est qui sont plus nombreuses, ou plus riches, ou

(1) La cotisation est de 2 fr. 25 par mois, et le droit d'admission de 10, 20 ou 30 fr., suivant l'âge, de 20 à 45 ans. Les candidats font une année de noviciat.

(2) Le bureau de la Société est composé d'un vice-président, M. Ries; d'un trésorier, M. Heymann, et de six membres.

qui offrent à de certains points de vue des avantages supérieurs, il n'y en a point qui pratique mieux, ni plus largement, la bienfaisance mutuelle, d'après les principes religieux et fraternels qui régissaient les anciennes confréries. Cependant, cette Société n'a, sauf la tradition, rien qui la rattache au passé, car elle est de fondation relativement récente ; mais les droits qu'elle accorde à ses sociétaires, les bénéfices étendus dont ils jouissent, les œuvres qu'elle a créées, ont fait d'elle une association réellement juive et dont l'existence ne peut être comparée qu'à celle des anciennes *Hebroth*.

Créée en 1851 (1) dans le but de réunir la jeunesse israélite en une association qui puisse secourir efficacement ses membres dans toutes les circonstances malheureuses de la vie, elle mettait à exécution une idée absolument nouvelle. Les prédictions malheureuses ne lui manquèrent pas ; mais elle se mit à l'œuvre, convaincue de l'utilité que pouvait avoir une semblable institution pour ses jeunes coreligionnaires « dont un grand nombre viennent de leur province à Paris pour y gagner le pain de chaque jour et auxquels une maladie de huit jours peut enlever les quelques économies qu'ils ont pu faire ».

C'est dans une petite chambre, habitée par un de ses amis, que M. Franck réunit quelques jeunes gens avec lesquels il organisa la Société des Enfants de Japhet. Fondée uniquement d'abord

(1) Elle fut autorisée le 30 avril de la même année et enregistrée sous le n° 297.

dans le but d'entourer de sympathies et de consolations celui que le malheur frappait, elle résolut bientôt d'ajouter au soulagement moral l'assistance pécuniaire. En 1852, en effet, en présence du développement qu'elle avait pris soudain, la Société prit pour base de son œuvre la mutualité et la bienfaisance et, pour y pourvoir, elle fixa un droit d'admission et une cotisation mensuelle (1). Les amendes devaient fournir un supplément de ressources (2). On accorda alors des secours de maladie, de convalescence et de deuil, l'assistance religieuse, les frais d'inhumation et une concession temporaire de cinq ans. La voie que suivait cette Société était bonne, puisque, constituée avec sept membres, elle en comptait cent neuf, un an après — en 1852 (3), époque à laquelle on admit les membres honoraires.

(1) A l'origine, le droit d'admission était fixé à 10 francs jusqu'à concurrence des 100 premiers sociétaires; 15 fr. jusqu'à 200; 25 jusqu'à 300. — En 1858, il fut uniformément fixé à 30 francs. — Il est maintenant de 15, 30 et 40 francs, suivant l'âge, de 21 à 35 ans. — La Société n'admet pas de membre au-dessus de 35 ans.

La cotisation mensuelle, fixée d'abord à 1 fr. 50, est maintenant de 2 francs. — Elle était de 6 francs par an pour les membres honoraires; elle est de 12 fr. depuis 1859.

(2) Les amendes sont complètement supprimées aujourd'hui.

(3) Voici comment se répartissaient les professions exercées par ces 109 membres; il y avait : 38 employés; 4 dessinateurs; 9 négociants; 7 fabricants; 14 marchands; 3 gantiers; 1 confectioneer; 2 libraires; 3 horlogers et bijoutiers; 1 clerc de notaire; 1 graveur sur camées; 1 professeur d'anglais; 2 peintres sur porcelaine; 4 traiteurs; 1 tourneur en cuivre; 1 relieur; 1 compositeur; 1 boucher; 1 ciseleur; 1 tabletier; 1 bottier; 1 tapissier; 1 facteur; 1 élève en pharmacie; 1 tourneur; 1 fabricant de produits chimiques; 1 agent de remplacement; 1 mécanicien; 1 éventailiste; 1 parfumeur; 1 graveur; 1 ébéniste; 1 lithographe.

Bientôt le nombre toujours progressif de ses sociétaires et ses ressources croissantes lui permirent d'élargir le cercle de ses bienfaits autant pour la bienfaisance que pour la mutualité. Si, en effet, d'autres Associations citent avec orgueil les économies réalisées chaque année, elle est de celles qui considèrent comme un devoir d'augmenter sans cesse ses obligations envers ses sociétaires ; pour elle le chiffre de ses dépenses est le meilleur indice du bien qu'elle fait. Grâce à de tels procédés, elle put dès 1859 se charger de tous les frais d'enterrement pour ses sociétaires décédés (1), et assurer en outre à chacun d'eux et à leurs femmes une concession perpétuelle en leur nom. Dix ans après le premier décès, le terrain payé par la Société devient la propriété de la famille qui peut en disposer à son gré. C'est cette Société qui, la première, accorda cet avantage à ses membres participants.

En 1873 (2) la Société ajouta encore à son œuvre en créant une caisse destinée à servir une pension

(1) Les frais d'inhumation comprenaient, en 1852 : le droit municipal, la voiture de 7^e classe, la pierre funéraire et une concession temporaire ; ils comprennent aujourd'hui : le droit municipal et le droit consistorial, la voiture, la construction d'un caveau pour deux places et l'achat d'une concession à perpétuité.

(2) Après la guerre franco-allemande, la Société voulut exclure les Allemands. L'affaire vint devant les tribunaux. La Société fut condamnée, le 31 décembre 1874, à restituer à chacun des demandeurs la somme de 30 fr. payée comme entrée dans la Société « dont ils ont été arbitrairement exclus », plus la moitié des versements effectués pour cotisations. — A la suite de cette affaire, la Société décida que nul, dorénavant, ne serait admis s'il n'était Français.

annuelle et viagère à tout sociétaire ayant soixante ans révolus et trente années d'inscription sans interruption sur ses contrôles, ou encore à celui qui, après trente années de sociétariat, serait par suite d'infirmités dans l'impossibilité de travailler. Le maximum de la pension ne peut dépasser 600 fr. Cette caisse qui a commencé à fonctionner en 1882 sert aujourd'hui diverses pensions s'élevant à plus de 1,600 francs (1).

Si la place ne nous était mesurée, nous pourrions suivre les développements successifs de la Société dite des *Enfants de Japhet*, et insister, en les détaillant, sur les avantages qu'elle accorde et le bien qu'elle fait. Quand on songe que, pour la première année de sa fondation, ses recettes se sont élevées à 1,300 francs et ses dépenses à 300 (2), tandis qu'en 1885 ses dépenses se sont élevées à plus de *trente-sept mille francs* (3), on peut mesurer le chemin qu'elle a parcouru, apprécier la faveur justifiée dont elle jouit, et les services incontestables qu'elle rend. Mais on jugera mieux encore de quelle utilité peut être dans la Commune de Paris une telle Association si l'on considère que, depuis la fondation, elle a dépensé :

(1) Le service des pensions est effectué avec les intérêts des fonds placés jusqu'à épuisement des revenus.

(2) Pour la mutualité, 192 fr. 70 et pour la bienfaisance, 130 fr. 10.

(3) Cette somme comprend : 2,256 journées de maladie; près de 4,000 francs de médicaments; 18,000 francs environ pour le service des inhumations, et 2,006 francs pour œuvres de bienfaisance, etc., etc.

(1) Pour 35,754 journées de maladie. Fr.	66.629
(2) Pour frais de médicaments.....	73.724
(3) Pour convois et inhumations.....	152.979
Pour prières chez les sociétaires en deuil.	58.168
Pour secours en dehors de la Société....	57.436
	<hr/>
Ensemble.....	408.936

« Les économies bien faites sont d'une bonne organisation, disait M. Franck en 1879; mais il faut que notre institution sorte des vieilles habitudes qui existent encore aujourd'hui dans de certaines Sociétés, et qui consistent le plus souvent à faire des économies sur les malades, les maladies ou leur durée... » Elle ne néglige rien, en résumé, de ce qui peut aider au soulagement de ses sociétaires, et elle continue même son appui au delà de la tombe puisqu'elle soutient avec les recettes de la Caisse de bienfaisance les veuves et les orphelins de ses membres participants.

Malgré ces généreuses tendances, l'avoir de la Société s'accrut progressivement : de plus de

(1) L'indemnité de maladie est de 2 francs par jour pendant le premier trimestre, et de un franc pendant les six mois suivants.

(2) Le service des médicaments est fait par huit pharmaciens.—La Société a actuellement deux médecins, MM. d'Echerac et Hirtz. Elle eut le D^r Brossard jusqu'à sa mort Elle lui a élevé un monument en reconnaissance des services rendus.

(3) Les frais de convois et d'inhumation sont répartis entre les sociétaires. Mais en raison de la somme considérable que ce chapitre avait atteint pour l'année 1884 et du supplément de cotisations dont il aurait fallu imposer les sociétaires, la Société a décidé de faire solder ce compte par le capital de l'Association.

Elle accorde une somme de 150 francs à la veuve ou aux orphelins d'un sociétaire décédé.

20,000 fr. en 1860, il dépassait 30,000 en 1865; il était d'environ 47,000 fr. en 1871; de plus de 61,000 en 1876 et de 72,000 environ en 1880. Il s'élève aujourd'hui à environ 90,000 fr. La Société compte huit cent soixante-six membres : sept cent cinquante-huit actifs et cent huit honoraires.

De tels résultats sont significatifs. Leur simple énonciation fait l'éloge et des sentiments fraternels de la Société qui y contribue et de celui qui, fondateur de la Société et inspirateur du but qu'elle devait poursuivre, l'a présidée depuis sa création. L'Association dite *Les Enfants de Japhet* ne pouvait mieux reconnaître d'aussi signalés services qu'en maintenant M. Franck à sa tête pendant trente-cinq ans sans interruption (1).

La Prévoyance israélite dite La Terre Promise.

Cette Société a un but spécial, basé sur la mutualité, mais qui consiste uniquement à garantir à ses membres une concession à perpétuité dans l'un des cimetières israélites de Paris (2).

(1) En 1874, la Société, en reconnaissance du dévouement qu'il a apporté dans l'exercice de ses fonctions, lui a offert un bronze d'art portant l'inscription suivante: *La Société des Enfants de Japhet à Moïse Franck, président-fondateur en 1851. 23^e année de réélection, 1874.*

(2) L'idée de cette fondation appartient, paraît-il, à M. G. Edinger, président de la *Société des Enfants de Sion* qui, pour l'exécution, s'entoura du concours de plusieurs de ses coreligion-

Fondée le 1^{er} septembre 1854, autorisée au mois d'octobre de la même année, elle fut constituée avec quarante-six membres. Elle n'avait alors aucun capital. Pour atteindre le but qu'elle poursuivait et réunir les ressources nécessaires, elle établit un droit d'admission fixé uniformément à 10 francs et une cotisation mensuelle qui variait suivant l'âge des sociétaires. Mais l'expérience démontra rapidement l'insuffisance d'une cotisation fixe et, dès 1855, quatre décès ayant absorbé les ressources et placé la Société dans une situation précaire, il fut décidé que les sociétaires verseraient une contribution supplémentaire de 2 francs chaque fois qu'il se produirait un décès. Cette mesure n'étant pas encore satisfaisante, on inaugura, le 10 janvier 1857, le système en usage encore aujourd'hui, et qui consiste à répartir également entre tous les membres les frais résultant du décès de l'un d'eux. Toute cotisation régulière fut ainsi supprimée, et le concours des membres honoraires (1859) vint alléger les charges des membres participants (1).

La Terre promise eut donc pour objet, à cette époque, d'assurer, moyennant cette répartition :

1° Une concession à perpétuité qui devait servir pour le sociétaire et sa femme ;

2° Les frais d'enterrement, comprenant : la voi-

naires, tels que : MM. Franck, président de la Société dite le *Enfants de Japhet*, Itamar Cohen, Lion Lévy, qui fut président du *Mont-Sinaï*, Moïse Léon, Maurice Polack, qui présida les *Amis de l'Humanité*, et Rothschild, ferblantier.

(1) Il y en avait 18 en 1860, 120 en 1861. Il y en a 110 actuellement.

ture de 7^e classe, le droit municipal, le droit consistorial, la construction et la pierre tumulaire.

Nous ne croyons pas utile d'entrer dans les détails un peu arides des modifications qui furent successivement introduites dans les statuts relativement aux conditions d'admission, et qui avaient naturellement pour objet le développement de la Société et l'intérêt des sociétaires.

Il suffira de savoir que *La Terre promise*, fondée uniquement à l'origine dans le but d'assurer à un sociétaire une sépulture perpétuelle, admit successivement les vieillards sans famille (1856), les enfants (1857), les Sociétés de secours mutuels (1859), les enfants depuis l'âge de trente et un jours (1860), et accorda (1873) des places *supplémentaires* dans les caveaux, à condition que ces places soient demandées par la famille pour un de ses membres et que le prix en soit immédiatement payé.

En 1867, on avait proposé de créer une nouvelle section de grands caveaux à prix réduits (1); mais la proposition fut repoussée, « l'expérience ayant démontré que les chiffres demandés aux ayants droit resteraient au-dessous du prix réel de chaque place (2). »

(1) Voir à ce sujet la Société le Repos éternel.

(2) Les sociétaires sont divisés en trois sections, suivant l'âge :
Première section. — De 20 à 25 ans. Le droit d'admission est de 15 francs. Pour les mineurs jusqu'à 18 ans, ce droit est de 5 francs, quel que soit le nombre des enfants d'une même famille inscrits à la fois. — Les mineurs, jusqu'à l'âge de 7 ans, sont inhumés en un caveau particulier et perpétuel en leur nom. La Société accorde le terrain perpétuel et la pierre tumulaire. Les frais accessoires restent à la charge de la famille.

Le nombre des décès, depuis la fondation jusqu'au 31 décembre 1880, s'est élevé à 870, et le nombre des terrains acquis à 504. L'acquisition du terrain et la construction de ces caveaux ont seuls coûté à la Société plus de cinq cent mille francs.

Ce chiffre prouve éloquemment l'utilité de cette œuvre qui, comme l'a dit excellemment M. Ad. Franck, de l'Institut, dans sa lettre

Deuxième section. — Au-dessus de 20 ans, le droit d'admission de 15 francs comprend le mari et la femme. Les sociétaires sont assujettis à un droit de répartition à part égale des frais résultant du décès d'un membre de la Société. Le droit de répartition est unique pour le mari et la femme.

Troisième section. — La Société admet au-dessus de 50 ans et sans limites tous les israélites ayant un fils ou une fille majeure faisant partie de la Société : de 50 à 60 ans (pour le mari et la femme ou l'un d'eux seulement) le droit d'admission est fixé à 50 francs; à 60 ans et au-dessus 100 francs. Ces sociétaires sont assujettis à la répartition.

Cette répartition varie naturellement suivant le nombre des décès, et est d'autant moindre que le nombre des membres est plus grand.

Voici les sommes que les membres eurent annuellement à payer à compter de 1860 :

1860...	12.50	1868..	16.70	1876..	18.35
1861...	8.50	1869..	19.95	1877..	15.80
1862...	9.95	1870..	27.55	1878..	19.80
1863...	17.10	1871..	31.65	1879..	21.15
1864...	19.70	1872..	25.50	1880..	18.35
1865...	20.55	1873..	18.90	1881..	21.30
1866...	20. »	1874..	16.25	1882..	13.75
1867...	13.90	1875..	17. »	1883..	14.65
				1884..	17.55

La Société avait, à sa fondation, 46 membres; en 1859, 630 et 509 femmes; en 1860, 120 honoraires, 579 actifs, 114 mineurs, 12 sociétaires non cotisables et 606 dames; en 1867, 160 membres honoraires; 955 actifs; 488 mineurs et 780 femmes sociétaires. En 1873, 846 sociétaires actifs. En 1880, 2326 membres; en 1884, 2337 (110 honoraires; 840 hommes; 777 femmes; 610 mineurs); au 31 décembre 1885, on compte 2264 membres.

d'adhésion à la Société, « consacre ce respect inviolable de la tombe et cette égalité devant la mort qui, dans tous les temps, ont constitué un des plus louables et des plus énergiques éléments de la foi de nos pères. »

M. Jules Lion qui, après MM. Itamar Cohen (1854) et M. Franck (1855) fut appelé à la tête de la Société qu'il présidait depuis 1857, s'y est dévoué avec un zèle auquel on rend généralement hommage. Il a obtenu pour elle l'approbation du gouvernement en 1864, et il a reçu en 1873 une médaille d'or. Grâce à son action, la Société est arrivée aujourd'hui à un degré de développement (1) qui en assure la stabilité et dont il pouvait justement être fier (2). M. Prosper Lunel a été appelé à lui succéder (3).

Les Israélites Polonais

Ou plus exactement *Société des Israélites polonais de la loi rabbinique*. Elle fut fondée en octobre 1856, autorisée le 17 décembre de la même année et enregistrée sous le n° 382. Elle comptait quarante membres à sa fondation.

Elle a pour objet d'accorder, moyennant un

(1) La Société a un avoir de 46,000 francs environ.

(2) Il est mort, le 2 avril 1886, laissant d'unanimes regrets.

(3) Assemblée générale du 9 mai 1886. — M. Millaud a été nommé vice-président; M. de Castro, trésorier, et M. Prosper Coehn, secrétaire.

droit d'admission et une cotisation mensuelle (1), des secours à ses membres plus spécialement choisis, comme son titre l'indique, parmi les Israélites d'origine polonaise. En cas de maladie, le sociétaire a droit à deux francs par jour pendant trois mois et un franc pendant le trimestre suivant. En cas de non guérison, le malade reçoit alors une pension. Le chiffre des pensions est subordonné à l'état des ressources de la Société

Jusqu'en 1873, elle accordait un secours de cent francs à la veuve ou aux orphelins d'un sociétaire. A compter de cette époque, et en remplacement de ce secours, la Société assure la sépulture à ses membres; elle fait l'acquisition d'une case dans un caveau de la Société dite *Le Repos éternel*.

La somme que cet achat représente est prélevée au moyen d'une cotisation d'un franc par sociétaire. La Société fournit le complément, s'il est besoin.

Enfin, tout sociétaire ayant fait partie de l'Association pendant vingt-cinq ans est exempt de cotisations.

La Société a actuellement soixante-deux membres.

Elle a été successivement présidée par MM. Fabien Stern (1856); Cerf Mayer (1857); Rossmann (1858); Moïse Mayer (1861); Léon Novachelski (1869); Philippe Gribinski (1874); Moïse Borowski

(1) La cotisation est de 1 fr. 50 par mois et le droit d'admission est fixé à 10, 20 ou 30 francs, suivant l'âge, de 21 à 50 ans.

(1875); Léon Novachelski (1879); Salomon Béron (1882); et, de nouveau, Léon Novachelski (1885).

La Société a un Oratoire situé rue Saint-Paul, n° 5, depuis 1875 (1).

Les Enfants de Sem

Fondée en 1858 et autorisée le 9 avril de la même année sous le n° 397, cette Société a pour but (2) :

1° D'accorder les secours du médecin et les médicaments aux sociétaires malades;

2° De leur donner une indemnité pendant la durée de leur maladie. Ces secours peuvent être continués pendant un an si les ressources de la Société le permettent;

3° D'accorder également l'assistance religieuse et pécuniaire en cas de deuil — et à la condition que le sociétaire observe rigoureusement la semaine de « réclusion »;

4° D'allouer des secours spéciaux à ses sociétaires âgés ou infirmes. Tout sociétaire ayant soixante-quinze ans d'âge et vingt-cinq années de sociétariat a droit — mais seulement si la situation pécuniaire de la Société l'autorise — à une pension

(1) En 1861, il était établi 4, rue des Rosiers; de 1865 à 1875, il fut passage Sainte-Croix, n° 1.

(2) La cotisation mensuelle est de 2 francs et le droit d'admission de 12, 15, 20, 25, 30 et 40 francs, suivant l'âge, de 20 à 50 ans.

viagère dont le maximum est fixé à 180 francs par an ;

5° De donner à la veuve ou aux enfants mineurs du sociétaire décédé une indemnité de 100 francs et de subvenir aux frais de convoi et d'inhumation moyennant une cotisation supplémentaire d'un franc prélevée sur chaque membre.

La Société, qui fut fondée avec quinze membres, en compte aujourd'hui quarante-trois. Elle en avait trente-neuf en 1862 et cinquante-sept en 1866 (1). Cette époque paraît avoir été la plus brillante de son existence. En effet, son avoir, peu considérable, n'atteint pas 2,000 francs. Elle n'a pas de membres honoraires, bien que le règlement en prévoie l'admission.

Elle a compté cinq présidents depuis sa fondation : MM. Constant Cahn (1858) ; Jacques Mayer (1866) ; Isaac Lévy (1870) ; Mayer fils (1873), et Léon Mayer (1879). Le bureau est composé d'un vice-président, d'un trésorier et de quatre délégués (2).

Les règlements ont été modifiés en 1865, 1874 (3) et 1882.

La Société a un Oratoire situé rue Saint-Louis-en-l'Île, 44 (4).

(1) Voici comment se répartissaient les états de ces 67 membres : 33 marchands ; 3 négociants ; 8 employés ; 1 cordonnier ; 1 photographe ; 1 dentiste ; 4 pédicures ; 1 opticien ; 3 rentiers ; 1 restaurateur ; 1 boucher.

(2) Ce sont : MM. Rosenwald, vice-président ; S. Harscher, trésorier ; Isaac Blum, Marcus Blum, Lehmann Binder et Simon Stern, délégués.

(3) Le règlement de 1874 portait cette clause curieuse : « l'un des deux vice-présidents doit savoir lire et écrire. »

(4) Il y était établi déjà en 1861.

La Vérité Israélite

Cette Société a été fondée le 17 février 1862 et constituée par autorisation ministérielle le 6 mai de la même année. Elle a été enregistrée sous le n° 445. Elle avait, à son origine, quarante-deux membres (1) et soixante-deux en 1875. Elle en a actuellement cent trente-huit, dont un honoraire.

Le but de *La Vérité israélite* est de soulager les pauvres et de procurer particulièrement à ses membres des secours en cas de maladie (2), de vieillesse ou d'infirmités, — l'assistance religieuse et un concours pécuniaire en cas de deuil. Elle s'engageait primitivement à faire poser, dans les trois mois qui suivaient le décès de l'un de ses membres, une pierre mortuaire et son entourage; cette disposition statutaire a été abrogée par la suite. La veuve d'un sociétaire ou ses enfants mineurs ont droit à une indemnité de 50 francs, plus un franc par sociétaire; enfin, lorsqu'un membre a atteint soixante-dix ans, il est exempté de la cotisation mensuelle et des « corvées ».

Tout candidat fait une année de noviciat pendant laquelle il n'a droit ni aux secours pécu-

(1) Les professions qu'ils exerçaient se répartissaient ainsi : 1 pâtissier; 3 bijoutiers; 7 négociants; 12 marchands; 1 crémier; 5 fabricants; 1 confectionneur; 5 employés; 2 lampistes; 1 dessinateur; 1 instituteur; 1 marchand de biens; 1 cordonnier; 1 sacrificateur.

(2) L'indemnité de maladie est de 2 francs par jour pendant six mois.

niaires, ni aux médicaments. Il jouit seulement des droits religieux, de garde-malade et de médecin.

Les recettes de la Société s'élèvent à environ 4,000 francs (1) par an et ses dépenses à plus de 3,000. Dans ces dépenses sont compris les dons faits à des œuvres charitables, et particulièrement à l'Hôpital israélite, à la Société *Le Repos éternel*, à la Maison de retraite des vieillards et à des œuvres étrangères.

L'avoir de la Société était, au 31 décembre 1884, d'environ 13,000 francs.

La Vérité a été présidée à sa création par M. Léon Becker, et depuis par MM. L. Haarscher (1863) et Salomon Lévy (1875), qui la dirige encore (2).

Le Lien d'Israël

La Société de secours mutuels et de bienfaisance du Lien d'Israël se compose exclusivement de jeunes gens israélites. Elle a fixé le nombre de ses membres à deux cents. Organisée par treize membres fondateurs, elle compte actuellement trente-

(1) La cotisation mensuelle est de 2 francs par mois, et le droit d'admission de 10, 20 ou 30 francs, suivant l'âge, de 21 à 50 ans.

(2) Le bureau est composé d'un vice-président, M. V. Houry; d'un trésorier, M. B. Lévy; d'un secrétaire, M. Louis Weyli et de six membres.

La Société avait, en 1865, un oratoire situé rue du Plâtre-St-Avoie, n° 5. Il n'existe plus depuis 1870.

six sociétaires. Elle n'admet pas de membres honoraires. Constituée en 1862, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 août de la même année, sous le n° 447.

Elle a pour but, moyennant une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 et un droit d'admission fixé uniformément à 12 francs : 1° de donner à ses membres les secours habituels en argent, en cas de maladie et de deuil, et de fournir aux malades nécessiteux le linge nécessaire; 2° de leur offrir l'assistance religieuse; et 3° de leur assurer une pension en rapport avec les ressources de la Société. — Elle se charge également de l'inhumation de chacun de ses membres (1).

Les frais résultant des décès, inhumations et prières de deuil, sont répartis sur tous les membres de la Société (2).

Le Lien d'Israël possède un capital d'environ 6,000 francs.

Fondée sous la présidence de M. Isaïe Netter, la Société a été successivement dirigée par MM. Moïse Schwab (1863); Michel Lazard (1864); Sylvain Lévy (1867); Jacob Lévy (1868); et Mayer Schwab (1880), actuellement encore en fonctions.

(1) Ces frais comprennent: le droit municipal, la voiture de 7^e classe, la bière et le linceul, la pierre funéraire et la concession à perpétuité d'une case dans un caveau de la Société *le Repos éternel*.

(2) La Société alloue à la veuve ou aux enfants mineurs d'un sociétaire une somme de cent francs.

La Jeunesse israélite

Ce n'est point une Société de secours mutuels, mais une association purement philanthropique. Fondée d'abord pour venir en aide aux enfants nécessiteux, elle étendit bientôt son action sur tous les Israélites indigents, et élargissant encore le cercle de ses bienfaits, elle eut définitivement pour but « de distribuer des secours en nature et en argent aux personnes dans le besoin », sans distinction de culte. Tout jeune israélite peut faire partie de la Société. Il suffisait autrefois qu'il eût plus de dix ans. La Société reçoit comme membres honoraires « les personnes de tous âges, sexes et cultes, soit qu'ils aient leur domicile dans Paris, soit dans toute autre ville ». Membres actifs et honoraires paient un droit d'admission de 5 fr. et une cotisation mensuelle de 1 franc.

La Jeunesse israélite fut fondée en 1857. Elle obtint l'autorisation préfectorale le 14 décembre 1863. De cette date à l'année 1882 elle a distribué en secours de toute espèce une somme de 3,500 fr. environ. Pour subvenir aux besoins des pauvres qui lui étaient signalés, elle eut recours, depuis 1862, à une loterie de bienfaisance dont le produit annuel, quoique fort variable, l'aida à soulager bien des infortunes. En approuvant les statuts de la Société en 1859, M. S. Ulmann, Grand-Rabbin de France, disait de cette œuvre qu'elle est « digne de jeunes Israélites qu'il est beau de voir chercher

dans l'exercice en commun de la charité un lien de fraternelle amitié, et une occasion de s'apprécier, de se stimuler et de s'encourager mutuellement à la réalisation d'idées utiles et sérieuses ».

La Société fondée avec dix membres en comptait vingt-huit en 1860, quatre-vingt-dix-sept en 1864, et deux cent cinq en 1867. Cette progression continue pouvait faire espérer qu'elle acquerrait un développement qui en assurerait la stabilité; mais à la suite d'incidents dont elle subit le contre-coup, elle fut si gravement atteinte dans son essor que rien ne put la relever : elle est en liquidation.

Parmi les présidents qui se sont attachés le plus cordialement à cette œuvre, il convient de citer : MM. Albert Millaud (1859); Léon Israël (1862-1869); et Paul Hesse (1880), actuellement encore en fonctions.— M. S. Dettelbacher remplit depuis plus de quinze ans (1870) les fonctions de secrétaire.

L'Indivisible

Fondée le 6 janvier 1866, autorisée le 16 janvier de la même année sous le n° 490, cette Société comptait à sa création quarante membres. Elle en avait quarante-deux en 1873. Elle en a trente actuellement.

L'Indivisible a pour but de venir en aide à ses membres en cas de maladie ou de deuil. Le sociétaire malade reçoit les secours du médecin, les

médicaments, des gardes (s'il y a danger), une indemnité de 2 francs par jour pendant trois mois et de 1 franc pendant le trimestre suivant. Outre l'assistance religieuse, il est alloué, en cas de deuil, une somme de 14 francs (1).

Les fonds de la Société se composent du droit d'admission fixé à 10, 15, 20 ou 25 francs de vingt à quarante-cinq ans et de la cotisation mensuelle (2 francs). Tout sociétaire fait un noviciat d'un an pendant lequel il n'a droit à aucun secours.

Les recettes pour l'année 1884 ont été de 619 fr., et les dépenses de 461 francs. Dans ce chiffre les indemnités de deuil sont comprises pour 103 fr., et les médicaments pour 50 francs environ. Elle avait à cette date un avoir de 554 francs.

La Société a été présidée de 1866 à 1872 par M. Leman (Marx), et depuis 1872 par M. Alphonse Weill.

Les Enfants de Daniel

Cette Association s'intitule véritablement : *Société de bienfaisance et de secours mutuels israélite polonaise dite les Enfants de Daniel Polonais*. Elle a été autorisée le 1^{er} septembre 1866 sous le n° 612. Ses opérations ont commencé le 25 octobre de la même année.

Elle a pour but d'assurer à ses membres l'assis-

(1) La Société avait primitivement un oratoire établi passage Sainte-Croix.

tance religieuse et pécuniaire en cas de maladie et de deuil (1). Tout membre de l'Association, nécessaire ou non, est tenu d'accepter les secours de la Société.

En cas de maladie le sociétaire a droit :

1° Aux visites du médecin de la Société et aux médicaments ;

2° A 2 francs par jour pendant trois mois ;

3° Aux gardes-malades, en cas d'urgence déclarée par le médecin.

Un convalescent a droit à la moitié des secours accordés aux malades.

En cas de deuil, la Société alloue 2 francs par jour pendant la semaine ; et à la mort d'un sociétaire, un secours de 50 francs à sa veuve. A l'anniversaire de la mort d'un sociétaire, il est fait un service pour le repos de son âme.

Un sociétaire dans le besoin et qui fait connaître sa position au Président peut, « selon les circonstances », obtenir un secours. Ce secours est fixé par le bureau.

La Société a un avoir de 1,000 francs.

Elle a été présidée depuis sa fondation par MM. Lewinsky, Rossmann, Baumgarten père, Baumgarten fils et B. Ratzkowski.

L'oratoire des *Enfants de Daniel* est situé quai des Célestins, n° 15, depuis 1877 (2).

(1) La cotisation mensuelle est fixée à 1 fr. 50 et le droit d'admission à 20 francs. — Tout candidat admis fait une année de noviciat, pendant laquelle il n'a droit à aucun secours pécuniaire.

(2) Il était en 1867 rue des Singes, 9, et en 1868 rue des Tournelles, 16 ; rue Beautreillis, 23, en 1875.

La Mission d'Israël

Fondée le 27 août 1867, cette Société a été autorisée le 1^{er} avril 1873 et enregistrée sous le n° 567. Elle fut, à cette époque, autorisée à établir un oratoire dans le quartier de la Villette (XIX^e arrondissement) et à former une Société de bienfaisance et de secours religieux. L'oratoire est situé rue d'Allemagne n° 100 (1). Oratoire et Société sont dirigés depuis leur origine par M. J. Cahen, qui a su grouper autour de lui la population juive de ce quartier.

Cette association a pour objet de venir en aide à ceux de ses membres que la maladie frappe ou que le deuil atteint. A la mort d'un sociétaire ou de la femme d'un sociétaire, une cotisation extraordinaire de 1 franc est prélevée sur chaque membre et le montant en est versé entre les mains de l'époux survivant ou des enfants mineurs. Les frais de convoi sont supportés par la Société.

Elle a en outre une caisse de bienfaisance alimentée par les tronc de l'oratoire et par ceux placés chez les personnes en deuil. Leur produit est distribué aux nécessiteux. Enfin elle contribue à plusieurs œuvres de la communauté.

Composée de cinquante-cinq membres à sa fondation, elle compte actuellement cinquante-quatre sociétaires titulaires et quatorze honoraires. Elle avait au 1^{er} janvier 1885 un avoir de 7,615 fr. 30.

(1) Il était en 1867 rue d'Allemagne, 67, et en 1879 au n° 73.

Le Repos Eternel

OEuvre de concessions perpétuelles aux cimetières de Paris.

La suppression de la fosse commune éveilla de tout temps l'attention et l'intérêt de ceux qui s'occupaient des indigents dans la Communauté de Paris. La Société de prévoyance *la Terre promise* (1) assurait bien la sépulture à ses membres, mais elle n'avait pas cru pouvoir accorder aux nécessiteux une réduction de la somme requise. Il y avait là une lacune à combler : elle fut signalée par M. Edinger, président de la Société dite *les Enfants de Sion*, et la Société *le Repos éternel* fut fondée pour donner une sépulture perpétuelle à ses membres titulaires, à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une concession ni de payer les cotisations des Sociétés ayant le même but. Elle fut créée en 1870 avec le concours de toutes les Associations de secours mutuels de Paris, et dirigée par une Commission composée de présidents de ces Sociétés.

Voici comment procéda l'OEuvre du *Repos Éternel*, dont la création, disait M. le Grand-Rabbin de France, en 1870, était « une de ces belles et religieuses idées qu'il est du devoir de chacun d'encourager, d'appuyer et de propager » : elle acheta à la Ville de Paris, au fur et à mesure des besoins,

(1) Voir cette Société, page 104.

des terrains qui furent convertis en caveaux, partagés en dix-huit ou vingt cases, selon que les terrains se prêtent à la division. Le prix de la concession d'une case fut fixé à 100 francs (1), payable par un versement de 5 francs au moment de la souscription, et le reste « quand l'adhérent pourra », soit par un versement mensuel de 1 franc, « soit dans un délai indéterminé ». Tout adhérent titulaire eut, moyennant ce titre de concession, droit à l'inhumation dans une des cases d'un caveau et à l'inscription de son nom sur la pierre tumulaire. La Société sollicita et accepta les membres honoraires, dont les contributions furent employées au profit des membres titulaires.

La fondation de cette OEuvre fut accueillie avec une extrême faveur dans la Communauté et le Comité de bienfaisance de Paris lui donna de précieux encouragements (2). Un grand nombre de Sociétés de secours mutuels y adhérèrent et achetèrent plusieurs titres de concessions, désireuses de faire profiter leurs participants des avantages offerts par *le Repos Éternel*.

(1) Depuis 1883, par suite de décisions municipales, la Société dut porter à 115 francs le prix d'une case pour les adultes, et à 80 francs pour un enfant au-dessous de sept ans.

(2) Le Comité de bienfaisance fit l'acquisition de six terrains, dont il fit don à la Société pour y faire inhumer ses membres adhérents.

Le Comité s'intéressa beaucoup au développement du « Repos Éternel », et parmi les membres qui s'attachèrent le plus spécialement à cette œuvre, il convient de citer M. Paul Oppenheim qui, rapporteur de la Commission chargée d'examiner dans quelle mesure le Comité pourrait prêter son concours au « Repos Éternel », se montra un des plus énergiques partisans de l'œuvre en formation.

Les nécessiteux à leur tour y adhérèrent bientôt en masse. Les neuf dixièmes d'entre eux, auxquels M. Henri Picart fit valoir les bienfaits d'une telle prévoyance, consentirent à consacrer 1 franc par mois sur les secours qui leur étaient accordés pour s'assurer une place perpétuelle lorsque la mort viendrait les frapper. La Caisse de mutualité, que M. Henri Picart avait fondée dès 1871 sous l'action du Comité, fut rattachée en 1881 au *Repos Éternel*, qui réduisit alors à 6 francs la contribution des indigents et assura du même coup au mari et à la femme une double sépulture. En même temps, à la Maison de retraite de l'hôpital de Rothschild, hommes et femmes firent une caisse commune pour s'assurer à tous la sépulture dans les caveaux de la Société.

Seuls, dans les classes intermédiaires, ceux qui ne voulaient rien du Comité, qui gagnaient leur vie sans secours et sans soutien, et les pauvres honteux n'avaient pu encore faire acte d'adhésion. Il s'agissait de les amener à l'œuvre de sépulture perpétuelle. Pour y arriver on accorda à tous ceux qui s'adressaient à la Société des réductions en rapport avec leur situation, et le bureau décida en 1872 de consacrer à l'avenir tous les fonds souscrits par les membres honoraires aux sépultures des diverses catégories d'individus que nous venons de mentionner.

C'est en 1872 aussi que la Société créa les concessions perpétuelles pour les enfants, moyennant une somme de 70 francs.

Du mois de janvier 1870 au 31 juillet 1877, le *Repos Éternel* avait fait sept cent quatre-vingt-treize

inhumations dans ses caveaux : l'œuvre était donc appréciée de tous ; elle atteignait le but que les fondateurs s'étaient proposé, quand un incident faillit compromettre le résultat de tant d'efforts.

Une œuvre catholique s'était formée en 1878 sur le modèle du *Repos Éternel* ; mais tout en adoptant les principes essentiels de la Société israélite, elle ajouta à l'inhumation un service religieux et des droits accessoires qui élevèrent d'une manière excessive le prix de chaque case. Le Conseil municipal, voyant là une œuvre de propagande et se fondant sur la loi du 23 prairial an XII en vertu de laquelle les concessions perpétuelles dans les cimetières ne peuvent être obtenues que pour des caveaux de famille, interdit toute concession de terrain à l'œuvre catholique et, par contre coup, à la Société le *Repos Éternel*. Malgré les plus actives démarches, le Conseil municipal refusa de revenir sur sa décision (1).

La Société, loin de se laisser abattre par ces graves circonstances, y puisa de nouvelles forces et un plus grand désir d'accomplir son œuvre « sociale et d'humanité, de charité et de bienfaisance », et elle la continua dans des conditions nouvelles qui n'en altérèrent pas l'idée morale primitive. — De 1870 à 1885, elle procéda dans ses caveaux à l'inhumation de deux mille cent quatre-vingt-douze personnes. La période décennale de 1873 à 1883 avait donné mille sept cent trois inhuma-

(1) Ces démarches furent faites par MM. Zadoc Kahn, Grand-Rabbin de Paris ; Gustave Dalsace, président de la Société « La Bienfaisante », et Benoît-Lévy, président de l'œuvre.

tions. Sur ce nombre, quatre cent soixante-six furent faites à prix réduits ; cent trente-deux gratuitement ; deux cent quatre-vingt-dix-neuf par les soins réunis du Repos éternel et du Comité de bienfaisance ; huit cent dix, soit un peu moins de la moitié, ont pu payer le prix du tarif (1).

Telle est l'œuvre dont M. Edinger fut le « promoteur » (2) et à laquelle M. Benoît Lévy, qui la présida pendant quatorze ans (1870-1884), se consacra avec une activité incessante, justement pénétré du but éminemment religieux et charitable qu'il se proposait d'atteindre. La maladie put seule ralentir sa surveillance, et la mort mettre un terme à son dévouement (3). Mais il avait organisé la Société de telle sorte que, même après sa mort, disait M. Henri Picart, « il semble être là encore, nous « conseiller, nous encourager... Le nom de Benoît « Lévy est attaché à cette œuvre plus qu'à toutes

(1) Dans une période de cinq ans, de 1881 à 1886, la Société a procédé à 846 inhumations, et sur ce nombre on a accordé la gratuité absolue ou des réductions plus ou moins fortes pour 425 d'entre elles.

(2) Extrait des procès-verbaux de la Société du « Repos Eternel ». — Séance du 23 janvier 1877. — « M. Edinger réclame « le titre de fondateur de la Société du « Repos éternel », que « M. le président Benoît-Lévy s'est attribué. Il résulte d'une « discussion approfondie à ce sujet, à laquelle ont pris part « tous les membres du bureau, que M. Benoît-Lévy est en « effet fondateur de la Société du « Repos Eternel », et que « ce titre ne peut lui être contesté. Toutefois il convient de « tenir compte à M. Edinger d'une partie de sa réclamation, et « s'il n'a pas été le fondateur de la Société, il en a été l'inspi- « rateur ou, pour mieux dire, le promoteur. Les membres du « bureau se plaisent unanimement à le reconnaître et lui en « donnent acte. »

(3) Il mourut le 24 janvier 1884.

« les autres qu'il a fondées ou soutenues, car c'est
« surtout à celle-là qu'il a donné tout ce qu'il pou-
« vait : son cœur, son temps, ses capacités. »

Son fils, M. Edmond-Benoît Lévy a été appelé à lui succéder, après une présidence intérimaire de M. Henri Picart. Les sentiments qui l'animent prouvent qu'il maintiendra cette œuvre au degré de prospérité (1) où le dévouement de son fondateur a su l'amener (2).

Société Hollandaise

Le but de cette Association est d'assister aux derniers moments ses sociétaires malades, « selon les vieux usages du rite judaïque ». Elle a été fondée en 1868. Elle se composait alors de participants besoigneux auxquels leur salaire trop minime ne permettait pas de contribuer pour une

(1) En 1871-72, la Société comptait quarante-sept membres honoraires; en 1873-74, quatre-vingt-dix; en 1874-75, cent seize; en 1876-77, cent trente-quatre; 174 en 1878-79; 183 en 1880-81; 187 en 1883-84, et 194 en 1884-85.

L'actif de la Société fut de 3,828 francs en 1872; de plus de 10,000 francs en 1874; de 13,439 francs en 1875; de 15,072 en 1877; de 21,000 francs environ en 1879; de 22,436 fr. en 1881, et de 16,128 francs en 1885.

Les terrains et cases disponibles ne sont pas compris dans l'actif de cette dernière année. Les cases et caveaux peuvent être évalués à une dizaine de mille francs.

(2) Le conseil d'administration est composé de MM. Edinger, vice-président; Coblenz, trésorier; Auguste Picart, secrétaire; Eug. Caen, Alphonse Cahen, Gust. Dalsace, M. Franck, Copenhague, Leder, Henri Picart et Alex. Simon.

large part à la Caisse commune. La Société décida qu'elle ne fonctionnerait qu'un an après sa fondation et commencerait sans délai à constituer un fonds de réserve moyennant une cotisation hebdomadaire de 15 centimes. — Autorisée le 23 juin 1870, elle cesse immédiatement de fonctionner, la guerre et la Commune dispersant ses membres.

Dès que la paix fut conclue et que la tranquillité commença à renaître, les sociétaires se groupèrent de nouveau. Grâce à leur économie et à leur discipline, ils formèrent un noyau d'adhérents capables de s'entr'aider. — La cotisation qui, durant deux années encore, avait été de 15 centimes par semaine, fut portée à 1 franc par mois, et un droit d'admission, fixé à 5 francs, fut perçu sur chaque nouveau membre.

Les femmes sont admises dans la Société et paient une contribution mensuelle de 65 centimes.

En cas de maladie, chaque membre a droit à un garde-malade pendant deux jours et deux nuits aux frais de la Société. En cas de décès, il est alloué à la veuve d'un sociétaire ou à ses enfants mineurs une somme de 50 francs. La Société se charge des frais d'enterrement et elle donne une concession perpétuelle.

Elle accorde des secours exceptionnels aux veuves et aux orphelins pendant les jours de fêtes.

La Société hollandaise compte actuellement cent quatre-vingt-sept membres : soit vingt honoraires et cent soixante-sept actifs (81 hommes et 86 dames).

Les recettes s'élèvent de 2,800 à 3,000 francs par

an et les dépenses à 2,400 francs. — Elle a un avoir de 2,789 francs.

L'Association a été successivement dirigée depuis sa fondation par MM. Bloch, Arbeid et A. B. Van Amerangen, président actuel.

Les Enfants d'Isaac

Cette Société, qui puise ses éléments dans la population israélite de la rive gauche, a été fondée en 1874. Son règlement a été adopté dans son Assemblée générale du 22 février et approuvé par le préfet de police le 28 mai 1874. Elle est enregistrée sous le n° 631.

On n'est admis dans la Société que de 21 ans à 50, et les droits d'admission ont été fixés à 5, 10 et 15 francs, suivant l'âge. Tout candidat est obligé à une année de noviciat, pendant laquelle il n'a droit qu'à l'assistance religieuse, aux gardes-malades et aux visites du médecin.

La Société accorde à ses malades une indemnité de maladie, les soins du médecin et les médicaments ; en cas de décès, une somme de cinquante francs à la veuve ou aux orphelins. Lorsqu'un membre atteint 70 ans et qu'il fait partie de la Société depuis vingt ans, il est dispensé de la cotisation mensuelle et exempt de corvées.

Les Enfants d'Isaac étaient au nombre de trente-quatre lors de la fondation ; ils sont actuellement

cinquante-trois titulaires. Ils ont un capital de 4,500 francs.

M. Salomon jeune en est le président depuis l'origine. M. Fleur, directeur de l'Ecole consistoriale Gustave de Rothschild, est secrétaire depuis la même époque.

Les Enfants de Cracovie

Fondée le 1^{er} août 1880, cette Société a été autorisée le 18 octobre de la même année, sous le n° 232. Elle avait vingt-neuf membres à sa fondation (1); elle a aujourd'hui trente-huit titulaires et dix honoraires.

Elle a principalement pour but d'accorder des secours à ses membres en cas de maladie et une indemnité à la veuve ou aux enfants du sociétaire décédé. Ainsi que son titre l'indique, elle se recrute spécialement dans la colonie juive originaire de ces contrées extrêmes de l'Autriche.

Les recettes de la Société se composent : 1° du droit d'admission (5, 10 ou 20 francs de 20 à 50 ans); 2° de la cotisation mensuelle (deux francs); et 3°

(1) Ils exerçaient les états suivants : 2 professeurs de langues étrangères ; 1 marchand de diamants et perles fines ; 6 fourreurs ; 1 courtier en marchandises ; 1 tailleur ; 1 placier en articles de Paris ; 1 courtier en pierres fines ; 1 marchand de rognures ; 1 restaurateur ; 1 placier en fournitures de bureau ; 1 fabricant de casquettes ; 1 étudiant ; 1 ouvrier bijoutier ; 1 placier en bijouterie ; 6 marchands et colporteurs ; 1 chapelier ; 2 fabricants.

de la répartition des dépenses pour gardes-malades, frais funéraires, denier à la veuve.

Les Enfants de Cracovie ont un avoir de 2,672 francs. Ils sont présidés depuis la fondation par M. Salomon Kohn.

L'Union scolaire

C'est le 31 mai 1882 qu'il a été formé sous ce titre une association amicale entre tous les anciens élèves israélites des Ecoles consistoriales et communales de Paris (1). Elle a commencé à fonctionner le 1^{er} juillet 1882 et a été autorisée par arrêté en date du 29 août.

Conçue au sortir du cimetière où les anciens élèves portaient à un de leurs instituteurs, M. Trèves (2), un dernier tribut d'affection et de reconnaissance, l'association a pour but de constituer le patronage des élèves sortants par les élèves sortis, d'établir entre tous ses membres un centre commun de relations amicales, de venir en aide à ceux des anciens élèves des dites écoles qui seraient dans le besoin. Cette assistance peut s'é-

(1) Voir au sujet de ces écoles notre *Histoire des Ecoles communales et consistoriales* (Paris, Durlacher, 1884).

(2) La pensée de recueillir des souscriptions pour ériger un monument à M. Trèves, appartient, paraît-il, à M. Henri Strauss, secrétaire de la Société. C'est lui également qui eut l'idée de jeter les bases d'une association que M. Célestin Lévy, un des vice-présidents actuels, projetait depuis longtemps de fonder.

tendre aux parents, veuves et enfants d'anciens élèves.

Constituée avec cent vingt membres, elle compte actuellement deux cents sociétaires actifs, seize membres honoraires et trois membres perpétuels (1). Les recettes, composées des cotisations (2), des dons et des intérêts du capital, s'élèvent de 12 à 1,300 fr.; et les dépenses de 8 à 900. La Société possède un capital de 2,400 francs environ.

Ces ressources, minimales encore, augmenteront rapidement. Il est à désirer, en effet, que les élèves des Écoles contribuent à cette œuvre éminemment utile, sollicitent leur admission dans la Société et y viennent resserrer les liens d'amitié et de camaraderie qui se sont formés sur les bancs de l'école.

L'Union scolaire, placée sous la présidence d'honneur du Grand-Rabbin de France et du Grand-Rabbin de Paris, est présidée depuis sa fondation par M. Edmond Aron (3).

(1) Les membres honoraires sont ceux qui, sans avoir fait partie des écoles, veulent contribuer à la prospérité de l'Association. Sont membres perpétuels ceux qui font un versement de cent francs.

(2) La cotisation est fixée à 6 francs par an, au minimum.

(3) La Société est dirigée par un comité composé des deux vice-présidents : MM. Henri Picart et Célestin Lévy; d'un trésorier, M. Léopold; d'un trésorier-adjoint, M. Jules Heymann; d'un secrétaire, M. Henri Strauss; de deux secrétaires adjoints, MM. Léopold Lévy et Alexandre Hess, et de treize membres.

L'Union Israélite

Fondée dans le dessein de « maintenir et fortifier les sentiments de charité parmi les membres « qui composent la communauté israélite du Gros-Caillou et d'unir les sociétaires par les liens de « la fraternité », cette Société, dénommée *Société de bienfaisance de l'Union israélite*, a plus particulièrement pour but de venir en aide aux indigents israélites, sans condition de sexe, d'âge ou de nationalité.

Créée le 26 avril 1885, et par conséquent la dernière en date, elle est composée de membres actifs qui payent une cotisation de cinquante centimes par mois, et de membres honoraires qui contribuent à la prospérité de la Société, uniquement par leurs dons. La caisse de secours ne doit commencer à fonctionner que lorsque la Société pourra disposer d'un capital de mille francs. Les recettes s'élèvent actuellement à cinq cents francs environ.

En ce qui concerne la mutualité, la Société rend les honneurs suprêmes aux sociétaires en les convoquant tous au convoi d'un membre, en faisant réciter les prières pendant la semaine de deuil et en faisant célébrer annuellement à son oratoire un service religieux, en commémoration des sociétaires décédés.

L'Union Israélite compte cinquante-quatre membres. Elle est présidée par M. Emmanuel Michel, et a pour secrétaire M. J. Schneider, directeur de l'Ecole consistoriale de l'Avenue de Ségur (1).

(1) Elle a pour vice-président, M. Alphonse Lévy; et pour trésorier, M. Isidore Franck.

LES
SOCIÉTÉS DE DAMES

LES SOCIÉTÉS DE DAMES

La Maternité Israélite

Cette association, la plus ancienne de toutes les Sociétés de dames, est plus que centenaire : elle date de 1784. Pendant de longues années, elle remplit sa mission de bienfaisance et de charité sans être liée par aucune règle. Pour remédier à cet état de choses, « sans nuire toutefois au but primitif de la fondation », elle décida en 1843 d'obtenir l'autorisation de l'administration compétente et de rédiger un règlement constitutif qui fixât les droits des sociétaires ainsi que ceux des directrices. « Depuis plus d'un demi-siècle, était-il dit au titre I^{er}, il existe une Société de bienfaisance fondée par les Dames Israélites de Paris. Cette institution philanthropique a constamment été composée des dames les plus honorables, alliées ou épouses de négociants, d'artistes, d'artisans ou d'employés.... L'ancienne Société se régénère dès aujourd'hui et prendra désormais pour titre : *Société de la Maternité israélite de Paris.* » Ses statuts furent élaborés le 26 juillet 1843, soumis au ministre qui les approuva le 11 décembre, et elle fut enregistrée sous le n° 4.

La Société, avant cette époque, était présidée par M^{me} Sauphar, rentière, demeurant rue du Temple, n° 15; elle possédait un capital de 850 fr., « placé chez M. Halphen, par l'entremise de « M. Ennery, Grand-Rabbin », et le nombre des membres s'élevait à soixante-deux (1).

Toute dame israélite résidant à Paris put être admise à faire partie de la Société, pourvu qu'elle fût âgée de 21 ans au moins et de 50 ans au plus, qu'elle fût exempte de maladie chronique ou incurable, et qu'elle pût justifier du consentement de son mari à son entrée dans la Société.

Le droit d'admission était fixé à vingt ou trente francs, suivant la situation de la récipiendaire. Ce droit n'est plus perçu aujourd'hui. Pour la fille (mais pour la fille aînée seule) d'une dame sociétaire, le minimum était abaissé à six francs. Elle devait toutefois, « comme sa mère, posséder toutes les vertus d'humanité. » La Société admit également des membres honoraires.

Lorsqu'en 1843 la Société se reconstitua, elle résolut de continuer, comme cela avait été pratiqué jusqu'à ce jour, « de se porter mutuellement des « secours en cas de maladies, vieillesse, infirmités « ou accidents. » Toute dame de l'Association, nécessiteuse ou non, était tenue d'accepter les secours de maladie et de deuil. La cotisation annuelle était fixée à dix francs, « avec exemption

(1) Voici les professions qu'elles exerçaient : 29 rentières; 7 marchandes à la toilette; 1 bouchère; 1 marchande de nouveautés; 16 négociantes; 1 marchande au Temple; 1 boulangère; 2 marchandes; 4 sans indication.

de tous services personnels. » Elle fut portée à 12 francs en 1867.

En 1865, la Société avait un actif d'à peu près cinq mille francs. Ses recettes s'élevaient à 850 fr. environ et ses dépenses dépassaient 600 francs. Elle créa en 1867 une caisse de secours annuels pour la vieillesse. Elle comptait alors soixante-dix membres actives et une honoraire.

A cette époque, à la suite de la révision du règlement, la Société fut approuvée, et M^{me} Gaffré, qui avait succédé à M^{me} Sauphar, fut nommée présidente par décret en date du 20 février. Elle mourut en 1877 et fut remplacée le 9 octobre de la même année par M^{me} B. Haas jeune.

Malgré l'activité que déploie la présidente actuelle, l'Association, composée de dames heureuses de contribuer au soulagement d'infortunes, mais n'ayant nul besoin de secours, ne compte plus actuellement que trente-huit membres. Les recettes sont d'environ 500 francs par an, et les dépenses d'à peu près autant. La Société a un actif de 5,000 francs.

Les Dames Israélites de Paris

Les premiers documents que nous ayons de cette Société datent de 1826. Elle était alors présidée par la dame Hindché Bollwiler, et le comité d'administration était composé des dames Feilché Elsass, Gidchen Haltstadt, Edel Welignen et Reiché

Franck. Il est admissible que cette Association faisait partie des trois ou quatre réunions de dames que le Consistoire avait laissé subsister en 1809.

Comme le fit *La Maternité israélite*, la Société de secours mutuels dite *les Dames israélites de Paris* élaborâ son premier règlement en 1842. Il date du 14 décembre. Mais elle ne se mit pas en instance pour être autorisée.

Instituée « dans un but philanthropique, de piété et de charité », elle admet, moyennant un droit d'admission de 20 francs et une cotisation minima de 9 fr. par an, toutes les dames israélites résidant à Paris, âgées de moins de cinquante ans. En 1826 (le 9 janvier), elle fit un règlement spécial ayant pour objet de former, par un engagement volontaire, « un fonds commun à l'effet de garantir à chacun les prières usitées pour le repos de son âme, quand il plaira à Dieu d'en disposer. » L'engagement était de trente francs.

Les participantes seules ont droit aux secours accordés en cas de maladie (1), lors du décès (2) d'un parent en ligne directe, et à une garde de jour et de nuit pendant la maladie d'une enfant du sexe féminin non mariée, quel que soit son âge. Des gardes peuvent être également accordés à des « étrangers » malades.

La Société, présidée depuis 1842 par M^{me} veuve Martin, a toujours compté dans son sein des nota-

(1) Neuf francs par semaine durant les deux premiers mois de maladie; six francs durant les 3^e et 4^e mois et 3 francs pour le 5^e mois.

(2) Neuf francs pour la semaine de deuil

bilités juives. M^{me} la baronne James de Rothschild, Douairière, en faisait partie. M^{mes} Isidor, Zadoc-Kahn, Heine, H. Fould, Coralie Cahen, David Brühl, Albert Cohn, Oulry jeune, sont également membres de la Société.

Malgré la situation heureuse d'un grand nombre de dames, la Société s'acquitte largement de ses devoirs de mutualité, et, outre les droits attribués à toutes, vient en aide à quelques-unes par des secours particuliers, des pensions, etc. Elle exerce très libéralement aussi la bienfaisance, souscrit à des œuvres spéciales et emploie en aumônes les deux tiers de ses revenus. Ses dépenses sont d'environ cinq à six cents francs par an, et ses revenus d'un millier de francs en moyenne.

Ses membres, au nombre de cinquante-six en 1877, et de soixante-quatre en 1881, étaient soixante, quinze au 1^{er} janvier 1885. Le capital de la Société a suivi la même progression : de 4,000 francs en 1877, il s'est élevé à 4,600 et à 6,000 francs (avoir actuel).

Les femmes d'Israël

Cette Société fait remonter la date de sa fondation à l'année 1826. Elle fut autorisée une première fois le 12 décembre 1853 et une seconde fois le 12 novembre 1868. Elle fut alors enregistrée sous le n° 347. Elle a pour but de venir en aide à celles de ses adhérentes que frappe le deuil ou la ma-

ladie. Toute sociétaire malade reçoit un secours de 7 francs par semaine.

La Société, composée actuellement de quatre-vingt-quatorze membres titulaires, admet également des membres honoraires : elles sont au nombre de seize.

Les membres honoraires payent, comme les membres actifs, une cotisation mensuelle de 1 fr. 25 ; mais elles sont dispensées du droit d'admission, fixé à 6, 12 et 18 francs, suivant l'âge (de vingt à cinquante ans). Les enfants des sociétaires ne payent que la moitié de ce droit. Une année de noviciat est imposée aux nouveaux membres.

La Société a un avoir de 2,900 francs.

Elle est présidée par Mme Hauser, qui est à la tête de la Société depuis 1864. Elle a succédé à trois présidentes, dont la première est restée inconnue. La date de nomination de Mmes Joseph Cerf et Simon, qui ont suivi, est ignorée.

Les Dames Déborah

Fondée en 1840 et autorisée en 1850 sous le n° 347, cette Société, qui comptait à sa création environ quarante membres, a pour objet d'accorder à ses sociétaires des secours en cas de deuil et de maladie. Les indemnités pécuniaires, les médicaments, les secours extraordinaires aux veuves, les soins du médecin, les indemnités pendant la semaine de deuil, les gardes-malades,

constituent les droits dont jouissent les sociétaires. Elle fait également des distributions aux pauvres et contribue à des œuvres de charité.

Les recettes s'élèvent à environ 2,500 francs par an, et les dépenses à 2,000. Elle a un avoir qui s'élève à environ 4,000 francs.

La Société est présidée depuis 1860 par Mme Léop. Blum. Elle l'avait été précédemment par Mme Fribourg (1840) ; Mme Blum (1846) ; Mme Lévy (1852).

Les « Dames Déborah » sont au nombre de 160.

Esther et Rebecca

La Société de secours mutuels dite Esther et Rebecca en formait deux originairement : l'une était connue sous le nom de *Dames d'Esther*, et l'autre de *Dames de Rebecca*. Instituées toutes deux dans le but de venir en aide à leurs membres en cas de besoin, elles accordaient plus particulièrement des indemnités de maladie et de deuil, et leurs sociétaires avaient pour devoirs de donner personnellement leurs soins aux malades, de veiller les morts et de s'acquitter des soins religieux qui suivent le décès.

Si, dans ces circonstances, les membres avaient droit au concours de la Société, elles devaient aussi, conformément à la tradition juive, faire participer la Société à leurs joies : c'est ainsi que, lorsqu'une sociétaire était « de cérémonie », si par

exemple elle était « marraine ou conduisait une mariée à la synagogue », elle devait verser une offrande de 1 franc.

La Société de « Rebecca » a été fondée en 1836, et celle d'« Esther » existait en 1853. Le 26 juin 1867, elles demandèrent — et par arrêté en date du 22 juillet elles furent autorisées — à fusionner. Elles eurent à se conformer aux statuts de l'ancienne Société de « Rebecca » et continuèrent à porter le n° 351 sous lequel elle était enregistrée.

La nouvelle Société eut donc pour objet d'accorder des secours pécuniaires à ses membres en cas de maladie et de deuil. Ces indemnités étaient primitivement réparties entre les sociétaires ; elles sont aujourd'hui payées par la caisse. La Société se charge également des frais funéraires. Elle accorde une pension à toute sociétaire ayant soixante-quinze ans d'âge et vingt-cinq ans de sociétariat. Il est vrai que ces pensions, dont le maximum est fixé à 100 francs, ne doivent être allouées qu'autant que les ressources le permettront, et elles ne pourront jamais être prises que sur les intérêts du capital social : or, ce capital s'élève à 1,233 francs.

La Société avait 54 membres en 1867 et 65 en 1877. Elle en a aujourd'hui 75. Ses dépenses varient suivant les besoins des sociétaires : elles ont été de 1,200 francs en 1878 ; de 600 en 1881 ; de 1,100 en 1882 et de 929 en 1885. Les recettes s'élèvent à un millier de francs environ.

La Société était présidée depuis sa fondation par Mme Fribourg, à qui a succédé, cette année, Mme B. Willard.

Les filles de Zorobabel

Fondée le 26 juin 1853, autorisée le 12 décembre de la même année et enregistrée sous le n° 353, cette Société, composée de dames israélites de Paris, fut approuvée le 1^{er} juin 1880.

Elle eut pour unique but, à l'origine, de donner à ses membres des secours en cas de maladie et de deuil, mais, par suite du développement qu'elle prit, et grâce à la direction qu'elle reçut de MM. Joseph Picard (1853-1867), Alexandre Simon (1867-1878) et Jules Lion (depuis 1878) (1), elle étendit notablement les avantages de la mutualité. C'est ainsi qu'elle a actuellement pour but :

1° De donner les soins du médecin et les médicaments ;

2° D'accorder une indemnité pendant la durée de la maladie (2) ;

3° De payer une indemnité de deuil (3) ;

4° De donner, au moyen d'une cotisation spéciale (4) une indemnité en cas de décès du mari ;

5° D'accorder les frais funéraires — par leur répartition à somme égale sur toutes les sociétaires.

(1) M. Alfred Lévy a été nommé président le 24 juin 1886, en remplacement de M. Jules Lion, décédé.

(2) Pendant les trois premiers mois, 1 fr. 50 par jour ; 0 fr. 75 pour le semestre qui suit, et après ce délai, une indemnité mensuelle de 10 à 20 fr., suivant les ressources de la Société.

(3) 1 fr. 50 pour chaque jour de deuil observé.

(4) 1 franc par membre.

A ces avantages, importants déjà, la Société en ajouta un nouveau qui devait la recommander spécialement à l'attention de ceux qui cherchent dans la mutualité des sécurités contre les éventualités de l'avenir. Elle institua en 1879 une *Caisse de dotation* au profit des filles de sociétaires et des jeunes filles admises comme sociétaires actives. La première dot fut délivrée en 1881, époque à laquelle le capital atteignit la somme de 1,000 francs. La délivrance de la dot a lieu sur la présentation de l'acte de mariage. En cas de célibat, la dot est remise à l'ayant droit à trente-cinq ans révolus.

La Société se compose de membres honoraires et de membres participants : elle avait trente sociétaires à sa fondation; elle compte actuellement : cent vingt-trois membres actifs, cent trente membres honoraires et trente enfants. Les enfants, à partir de l'âge de dix ans, furent admis depuis 1880. Ils paient la moitié des cotisations; ils jouissent des soins du médecin et des médicaments. En aucun cas, il ne leur est payé d'indemnité en argent.

Les dépenses de la Société s'élèvent annuellement à 2,500 francs et les revenus à 2,600 francs. Le mouvement du capital depuis 1877 indique bien le développement qu'a pris la Société : de 4,589 francs au 31 décembre de cette année, il dépassait 10,000 francs en 1880, 14,000 en 1883 et 16,000 en 1885.

Les dames de Jérusalem

La Société a pour objet d'accorder à ses sociétaires des secours en cas de maladie et de deuil. Fondée en 1848, elle fut autorisée dans le courant de la même année. Constituée avec trente membres elle en compte actuellement cent quatre-vingts, soit cent soixante-deux titulaires et dix-huit honoraires.

Elle est présidée depuis sa fondation par Mme Dinah Lévy; et en même temps elle eut successivement pour directeurs MM. Rothschild, qui fut président de la *Société de Jérusalem* (hommes); Lion Lévy, du *Mont-Sinaï*, et Benoît Lévy, du *Repos Eternel*.

Les Filles de Jacob

C'est le 18 juillet 1864 que cette Société fut fondée par 33 dames de sociétaires appartenant à l'association des « Enfants de Jacob ». Elle fut autorisée le 18 mai 1865.

Elle a pour but, moyennant une cotisation de 1 fr. 25 par mois, et un droit d'admission de 5, 10, 15 ou 20 francs, suivant l'âge (de quinze à cinquante ans), d'accorder à ses sociétaires des secours et des indemnités de maladie et de deuil. Lorsqu'une sociétaire atteint l'âge de soixante-dix ans, et qu'elle fait partie de la Société depuis plus de vingt ans, elle est exempte de toutes cotisations et de toutes corvées.

La Société compte actuellement soixante-dix-sept

membres ; ses dépenses sont d'environ 800 francs par an et ses recettes de 1,200 francs. Elle a un avoir qui s'élève à 2,000 francs en chiffres ronds.

Elle est présidée depuis sa fondation par M^{me} Augustine Cohn ; et M. Léon Leder, qui en est le fondateur, est le président d'honneur de cette association.

Union des Dames israélites

Constituée en 1885, en même temps et sur le même modèle que la Société l'*Union israélite*, composée d'hommes, cette association a particulièrement pour objet de venir en aide aux indigents israélites.

Au décès d'une sociétaire, la Société entière est convoquée. Une députation officielle du quart des membres inscrits est désignée à tour de rôle pour accompagner le convoi de la maison mortuaire au cimetière.

Les recettes de la Société se sont élevées à ce jour à 348 fr. 50. Il y a soixante-et-onze dames sociétaires.

M^{me} Alphonse Lévy a été élue présidente, et M^{me} Schneider, directrice de l'école consistoriale de l'avenue de Ségur, en est la dame secrétaire.

SOCIÉTÉS DISPARUES

Sociétés d'hommes

Amis de l'ordre. — Cette Société prétendait exister depuis vingt ans lorsqu'elle demanda, en 1835, l'autorisation du Préfet de police. Elle aurait donc été fondée vers 1815. Elle avait pour but « des actes de bienfaisance et les pratiques religieuses ». Elle était présidée en 1835 par MM. Hoffmman et Simon. Elle ne figure pas sur les états de la préfecture en 1838.

Anciens élèves de l'Ecole de travail de Strasbourg. — Formée en 1867 par les anciens élèves des Ecoles de travail de Strasbourg et de Mulhouse pour venir en aide aux élèves qui viennent chercher du travail à Paris. N'existe plus depuis 1882. Elle a été présidée par MM. Henry Aron (1867-1874) ; J. Berr (1874-1877), et Léon Mayer (1877-1882).

Assistance mutuelle des Israélites ou Renaissance. — Autorisée le 13 février 1830 sous le n° 254. D'après une lettre écrite au Consistoire en 1837, la Société prétendait exister depuis dix ans, soit 1828. Son règlement date du 5 janvier 1838. Elle comptait à cette époque 39 membres : M. Isaac Dukas, président. Lieu de réunion, 5, rue de Braque. Le Dr Trèves, médecin de la Société. Secours alloués : indemnité en cas de maladie ; pension en cas d'infirmité ;

assistance religieuse et pécuniaire au décès d'un membre; indemnité à la veuve; secours extraordinaires en cas de besoin. M. Jules Gaffré, président en 1839. — 16 membres en 1851. La Société n'existe plus depuis 1858.

Association philanthropique. — Pour procurer gratuitement aux indigents israélites les papiers nécessaires pour contracter mariage. MM. L. Blum et Charles Benjamin, directeurs. — Fondée et disparue en 1862-1863.

Bienfaits mutuels ou Bourse Israélite de secours et de bienfaits mutuels, n° 200. — Autorisée le 9 septembre 1823. Lieu de réunion, rue St-Merry, n° 41. M.M. Seligmann, président. La Société demanda à l'administration, en 1824, l'autorisation de faire célébrer dans le temple un service funèbre pour « le repos de l'âme de feu S. M. Louis XVIII. » — L'administration refusa, particulièrement parce que cette Société avait été formée sans l'assentiment du Consistoire, comme « vingt autres Sociétés de cette nature » existant à Paris.

Caisse centrale des Sociétés. — Fondée en 1862 dans le but de donner des secours aux membres des Sociétés après six mois de maladie. M. Benoît Lévy en fut président de 1863 à 1870, Elle fut dirigée à cette époque par M. Léon Lévy. Dissoute la même année.

Caisse des prêts mutuels (1). — Organisée en 1863 dans le but de faire des prêts aux adhérents de cette So-

(1) Voir, au sujet des Sociétés de prêts, notre Histoire du Comité de bienfaisance.

ciété. Eux seuls y avaient droit. La cotisation annuelle était fixée à cinq francs. On admettait les membres honoraires. Disparue en 1866. MM. Jules Lion, président, et Léon Lévy, trésorier.

Douze Tribus. — Cette Société, fondée le 17 avril 1861, a eu pour but d'assurer à ses membres des secours mutuels en cas de maladie, infirmités, vieillesse, et de faire en commun des actes de bienfaisance. Elle était composée d'israélites des XIV^e et XV^e arrondissements de Paris. Elle eut pour fondateur et président M. Léon Coblence, et pour vice-président, M. Itamar Cohen. Elle comptait à cette époque 35 membres. M. Léon Coblence mourut avant la complète organisation de cette Société.

Enfants de David ou du roi David. — Elle figurait, en 1839, sous le n° 32, parmi les vingt Sociétés dont la liste fut communiquée au Consistoire par la préfecture. Elle comptait alors 24 membres et était présidée par M. Louis Lévy, rue des Blancs-Manteaux, 13. — Elle portait le n° 216 en 1841, et elle avait 34 membres. — Elle fut autorisée par arrêté en date du 6 juin 1854 et enregistrée sous le n° 357. Elle avait pour but de donner des secours aux sociétaires malades et l'assistance religieuse en cas de décès. M. Elie Lévy, président, en 1857 ; M. Marc Halff, (1863-1865) ; M. Godchaux depuis 1866. — Dissoute en 1878.

Enfants d'Enoch. — N° 574. Était une association polonaise. Fondée le 24 mars 1875, elle s'est dissoute le 8 janvier 1881.

Enseignements de la loi mosaïque. — Fondée en 1845. Président, M. Wolff Hirsch. — A disparu avant 1852.

Fraternité israélite. — Fondée en 1868 par un groupe de jeunes gens, presque tous anciens élèves des écoles israélites de Paris. Elle comptait plus de cent adhérents en 1869. Enregistrée sous le n° 593. Président, M. Ad. May. Dissoute en 1871.

Indivisible. — Enregistrée sous le n° 490. Fondée en 1866. Présidée, jusqu'en 1873, par M. Lehmann, et par M. Weill jusqu'en 1879 où elle disparut.

Jeunesse israélite de Metz. — Ayant eu Société correspondante à Paris. N'a existé que quelques années. Disparue vers 1854. Dirigée par M. Witlich.

Lien d'Israël. — Un annuaire israélite (1) mentionne aux années 1863-64 et 1864-65 une Société de ce nom qui avait pour président M. Coblence (de Vaugirard). Elle ne figure pas aux années suivantes. Une autre Société était déjà en possession de ce titre distinctif (2).

Mont Moria, n° 30. — Fondée en 1838, autorisée en 1839. A cette date, 20 membres. Lieu de réunion rue Cloche-Perche, n° 11. Président, M. Rosenheck. Dissoute en 1840.

Œuvre israélite de travail et de placement. — Fondée au mois de février 1881 pour venir en aide à un nombre restreint de travailleurs, cette œuvre

(1) Calendrier à l'usage des Israélites pour l'année 5624 (1863-64). — (L. Blum, éditeur, Paris).

(2) Voir page 113.

répondait à un besoin si justement reconnu qu'elle fut obligée, à ses débuts et malgré ses prétentions modestes, de faire face à un nombre considérable de demandes.

L'Œuvre fut organisée sur l'initiative de M. le Rabbin Raphaël Lévy qui, conduit par ses fonctions d'Aumônier des prisons et hôpitaux à rechercher la cause qui fait échouer dans ces maisons un trop grand nombre d'Israélites, a été amené à l'attribuer particulièrement au manque de travail.

Malgré de précieux encouragements et malgré l'actif dévouement de M. le Rabbin R. Lévy, l'Œuvre, débordée par l'immigration des Juifs russes, dut cesser de fonctionner au mois de mars 1884.

Dans l'espace de trois années, le comité de l'Œuvre eut à s'occuper de 864 individus. Sur ce nombre 40 ont été rapatriés ; 21 ont obtenu des secours importants et font du commerce à leur compte ; et 299 ont trouvé du travail grâce aux recommandations du comité.

Le comité de direction, présidé par M. le rabbin R. Lévy, était composé de dix membres : MM. F. Meyer, ingénieur ; Winter et Bénédic, négociants ; Julien Hayem et Stanislas Leven, manufacturiers ; Henri Lyon, avocat ; A. Michel-Lévy, ingénieur des mines ; Joseph Reinach, avocat ; et D^r Strauss, médecin en chef de l'hôpital Tenon.

Paix israélite de Paris. — Fondée en 1839, autorisée le 25 janvier 1841 sous le n^o 227. Avait alors 44 membres. Elle se réunissait en assemblées de prières. En 1843-1844, M. Simon Mayer, président,

rue Geoffroy-Langevin, 19 ; en 1854, M. Rothschild. La Société a disparu en 1854-1855.

Patriarches israélites de Paris, n° 52. — A été fondée le 22 décembre 1819. Figure sur la liste des Sociétés transmise par la préfecture en 1839, sous le n° 23. Elle comptait 29 sociétaires à cette date. Présidents : MM. Isaac Lévy et Bloc. Lieu de réunion : rue Simon-le-Franc, 17. Enregistrée en 1843 sous le n° 218 ; Kalmann Hirsch, président ; 28 membres. En 1845, Berman Wiener, président, 32 membres. En 1851, Simon Hayem, président ; 48 sociétaires. En 1853, Schayermann. La Société n'existe plus depuis 1854.

Philanthropique israélite. — Règlement manuscrit sans date. Elle avait pour but : 1° de secourir, par la mutualité, ses membres dans tous les cas de détresse ; 2° de soulager les Israélites malheureux qui seraient reconnus dignes, tant par des secours pécuniaires que par des secours religieux ou des « conseils salutaires », destinés à leur procurer le moyen d'améliorer leur position. Projet élaboré par M. Itamar Cohen.

Philanthropique de secours mutuels et de bienfaisance. — Cette Société soumit son règlement au Consistoire en décembre 1837. Elle paraît avoir été une émanation des *Patriarches Israélites*, car parmi les treize membres fondateurs, il y en a trois ou quatre qui appartenaient à cette Société. Elle avait pour objet l'assistance mutuelle « et dans tous les genres », en faveur des malades, des veuves et des orphelins.

Providence. — Existait en 1840.

Réunion de la Religion. — Existait en 1849.

Société de secours aux Israélites malades et agonisants. — Fondée en 1870, n° 601.

Société des observateurs du Sabbath. — Fondée en 1866, cette Société avait pour objet de « soutenir, « aider, employer les jeunes gens qui désiraient rester « fidèles à la foi de leurs pères, et faire en sorte que « ceux qui voulaient se placer à Paris dans des mai- « sons de commerce pussent observer la loi du samedi « et remplir leurs devoirs religieux ». MM. Bernard Merzbach, Fédermann, Prosper Cohen et Braun, furent à la tête de cette association qu'ils placèrent sous le patronage de M. Isidor, Grand-Rabbin de Paris. En 1867, elle comptait 60 membres fondateurs et était en instance pour être autorisée. Elle disparut en 1869.

Syndicat des Présidents de Sociétés. — Institué, — comme son titre l'indique, — dans le but de surveiller les intérêts généraux des Sociétés mutuelles israélites. M. Benoît Lévy en fut le président. Fondé en 1870, le Syndicat disparut la même année.

Union et Humanité. — Existait encore en 1853.

Union alsacienne. — Autorisée le 7 juin 1873, sous le n° 613.

Sociétés de Dames.

Bonne union des Dames israélites. — Fondée en 1838 sous le n° 162. Mme Mayer, présidente en 1863 jusqu'en 1878, où la Société fut dissoute.

Dames de Rachel. — Autorisée le 12 décembre 1853. A fusionné avec la Société dite des *Filles de Zorobabel* en 1879. — Elle portait originàirement le n° 350. A eu successivement pour présidentes : Mmes Fribourg (1863-1865); Charles Lévy (1865-1866); et Bénédic (1867-1879).

Dames de Dinah. — N'existe plus depuis 1866.

Femmes israélites de Sarah. — A été fondée en 1834 sous le n° 136. A disparu vers 1865. Elle a eu pour présidentes Mmes Fray (1863-1864); et Picard (1864-1865).

Mères de la Charité. — Existait en 1854. Disparue vers 1865. Mme Simon, présidente.

Société dite d'Eve. — Composée de dames israélites de Paris, elle a commencé le 1^{er} mai 1850 et a été enregistrée la même année sous le n° 277. Elle a été instituée « dans l'intention de s'entr'aider mutuellement en cas de besoin. » Elle accordait une indemnité de six francs par semaine, pendant trois semaines, aux sociétaires malades. Toutes les sociétaires étaient tenues de veiller, chacune à leur tour, les sociétaires malades. La sociétaire, âgée de 75 ans, était exempte de cotisations et de corvées. En 1850, la Société était présidée par Mme Cerf-Lévy et comptait 23 membres. Elle disparut vers 1865.

Sœurs de Japhet. — Fondée en 1860 sous le n° 421. N'existe plus depuis 1878. — A eu pour présidents MM. Chailly (1863-1865); Carvallo (1865-1873); et Mme Lévy (1873-1878).

Société mutuelle de bienfaisance. — Existait en 1848.

Société du Progrès. — Fondée en 1866; dissoute en 1874. Mme Simon, présidente.

Il a existé certainement bien d'autres Sociétés de Dames. Mais les renseignements très vagues que nous avons sur elles ne nous permettent pas de les mentionner ici. Les annuaires israélites n'ont commencé à publier leurs titres qu'en 1863. Enfin une vingtaine de Sociétés ne nous sont connues que par les noms des Dames qui les présidaient, et cela particulièrement de 1840 à 1852.

APPENDICE

PREMIER PROCÈS-VERBAL DE FUSION

DES SEPT COMITÉS DE BIENFAISANCE DE PARIS

Le 28 août 1809, le Consistoire avait convoqué les représentants des Sociétés et les avait invités officieusement à réduire leur nombre à trois. Voici le procès-verbal de ces opérations adressées le 30 août au Consistoire. On sait qu'elles furent annulées (1).

*A Messieurs les membres du Consistoire
de la circonscription de Paris.*

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente le résultat de la convocation que j'ai faite aujourd'hui dans ma maison des chefs des Comités de Bienfaisance israélites de notre ville.

Nous avons pris pour base de notre opération le désir que vous avez manifesté de voir réduits en trois Comités seulement les sept qui ont existé jusqu'à ce jour.

Pour atteindre à ce but et pour prévenir toutes partialités et toutes considérations, nous sommes convenus que le sort seul devrait décider de notre nouvelle organisation.

A cet effet nous avons déposé dans une urne sept billets

(1) Voir le *Comité de Bienfaisance*, page 7.

dont trois avec l'inscription כ"ו"לע et avons laissé les quatre restant en blanc.

Le tirage des dits billets, qui a été fait les yeux bandés, a eu pour résultat la confirmation des trois Comités suivants et dans lesquels tous les autres doivent désormais être confondus.

Les trois Comités que le sort a favorisés sont :

1° Celui dont M. David Rumsveiller est l'administrateur en chef.

2° Celui dont l'administrateur est M. Gumpel Terminach.

3° Enfin celui dont l'administration m'est confiée.

La décision du sort nous a également fixés sur la manière dont les quatre Comités dissous doivent être partagés entre les trois Comités restants sans commettre aucune injustice. Il s'en est suivi :

1° La réunion de celui de M. Berth (e) à celui de M. Gumpel Terminach.

2° La réunion de ceux de MM. Jacob Manheimer et Helmer à celui de M. David Rumsviller.

3° Enfin celui de M. Goudchaux Halphen à celui dont je suis l'administrateur en chef.

Pour l'entière organisation de ce nouvel état de choses, nous avons procédé à l'élection de trois membres qui doivent rédiger de concert le règlement de ces Comités, et la pluralité des voix a désigné pour faire cette opération M. Mosbach, M. Heller et moi.

Tous les articles ci-dessus énoncés ont été signés volontairement par tous les administrateurs des ci-devant Comités qui ont été présents à cette assemblée, hormis M. Berth (e), qui a refusé d'y donner son adhésion et a motivé son refus sur ce que son Comité, étant un des plus anciens de Paris, devait servir de noyau et obtenir la préférence sur tous les autres; il s'est retiré sans prendre part à notre nouvelle conformation. Je sou mets à la sagesse de Messieurs les membres du Consistoire la validité de cette prétention et j'espère qu'il jugera comme nous que

l'opinion bizarre d'un Comité ne peut contrebalancer celle de six autres..... (1)

Je suis avec respect, etc., etc.

M. SCHOUBACH,
Rue du Temple, n° 57.

PROCÈS-VERBAL DE FUSION DÉFINITIVE

DES SEPT COMITÉS DE BIENFAISANCE DE PARIS

D'après l'arrêté du Consistoire départemental du 4 septembre 1809, au sujet des sept Comités de Bienfaisance de Paris, moi, Seligman Michel, Grand-Rabbin, nommé commissaire pour cet objet, d'après les informations que j'ai prises de personnes recommandables qui m'ont attesté par écrit que les trois plus anciens comités sont, savoir :

1° Celui où M. Isaac Berthe est administrateur.

2° Celui où MM. Brunswick et Schouback étaient administrateurs, qui originairement n'en formait qu'un et qui s'était partagé.

3° Celui où M. Michel Lévi est administrateur.

Les administrateurs des sept Comités s'étant assemblés chez moi, savoir : les sieurs Isaac Berthe, Schouback, Michel Lévi, Jacob Trifous, David Isaac, Elie Cahën et Brunswick : d'après cela, j'ai mis deux bulletins dans une boîte ; sur l'un était le nom Brunswick, sur l'autre, Schouback. Celui de Schouback étant sorti le premier, le droit d'ancienneté est resté au Comité dont le sieur Schouback est

(1) La suite de la lettre est relative à un délai que les Comités demandent pour élaborer un règlement.

administrateur, et celui du sieur Brunswick est resté parmi les quatre autres.

Après avoir tiré au sort suivant l'arrêté, il en est résulté, savoir : le sieur Brunswick, n° 1, sera enclavé avec le comité du sieur Isaac Berthe.

Le sieur David Isaac, n° 2, avec celui du sieur Schouback.

Le sieur Elie Cahën, n° 3, avec celui du sieur Michel Lévi.

Quant au n° 4, dont l'administrateur est le sieur Jacob Trifous, le comité étant composé de 23 personnes, j'ai réuni sept personnes dudit au premier Comité, huit au second et huit au troisième; je n'ai réuni que sept personnes au premier Comité, vu que c'est le plus nombreux de tous.

D'après ces formalités remplies, j'ai arrêté que chaque administrateur se rendra dimanche prochain chez l'administrateur auquel il est réuni, et rendra ses comptes audit administrateur, en versant les fonds qu'il a entre ses mains.

Quant au n° 4, il faut qu'il rende ses comptes aux trois administrateurs des anciens Comités, et partage les fonds qu'il a entre les mains aux dits trois administrateurs.

Fait à Paris, ce 13 septembre mil huit cent neuf.

Collationné par moi, Commissaire nommé du Consistoire départemental,

SELIGMAN (Michel), G.-R.

Berthe, M. Schouback, Michel Lévy,
David, Brunswick, Elie Cahen,
Jacob.

PROCÈS - VERBAUX DE CONSTITUTION

DE LA HEBRA KADISCHA DE GEMILLATT 'HASIDIM

Aujourd'hui dimanche 17 Eloul 5560, nous avons choisi six hommes par Temple à l'effet d'élire des *gabbaïm* (administrateurs-trésoriers) pour la *Hebra Kadischa de Gemilatt Hasadim* (la Société de Bienfaisance) et voici leurs noms (ceux des délégués) : R. Leib Bingen ; R. Aron Hersingen ; R. Benjamin Lévi ; R. Yehiel Lévi ; Itzig Zillisheim (?) ; R. Wolf Bass ; Hirsch Merzer (de Mayence) ; Hirtz Rachstadt ; Moïse Trénel ; Schalom Rottembourg ; Leibele Winzenheim ; Itzig Præger ; Joseph Schlesinge ; Eisak Dürmenach ; Itzig Trier ; Abraham Dormenach ; Mayer Offenbach ; Koppel Elsass ; Seligmann Hersingen ; R. Moïse Leib ; Moïse Breslau ; David Romansweiler ; Leizer Barschingen ; Zalman Rolingen ; Yehiel Hellimer. — Et ils ont choisi comme administrateurs, à la majorité des voix : R. Leib Bingen et Moïse Trénel, l'un pour les recettes et l'autre pour les dépenses.

Lesdits administrateurs ont le pouvoir, s'il se présente un cas extraordinaire dans la communauté, de s'adjoindre trois hommes de chaque synagogue, et de prendre, à la majorité des voix, une résolution sur cette affaire spéciale ; mais seuls ils ne doivent rien décider dans un cas extraordinaire.

Si quelqu'un veut entrer dans la Société de *Gemilatt Hasadim*, les administrateurs s'adjoindront trois hommes de chaque temple pour que chacun donne son avis sur le droit d'entrée à payer par le candidat.

Fait à Paris.

Ont signé :

Juda Leib Rodburg, de Bingen, *gabbaï* ; Moïse....
Trénel ; Hirtz Hochstadt ; (?) Itzig Preger ; Hirsch

Menzer; Itzig b. Juda Leib, de Durmenach; Joseph Schlesinge; Schalom (Salomon) Roschih... (Roschild? Rolingen? Zalmon Rolingen?); Meir Offenbach; Zeligmann Hersingen; Leib Lang; David, fils d'Isaac Romansweiler; Leizer, fils de Hayyim Katz, de Borschingen; Zalmon Rolingen (?); Abraham Durmenach; Yehiel Lévi, de Hellimer; Itzig, fils d'Isaac, de Trier; Yehiel Hirtz (?) Lévi; Zeeb Wolf Lévi (= Benjamin Lévi); Koppel Lévi (= Koppel Elsass); Aron Lévi, de Hersingen; Moïse, fils de Naton Lévi, de Breslau; Leib...

A la date ci-dessous, la communauté s'est assemblée à l'effet de nommer des administrateurs; c'est-à-dire six hommes par synagogue (se sont réunis), et à la majorité des voix ont été nommés (comme administrateurs) : Wolf Lévi Unger, Leizer Hersingen, Leib Bingen, resté administrateur de la Hebra kadischa.

Ensuite la communauté susdite a choisi, comme schamass de la Hebra Kadischa, Mardochée Fuld, de Metz, aux mêmes appointements que son prédécesseur, et pour les mêmes fonctions.

Paris, lundi, jeûne Guedalia (3 tisri) 5561.

A la date ci-dessous, les administrateurs soussignés de la Hebra Kadischa de Gemilatt Hasidim se sont réunis et ont arrêté que toutes les sommes (cotisations et dons) recueillies par le schamass doivent être remises à R. Leib Bingen, et que le susdit R. Leib Bingen n'a pas le droit de faire aucune dépense sans l'autorisation écrite des admi-

nistrateurs de la Société Gemilatt Hasadim ou au moins de l'un d'eux, et ledit R. Leib ne peut signer aucun reçu sans la signature de l'un des administrateurs R. Wolff Lévi ou R. Leib Heisingen.

Paris..... (1), Rosch Hodesch Heschwan 5561.

Juda Leib Rodberg (Rottenburg), de Bingen,
Gabbai et caissier de la Gémilatt Hasadim;
Eliezer Leizer Hersingen, gabbai de la Gemi-
latt Hasadim;
Zeeb Wolf-Levi, gabbai de la Gemilatt Ha-
sadim.

(1) Illisible.

Hebra Kadischa de Gemillat 'Hasadim

N

Abraham Wallerstein.
 Abraham, fils de Simon
 Ribeauvillé.
 Abraham Herrlisheim.
 Anschel Schwob.
 Abraham Nancy.
 Abraham Hollender.
 Itzig, fils de R. Yospa Katz,
 de Metz.
 Abraham Grunstadt.
 Itzig Bing.
 Ahron Wolf.
 Ahron Sauerburg.
 Itzig, gendre de Jacob
 Schwob.
 Ahron Zils.
 Abraham Pollak Menkes.
 R. Itzig.....
 Itzig Welferdingen.
 R. Itzig Bidingen.
 R. Itzig Trier.
 Itzig Dessau.
 Itzig Sillisheim.
 Anschel Carlsruhe.
 Abraham Schwab.
 Isaac, de Metz.
 Abraham Durmenach.
 R. Eisak Durmenach.

Eisak Druker, de Metz.
 R. Isaac Pollak.
 Ahron, fils de Auscher jeune
 (rayé).
 Anschel Hirsingen.
 Abraham Lumschwiller.
 Itzig Schamash (rayé).
 Aron Hadamar.
 Eizig Westhausen.
 Itzig Fribourg (rayé).
 Abraham Polak.¹
 Aron, fils de Moïse Zillisheim.
 Abraham, hazzan de Fon-
 tainebleau.
 Abraham Leib, fils de Leiser
 Hirsingen.
 Schileh, de Mulhouse.
 Eisik Yungholz.
 Eisik Frank.
 R. Elie Polak.
 R. Abraham Alcan.
 Abraham Mulhouse.
 Itzig Yungholz.
 Veuve Madche.
 Veuve Fradel Hombourg.
 Veuve Zartel Offenheim.
 Veuve Leah Gurkheim.
 Veuve Leah Prosélyte.
 Veuve Fratche Polak.
 Vve Reizche, de Hombourg.

R. Joseph Schwab (ou Schwob)
 Veuve Sorche (diminutif de
 Sara) Miran, de Metz.
 Veuve Bæsche R. Yoseph.
 Veuve Keilé.
 Veuve Sarah Ribeauvillé.
 R. Eisak Schweich.
 R. Aron Hersingen.
 Veuve Yté, femme de Leib
 Francfort.
 Veuve Yachet, femme de
 Meyer Brisac, de Metz.

ב

Beer Leib Fulda.
 Beer Pollak.
 R. Berman Alsace.
 R. Benjamin Cohen, de Metz.
 R. Benjamin Hœchberg.
 Beer, Francfort-sur-Oder.
 Berl, fils de Moïse.
 Beer Metzger.
 Bendit Ottrott.
 Benjamin Hattstadt.
 Baruch Zillisheim.
 Baruch Bischheim.
 Beer Hellimer.
 Baruch Strasbourg.

ג

Gettschlik Wermser, de Metz.
 Gerson Bing, de Metz.
 Getsch Alsace.

Gumpel Durmenach.
 R. Getsch Bollwiller.
 Gerson Katz, de Metz.
 Gabriel Hirsch Bayerstorff.
 Gabriel Bayerstorff.
 Gettschlick Terquem, de
 Metz.
 Gettschlik Halphen.

ד

David, fils d'Itzig Elsass
 (Alsace).
 David Beer (*rayé*).
 David Rosheim (*rayé*).
 R. David Schreiber.
 David Holeinstécher (gra-
 veur de cachets).
 David de Boulay.
 David Burschingen.
 David Obernai.
 David Beer Katz.
 David Italiener.

ה

Hirtzel Rachstatt.
 R. Heitz Carlsruhe.
 Henlé, fils d'Isaac, de Metz.
 Heitz Wettelsheim.
 Hirsch Lissa.
 Hirsch Katz de Herbschwiller.
 Hirsch Grussenheim.
 Hirtz Auerbach.
 Hirtz Rixheim.
 R. Hirtz Leib Katz.

R. Hirsch Pollak (*rayé*).
 Hirsch Winzenheim.
 Hirtzel.....
 Hirsch Menzer.
 Hirsch Katz, de Hagenthal.
 Hirsch Landau.
 Hirschel, Bordeaux.
 Hirzel Lévy, de Fegelshoffen.
 Hirzel Haguenau.
 Hertz, fils de Leib Goldscheider.

1

Wolff, de Seppois.
 Wolff Lingelsheim.
 Wolff Bishheim.
 Wolff Ottrott.
 Wolff (Lévy, Basse.
 Wolff Rexheim.
 Wolff Wettelsheim.
 Wolff Landau.

1

Süssel Hess.
 Süssel Englishman.
 Zalmon Hirsingen.
 Simle Katz, de Metz.
 Zanwil Reichshoffen.
 Zanwill Schatz (ministre officiant), de Metz.
 Zanwil Sofer.
 Zalmon Hasfort (*rayé*).
 Seligmann Hirsingen.
 Seligmann Boulay.
 Zalmon Furth.

Selig Polak, d'Amsterdam.
 Seligmann Zillisheim.
 Salomon Sierenz, d'Alsace.
 Süskind Ottrott.
 Zalmon Gédéon, de Fürth.
 Zalmon Boulay.
 Zanwil Bacharach.
 Seligmann Bacharach.
 Sussmann Auerbach.
 Zanwil, fils de Moïse, Lorraine.
 Süskind Schamasch.
 Süssel Niederenheim.
 Zalmon Ballbronn.
 Seligmann Bischheim (*rayé*).
 Seligmann Katz, de Mulhouse.
 Zanveleh.....
 Zalmon Rolingen.
 Seligman Zay, de Metz (*rayé*).
 Seligman Kolbsheim.

11

Hayyim Wormser.
 Hayyim Berle (*rayé*).
 Hayyim Bacharach.
 Hayyim Boulay.
 Hayyim Dambach.
 Hayyim Wintzenheim.
 Hayyim Ottrott.
 Hayyim Polak (*rayé*).
 R. Hayyim Bloch, hazan.
 Hayyim Pehm (Bohême), de Versailles.
 Hayyim, de Rouen.



Teblé Glogau (rayé).
 Toderos Elsass (rayé).
 Toderos Strasbourg.
 Theodore Cerf Berr.
 Baruch Cerf Berr,
 Hippolyte Wittersheim.
 Philippe.....



Isaïe Obernai.
 Isaac Preger.
 Joseph Katz, d'Oberndorff.
 Isaac Rottembourg.
 Joseph Digerleh.
 Jacob Fegelschhofen.
 R. Jospa Katz, de Metz (rayé).
 R. Isaïe Katz.
 Isaïe, fils de Gerson Polak.
 Israel Bollwiller.
 Jacob, fils de Simson Yung-
 holz.
 Jacob, gendre de Lippmann
 Schamasch.
 Juda Hirsch Katz, de Prague.
 Joseph Weill, de Bischheim.
 Jacob Wellingen.
 Jaukel Cohen, de Metz.
 Jechiel Hellimer.
 Jacob Budingen.
 Jhannen Kleiderhindler.
 R. Israel Landau.
 Jopperlé Zillisheim.
 Joseph Schlessinger.

Jonas Becker.
 Jankef Uffherin.
 Jacob Mannheim.
 R. Yerucham Pollack.
 R. Jaukef Höchberg.
 Juda Furth.
 Joseph, gendre de R. Zan-
 wil Kollesheim.
 Yechiel Imlingen.
 R. Yechiel Höchberg.
 Joseph Bingen.
 Yeisel Reichsoffen, boucher.
 Jérémie Kossel (ou Cossel).
 Jankef Hirsingen.
 Joseph, fils d'Eliézer, de
 Bischheim.
 Isaïe Wasserträger.
 Israel, fils d'Eliakim Moïse.
 Judel Zillisheim.
 Jekel Wettelsheim.
 Isaïe Wettelsheim.
 Jacob Hirsch, Versailles.
 Jacob, hazan (officiant), de
 Nancy.
 Jacob, fils de Nathan Naron.
 Joseph, fils d'Israel d'Alsace.
 Isaïe, de Versailles.



R. Leib Polak.
 R. Leib Welingen.
 R. Leib Bingen.
 R. Leib Weill.
 Leib Wiederwiesen.
 Lasé Trier.

Leib, fils Simson Elsass.
 Leizer Polak.
 Leimé (Léon) Becker.
 R. Leib Schamasch.
 Leivelé Wintzenheim.
 Leizer Hirsingen.
 Leib Grodwohl.
 Leib Diespeck.
 Lippmann Schamasch.
 Leizer Katz, de Metz.
 Lippmann Hirsingen.
 Leib Haguenau.
 Leib Durmenach.
 Lippmann Aschaffembourg.
 Leiser Burschingen.
 Leib Hamburg.
 Lasé Romansweiller.
 Leib Uffheim.
 Leizer Schenwiller.
 Lazé Francfort.
 R. Liebermann Furth.
 R. Lippmann, fils de Leib
 Bingen.
 Liebermann Zay, de Metz.
 Leib Epfig.
 R. Leib Bischheim, schohet.
 Leiser Lunéville.
 R. Lippmann Strasbourg.
 R. Leiser Rosheim.
 Liebermann Lévy, de Metz.



Meir Stein Widerstorf (rayé).
 Mardochée Polak.
 Moïse Siérentz.

Menlé Romansweiller.
 Moïse Freidenthal.
 Meinlé Freidenthal.
 M'ni Hattstadt.
 Mayer Bruxelles.
 Maier Hollender.
 R. Moïse Weill.
 Minké Becker (rayé).
 Michel Unger.
 Maier Offenbach.
 Moïse Trené (Trenheim).
 S. Mendlé Zillisheim.
 Moïse Lumschwiller.
 Mensé Amsterdam (rayé).
 Maier Pforzheim.
 Mardochée Trier.
 Moïse Bresslau.
 Meir Zillisheim.
 Moïse Düttlingen.
 Mardochée Ottrott.
 Maier Herrlisheim (boulanger).
 Moïse Ottrott.
 Manel Bisheim.
 Mordché Fulda.
 Mardochée Statte (?).
 Moïse Zillisheim (rayé).
 Moïse, fils de Jacob Katz
 (rayé).
 Moïse Leib.
 R. Moïse Leib, de Lunéville.
 R. Mendlé Preger.
 R. Meir Preger.
 R. Mendel Polak.
 Mendlé Wettelsheim.

Mendlé, de Boulay.
 Maier Elsass.
 Maier Offenheim.
 Mendlé Winzenheim.
 R. Meir de Furth.
 R. Mendel Hollender.
 Mendel Fensheim.
 Moïse Schneider.
 Mahrem Italiener.
 Moïse Versailles.
 Maier Biedingen.
 Meier Miller.
 Moïse Schwabbach.
 R. Moïse Hirsch.

ן

Nathan Finstadt (Pfungs-
 tadt?).
 Nahum Polak.
 Nathan Bollwiller.
 Nathan Wettelsheim.
 Nathan Leib Lumschwiller.
 Nathé Schwob.
 Nathan, de Metz.
 Nathaniel Elsass.
 Nathan Aschaffembourg.
 Nathan, fils de Moïse Sie-
 rentz.
 Nathé Ohlausen.
 Nathé Francfort, de Metz.
 Nathé Welferdingen.
 Nathé, de Mayence.
 Nathé Cohen, de Metz.
 Nathan, fils de Joseph, de
 Niedernai.

ד

Sender, Sarreguemines
 (rayé).
 Sender Stein Wittersdorff.

ז

Akiba Trené (Trenheim).

פ

Petahya Kahn.
 Falk Mannheim (rayé).
 Feiss Saarlouis.
 Feiss, hazzan.
 Feiss Rouen.
 Feiss Grüssenheim.
 Feibes (Phœbus), d'Ober-
 nai.

צ

Zadoc Ottrott.

ק

Koschel bar Isaac Wesch
 (Westhausen).
 Koschel Kredarische (Kran-
 tenheim, Alsace, Bas-Rhin
 (rayé).
 Kallmann Düttlingen (Al-
 sace) rayé.
 Kussel Schwab (rayé).
 Koppel Elsass.
 Koppel Rixheim.

Koschel Hegenheim.
 Koschel Hirsingen.
 Koppel Sulzbach.
 Koschel Imlingen.



Raphaël Frenningem.
 Raphaël Lahr.
 Raphaël Katz, de Metz.



Samuel Hirsingen.
 Scholem Ratibor (?).
 Samuel Lagrange.
 Simson Artweiller.
 Salomon Lévy Elsass.
 Simon Warter, de Metz.
 Schileh Elsass.
 Scholem Jungholz.
 Simson Hambourg.
 Samuel Kredorische.
 Simché, de Metz.
 Sliber (?), de Metz.
 Samuel Polak.
 Samuel Giessen.
 Salomon Cohen, de Metz.
 Samuel Hollender.
 Samson Cohen.
 Salomon Poste, de Metz.
 Samuel, fils de Hayyim.
 Salomon Bass d'Obernai.
 Samuel Auerbach.
 Simon Italiener.
 Simon Cohen Elsass.

Scholem Amsterdam.
 Samuel Trier.
 Théodore Cerf Beer.
 Baruch Cerf Berr.

Hippolyte Wittersheim.
 Philippe.
 Lazard Markus ou Marx.
 Théodore Picard, de Strasbourg.
 Bernard Dalsace.
 Benjamin Ducas.
 Alexandre Dreyfus.
 Lion Brunschwig.
 Maier Kahn.
 Madame veuve Lippmann.
 Prague ou Brac.
 Wallerstein.
 Wolff Bühn Lévy.
 Michel Salomon.
 Abraham Franck.
 Calman Schweich.
 Madame Pauline Alcan.
 Lambert Lion.
 Lévi Alvarèz.
 May.
 David Worms.
 Jonson Franck.
 Salomon Picart.
 Simon Bergheim.
 Leseleh (?).
 Mésé (?) Portugais.
 Joseph Moïse Boucher.
 Zacharie.
 Raphael Lévy.

Lion Graveur.

Feiss Kahn.

Jaffah.

Semi Meir Oppenheim.

**Composition de la Société qui a fondé
la synagogue de la rue Geoffroy-Langevin**

Anschel Schwab.

Abraham Lévy.

Abraham Altdorf.

Anschel Bolché (Boulay).

R. Aron Hochfeld.

R. Aron, de Weissenburg.

Abraham Niederenheim (Nidernai).

Anschel Katz.

Abraham Haguenau.

Beer Nancy.

Baruch Bischheim.

Baruch Bouxwiller.

Beer Hollænder.

Bendit Ottrott (Alsace).

Benjamin Katz.

Elie Friedberg.

Elie Ruff.

Gumprich Oulif.

Henché Lévy.

Hirsch Boucher.

Hayym Prague.

Hayem Metz.

Herzel Altdorf.

Hirsch Bordeaux.

R. Hirstz Carlsruhe.

Hayyim Boulay.

Hirsch Pollak.

Hirsch Idighofen (Alsace?).

Hayyim Bloch.

Isaïe Soultz.

Itzig Pollak.

R. Itzig Fürth.

Israel Hohmstecher (graveur
de sceaux).

Isaac Hohmstecher.

Israel, fils de Leizer.

Jacob Mannheim.

Jacob Beer.

Jacob Hirsch.

Jacob Hirsch Katz.
Joseph Schneider.
R. Juda Bumsler.
Joseph Oppenheim.
Joseph Haguenau.
Jacob Hirsch.
Jecheskel (Fürth?).
Joseph, fils de Süssel.

Kussel Schwab.
Koppel.

R. Leib Bischheim.
Leizer (Eliézer) Rosheim.
Leizer Katz.
Leib (Loeb, Léon) Unger.
Leizer, fils de Süssel.

R. Moïse Leib.
R. Mendel Kossel (ou Cassel).
Moïse Brünn.
Michel Pollak.
R. Maier Berlin.
R. Mendel Schamasch.
Moïse Berlin.
Meyer () (Friedberg?).
Maier Fradenberg.
Mardochée Ottrot.
Mendlé Boulay.
Mendlé Niederwiessen.
Méir Kossel.

Mendlé Romanswiller.
Méir Oppenheim.
Méir, fils de Sender.
Moïse, fils de Joseph.
R. Mardochée Pollak.
Naté Katz.
Nathan (Niderhoenheim?).
Nathan Weill.
Nathé Grünstadt.
Nathan, fils d'Eisak.
Nahum Kossel.
Naté Lubné.
Nathé, fils de Aron Wolff.
Nathan Polak.

Rafael Frenningen.

Samuel Pollak (?).
R. Simha Katz.
Simson Lion.
Zanwil Francfort.
Seligman Bretzenheim.
Sender Sarreguemines.
Samuel Wintzenheim.
Simson Arteweiller.
Sender Herrlisheim.
zanwil Reichsoffen.
R. Simché Katz.
Samuel Genglingen.
Samuel Brounschweig.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	1
LES HÉBROTH OU SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.....	9

LES SOCIÉTÉS D'HOMMES

La Loi sacrée et la Bienfaisance réunies.....	39
Le Mont Sinaï.....	46
Maison Moïse et Aaron.....	51
Les Amis de l'Humanité et de l'Union.....	54
Les Enfants du roi Salomon.....	58
L'Accord Israélite.....	60
Le Patriarche Abraham.....	62
Les Enfants de la Loi des Douze Tables.....	68
Les Lois Rabbiniques.....	71
Les Enfants de Sion.....	73
Les Amis des Enfants d'Israël.....	76
Zorobabel.....	78
La Bienfaisante Israélite.....	81
Les Enfants de Jacob et l'Israélite Française.....	90
Les Enfants d'Elie.....	94
Les Disciples de Moïse.....	97
Les Enfants de Japhet.....	98
La Terre Promise ...	104

Les Israélites Polonais	108
Les Enfants de Sem.	110
La Vérité Israélite.....	112
Le Lien d'Israël.....	113
La Jeunesse Israélite.....	115
L'Indivisible.....	116
Les Enfants de Daniel.....	117
La Mission d'Israël.....	119
Le Repos Eternel.....	120
La Société Hollandaise.....	125
Les Enfants d'Isaac.....	127
Les Enfants de Cracovie.....	128
L'Union Scolaire.....	129
L'Union Israélite.....	131

LES SOCIÉTÉS DE DAMES

La Maternité Israélite.....	135
Les Dames Israélites de Paris.....	137
Les Femmes d'Israël.....	139
Les Dames Déborah.....	140
Esther et Rebecca.....	141
Les Filles de Zorobabel.....	143
Les Dames de Jérusalem.....	145
Les Filles de Jacob.....	145
L'Union des Dames Israélites.....	146

SOCIÉTÉS DISPARUES

Sociétés d'Hommes	147
Sociétés de Dames.....	153

APPENDICE

Premier procès-verbal de fusion des sept Comités de Bienfaisance de Paris.....	156
Procès-verbal de fusion définitive des sept Comités de Bienfaisance de Paris.....	158
Procès-verbaux de constitution de la Hebra kadischa de Gemillat 'Hasidim.....	160
Hebra kadischa de Gemillat 'Hasidim.....	163
Composition de la Société qui a fondé la synagogue de la rue Geoffroy-Langevin.....	170



DS135 .F83K15

Les sociétés de secours mutuels

Princeton Theological Seminary-Speer Library



1 1012 00004 8241